



30 juin 2015

(15-3348)

Page: 1/76

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA  
MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL  
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

NÉPAL

La communication ci-après, datée du 23 mars 2015, est distribuée à la demande de la délégation du Népal.

---

Conformément à l'article 22.2 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, le Ministre du commerce et des approvisionnements du gouvernement népalais fait savoir que les lois en matière d'évaluation en douane ainsi que les règlements et procédures relatifs à l'administration des douanes du Népal sont conformes aux dispositions de l'Accord.

Les dispositions relatives à l'évaluation en douane figurent au chapitre 5 de la Loi douanière de 2007 (Loi n° 16 de l'année 2007). La Loi douanière de 2007 et le Règlement douanier de 2007 peuvent être consultés aux adresses suivantes:

1. "[http://www.customs.gov.np/upload/documents/Customs%20Act,%202064%20Eng\\_2014-02-01-15-22-27.pdf](http://www.customs.gov.np/upload/documents/Customs%20Act,%202064%20Eng_2014-02-01-15-22-27.pdf)"; et
  2. "[http://www.customs.gov.np/upload/documents/Bhansar%20Niyamabali%202064%20English\\_2014-02-01-15-27-44.pdf](http://www.customs.gov.np/upload/documents/Bhansar%20Niyamabali%202064%20English_2014-02-01-15-27-44.pdf)".
-

**Journal officiel du Népal**

**Publié par le gouvernement népalais  
(Volume 57) Katmandou, 14 Bhadra 2064 (31 août 2007)  
(Numéro extraordinaire 33)**

**Partie 2**

**Gouvernement népalais  
Ministère du droit, de la justice et des affaires parlementaires**

La loi qui suit, adoptée par le Parlement, est publiée par les présentes pour information.

**Loi n° 16 de l'année 2064 (2007)  
Loi de modification et de codification de la législation douanière**

Préambule:

Considérant qu'il est opportun de modifier et de codifier les lois douanières en vigueur afin de sécuriser et de faciliter le commerce international, en rendant l'administration douanière plus systématique, transparente et responsable;

Le Parlement adopte la présente Loi.

**Chapitre 1  
Préambule**

1. Titre abrégé et entrée en vigueur:

- 1) Il peut être fait référence à la présente loi sous une forme abrégée en recourant à l'intitulé suivant: "Loi douanière de 2064 (2007)".
- 2) Le présent article entre en vigueur immédiatement et les autres entrent en vigueur aux dates fixées par le gouvernement népalais, par publication au Journal officiel.

2. Définitions:

À moins que le sujet ou le contexte n'exige une interprétation différente, on entend dans la présente loi par

- a) "boutique hors taxes" un établissement autorisé par le gouvernement népalais à vendre toute marchandise importée moyennant une garantie bancaire à toute personne bénéficiant de privilèges diplomatiques ou de facilités douanières ou aux compagnies aériennes qui assurent des services de restauration sur leurs vols internationaux ou qui procèdent à des ventes hors taxes sur de tels vols;
- b) "valeur transactionnelle" le montant total obtenu en ajoutant les coûts de fret et d'assurance ainsi que les autres coûts connexes supportés ou encourus lors du transport des marchandises importées par un importateur jusqu'à la frontière du Népal au prix effectivement payé ou à payer, directement ou indirectement, par l'importateur au vendeur de desdites marchandises;
- c) "facilité diplomatique" un avantage ou un privilège permettant l'exportation ou l'importation de marchandises en les consignait seulement dans des registres sans qu'elles soient inspectées et sans qu'elles donnent lieu à la perception de droits;
- d) "déclaration" la consignation par l'exportateur ou l'importateur des caractéristiques des marchandises à exporter ou à importer dans le formulaire prévu à cet effet ou la transmission de ces informations par voie électronique, conformément à la procédure établie;
- e) "exportation en contrebande" l'exportation à partir du Népal de marchandises soumises à des droits de douane sans paiement de ces droits, clandestinement, par des voies illicites ou sans faire de déclaration en vertu de la présente loi, même si ces marchandises ne sont pas assujetties à des droits de douane;

- 
- f) "importation en contrebande" l'importation au Népal de marchandises soumises à des droits de douane sans paiement de ces droits, clandestinement, par des voies illicites ou sans faire de déclaration en vertu de la présente loi, même si ces marchandises ne sont pas assujetties à des droits de douane;
  - g) "inspection" l'inspection par le bureau des douanes des marchandises devant être exportées ou importées ou l'examen des documents y relatifs, ou les deux, afin de vérifier si ces marchandises sont conformes à ce qui est déclaré, et ce terme couvre également la fouille au corps ou le passage aux rayons X de toute personne venant d'un pays étranger entrant au Népal ou partant du Népal pour un pays étranger;
  - h) "dédouanement" l'autorisation donnée par un fonctionnaire des douanes d'exporter ou d'importer des marchandises ou de les retirer du bureau des douanes en vertu de la présente loi et de son règlement d'application;
  - i) "audit de suivi" l'audit mentionné à l'article 34;
  - j) "conformément aux dispositions en vigueur" les dispositions figurant dans les règlements d'application de la présente loi;
  - k) "exportation" l'acte de faire sortir des marchandises du Népal pour les acheminer vers un pays étranger;
  - l) "formulaire de déclaration" le formulaire dans lequel un exportateur ou un importateur consigne les caractéristiques des marchandises destinées à être exportées ou importées;
  - m) "importation" l'acte de faire entrer au Népal des marchandises provenant d'un pays étranger;
  - n) "entrepôt sous douane" un entrepôt habilité par la Direction générale des douanes à importer et stocker, contre remise d'une garantie bancaire, des matières premières ou des marchandises semi-manufacturées devant être exportées vers des pays étrangers ou vendues sur le marché interne contre des devises convertibles, ou vendues dans des boutiques hors taxe;
  - o) "banque" une banque commerciale ou un établissement financier autorisé à effectuer des opérations bancaires en vertu de la législation en vigueur;
  - p) "garantie bancaire" la garantie donnée par une banque au bureau des douanes pour le paiement par elle-même des droits exigibles de tout exportateur ou importateur pour l'exportation ou l'importation des marchandises en cas de défaut de paiement par l'importateur ou l'exportateur de ces droits;
  - q) "facilité de garantie bancaire" le service fourni à un exportateur ou à un importateur pour qu'il puisse exporter ou importer des marchandises sur la base d'une garantie bancaire;
  - r) "fonctionnaire des douanes" l'administrateur en chef des douanes, le contrôleur en chef des douanes et tous les autres fonctionnaires des douanes, dont le responsable du bureau des douanes annexe et le fonctionnaire désigné par le Ministère des finances en vertu de l'article 84;
  - s) "commissionnaire en douane" le titulaire de l'agrément visé à l'article 51;
  - t) "bureau des douanes" le bureau établi par les autorités népalaises conformément à l'article 4, y compris les locaux de ce bureau et tout autre zone désignée par les autorités népalaises par publication au Journal officiel;
  - u) "entrepôt douanier" un bâtiment, un hangar ou une autre structure similaire établi dans un bureau de douane ou tout autre lieu pour abriter des marchandises devant être exportées ou importées;
  - v) "droits de douane" les droits applicables aux marchandises à exporter ou à importer en vertu de la législation;
  - w) "valeur en douane" la valeur attribuée aux marchandises devant être exportées ou importées conformément aux dispositions des articles 13 ou 16 aux fins de la détermination des droits de douane applicables;
  - x) "zone douanière" la zone douanière établie par les autorités népalaises en vertu de l'article 3;
  - y) "droits" tout impôt, toute charge et toute redevance applicable en vertu de la législation aux marchandises devant être exportées ou importées, dont les droits de douane;
  - z) "facilité douanière" toute facilité permettant l'exportation ou l'importation de marchandises, sur la base uniquement de l'établissement de registres sans percevoir de droits et en inspectant ou non les marchandises;
  - aa) "Directeur général" le Directeur général des douanes;
  - bb) "marchandises" tout type de biens meubles ou immeubles, y compris les espèces;
  - cc) "personne" une personne physique et morale, y compris les sociétés, structures sociétales et entreprises immatriculées conformément à la législation;
  - dd) "Direction générale" la Direction générale des douanes;

- ee) "surestaries" la somme à payer aux autorités népalaises par l'exportateur ou l'importateur de marchandises si celui-ci ne prend pas livraison dans le délai prescrit des marchandises stockées dans l'entrepôt douanier par le bureau des douanes; et
- ff) "véhicule automobile" tout moyen de transport qui est utilisé ou peut être utilisé pour faire des voyages ou transporter des marchandises.

## **Chapitre 2**

### **Dispositions relatives aux zones douanières et aux bureaux des douanes**

#### 3. Pouvoir d'établir des zones et des routes douanières:

- 1) Le gouvernement népalais peut, par publication au Journal officiel, déterminer que toute partie du Népal constitue une zone douanière aux fins de l'application de la législation douanière et de la perception des droits de douane en vertu de la présente loi.
- 2) Le gouvernement népalais peut, par publication au Journal officiel, déterminer les routes par lesquelles les exportations à partir du Népal ou les importations au Népal doivent être réalisées dans les zones douanières visées au paragraphe 1).
- 3) Toutes les marchandises devant être exportées du Népal ou importées au Népal sont exportées ou importées exclusivement par les routes visées au paragraphe 2).
- 4) Le Directeur général peut, sans préjudice des dispositions du paragraphe 3), décider que des marchandises d'un type déterminé ne peuvent être exportées ou importées qu'au travers un bureau des douanes donné.
- 5) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le Directeur général peut décider que des marchandises déterminées ou des marchandises jusqu'à une valeur déterminée ne peuvent être exportées ou importées qu'au travers d'un bureau annexe des douanes.

#### 4. Établissement d'un bureau des douanes:

Le gouvernement népalais peut, par publication au Journal officiel, établir un bureau des douanes ou un bureau annexe des douanes dans toute zone douanière.

## **Chapitre 3**

### **Dispositions relatives aux droits de douane**

#### 5. Droits de douanes applicables:

Des droits de douane sont perçus sur toutes les marchandises exportées ou importées, sauf sur celles qui bénéficient d'une exemption des droits de douane en vertu de la présente loi ou de la législation en vigueur.

#### 6. Droits applicables en cas de réimportation des marchandises exportées:

- 1) En cas de réimportation de marchandises qui ont été fabriquées et perfectionnées au Népal et exportées, ces marchandises sont assujetties aux droits applicables à l'importation de marchandises de même nature ou de même valeur ayant été fabriquées ou perfectionnées dans un pays étranger.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), aucun droit de douane n'est perçu sur les marchandises réimportées pour les raisons suivantes:
  - a) après avoir été exportées par colis postal, elles n'ont pas pu être remises au destinataire, ou
  - b) le destinataire a refusé d'en prendre livraison après le dédouanement ou après leur arrivée dans le pays étranger, ou
  - c) elles ne respectent pas les normes de qualité en raison d'un accident ou d'une catastrophe naturelle.
- 3) Lorsque les matières premières et les matières premières secondaires des marchandises réimportées en vertu du paragraphe 1) avaient été importées en franchise de droits, les droits applicables à la quantité de matières premières ou de matières premières secondaires utilisées dans ces marchandises doivent aussi être acquittés.

#### 7. Non prélèvement de droits sur les marchandises abandonnées dans les bureaux des douanes:

- 1) Lorsqu'un importateur demande que des marchandises qu'il a importées ne soient pas mises à sa disposition et les abandonne dans le bureau des douanes, ces marchandises deviennent la propriété de l'État du Népal et ne sont assujetties à aucun droit.

- 2) L'État du Népal peut utiliser lui-même les marchandises abandonnées en vertu du paragraphe 1) ou les vendre aux enchères conformément à la présente loi.

Toutefois, lorsque l'état des marchandises en question empêche leur utilisation ou leur vente aux enchères, le fonctionnaire des douanes peut les faire enlever du bureau des douanes ou les détruire conformément aux dispositions applicables et les dépenses afférentes à cet enlèvement ou à cette destruction sont à la charge de l'importateur concerné.

8. Date de référence pour la détermination des droits:

- 1) Les droits applicables aux marchandises à exporter ou à importer sont déterminés en fonction du barème en vigueur à la date à laquelle le formulaire de déclaration de ces marchandises est enregistré au bureau des douanes.

Toutefois, lorsque le formulaire de déclaration a été enregistré au bureau des douanes avant l'arrivée des marchandises dans ce bureau, les droits sont déterminés selon le barème en vigueur à la date d'arrivée de ces marchandises à ce bureau.

- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), les droits applicables aux marchandises ci-après sont déterminés comme suit:
  - a) dans le cas de marchandises importées sous le régime d'une facilité diplomatique, d'une facilité douanière ou d'une exonération partielle ou totale, sur la base du barème en vigueur à la date de paiement des droits pour ces marchandises;
  - b) dans le cas de marchandises importées dans le cadre du mécanisme de garantie bancaire, sur la base du barème en vigueur à la date de dédouanement de ces marchandises.

#### **Chapitre 4** **Dispositions relatives à la facilité douanière, à l'exonération des droits et à d'autres facilités**

9. Facilité diplomatique, facilité douanière et exonération des droits de douane:

- 1) Sur recommandation du Ministère des affaires étrangères du Népal, une facilité diplomatique ou une facilité douanière est accordée, conformément aux dispositions en vigueur, aux organismes, fonctionnaires ou personnes qui sont admises à en bénéficier en vertu d'un traité ou d'un accord bilatéral ou multilatéral auquel le Népal est partie.
- 2) Le gouvernement népalais peut accorder périodiquement, par publication au Journal officiel, une facilité diplomatique ou une facilité douanière aux marchandises importées par des personnes ou des organismes mentionnés dans ladite publication.
- 3) Le gouvernement népalais peut accorder périodiquement, par publication au Journal officiel, une exonération partielle ou totale des droits de douane aux marchandises mentionnées dans ladite publication.
- 4) Le gouvernement népalais peut accorder une exonération partielle ou totale des droits de douane aux marchandises destinées à être importées pour un projet financé par un prêt ou un apport d'aide extérieur ou pour une entreprise travaillant dans le cadre dudit projet.
- 5) Le gouvernement népalais peut accorder une exonération partielle ou totale des droits de douane dus sur les carburants consommés dans les vols internationaux, aux pièces détachées, sur les moteurs et équipements des avions, sur la nourriture, les alcools, la bière et les boissons non alcoolisées servis en vol par une entreprise internationale de transport aérien.
- 6) Les dispositions applicables à la facilité douanière accordée à toutes les marchandises venant de n'importe quelle partie du Népal et réimportées dans le pays par une route située à l'étranger sont celles qui sont prévues par la législation en vigueur.
- 7) Les dispositions applicables à la facilité douanière accordée à toutes les marchandises venant d'un pays étranger réexpédiées vers ce pays à partir du Népal sont celles qui sont prévues par la législation en vigueur.

10. Pouvoir d'accorder la facilité d'entreposage en douane:

Les autorités népalaises peuvent, si elles le jugent approprié, accorder la facilité d'entreposage en douane à toute personne souhaitant utiliser ce régime, en veillant à ce que les entrepôts soient gérés conformément aux conditions prévues.

11. Pouvoir d'autoriser des importations dans le cadre d'une facilité de garantie bancaire:

- 1) Les autorités népalaises peuvent accorder à toute personne le droit d'importer des marchandises dans le cadre d'un système de garantie bancaire conformément aux dispositions en vigueur.
- 2) Les autorités népalaises peuvent accorder à toute personne le droit d'importer dans le cadre d'un système de garantie bancaire et conformément aux conditions prévues les matières premières ou les matières premières secondaires que doivent importer des entreprises pour fabriquer et exporter des biens manufacturés ou les marchandises nécessaires pour approvisionner une boutique hors taxe.
- 3) Pour accorder le droit d'importer conformément au paragraphe 2), le bureau de douane concerné exige une garantie bancaire correspondant au montant des droits d'importation applicables aux importations et aux autres droits, frais ou pénalités qui peuvent être appliqués ou qui peuvent être imposés à l'importateur en cas de non-respect des conditions mentionnées au paragraphe 2.

12. Pouvoir conféré aux autorités népalaises d'accorder des exonérations de droits de douane et d'autres facilités aux marchandises exportées ou importées par des entreprises situées dans une zone économique spéciale:

- 1) Les autorités népalaises accordent, moyennant une garantie bancaire, une exonération des droits de douane et d'autres facilités aux marchandises ci-après qui sont exportées et importées par des entreprises situées dans la zone économique spéciale:
  - a) les matières premières et matières premières secondaires nécessaires à la fabrication de produits finis à exporter, de matériaux d'emballage et d'autres matériaux utilisés dans la fabrication; et
  - b) les installations, machines, équipements, outils et pièces détachées nécessaires aux entreprises, et jusqu'à un maximum de trois véhicules automobiles en fonction de la taille et de la nature de l'entreprise.

Explication: Aux fins du présent article, on entend par "zone économique spéciale" une zone désignée comme zone économique spéciale par les autorités népalaises par la voie de publication au Journal officiel.

- 2) Si un importateur vend, conformément aux dispositions en vigueur, des marchandises qu'il a importées à une entreprise située dans la zone économique spéciale et qu'il a payé les droits de douane pour l'importation de ces marchandises, le bureau des douanes rembourse comme indiqué lesdits droits à l'importateur.
- 3) Si une entreprise située en dehors de la zone économique spéciale vend des produits finis qu'elle a fabriqués à une entreprise située dans la zone économique spéciale, les droits de douane et les autres facilités prévus en cas d'exportation s'appliquent comme si la vente était une exportation.
- 4) Si une entreprise située à l'intérieur de la zone économique spéciale vend des marchandises fabriquées à partir de matières premières importées au titre d'un régime d'exonération des droits prévoyant la consommation au Népal de ces marchandises, celles-ci ne pourront quitter la zone économique spéciale qu'après le paiement des droits de douane applicables aux matières premières utilisées.
- 5) Le gouvernement népalais peut, par publication au Journal officiel, prendre une ordonnance précisant les procédures relatives au transfert par une entreprise située dans la zone économique spéciale de la propriété des biens importés en franchise de droits de douane à toute personne à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone économique spéciale. L'entreprise concernée doit se conformer à ladite ordonnance.

## **Chapitre 5**

### **Dispositions relatives à la détermination de la valeur en douane**

13. Bases pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées:
- 1) Les règles relatives à l'évaluation en douane énoncées dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, ainsi que les annexes et notes interprétatives y figurant, sont appliquées pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées.
  - 2) Sous réserve du paragraphe 1), la valeur en douane des marchandises importées est déterminée sur la base de la valeur transactionnelle de ces marchandises.
  - 3) L'importateur doit déclarer la valeur transactionnelle en joignant à sa déclaration la description et les documents prouvant la valeur des marchandises importées.
  - 4) Si la valeur transactionnelle déclarée par l'importateur en vertu du paragraphe 3) est conforme au paragraphe 1), le fonctionnaire des douanes détermine la valeur en douane des marchandises sur la base de cette valeur transactionnelle. S'il apparaît que cette valeur n'inclut pas les coûts de transport et d'assurance et les autres dépenses connexes, le fonctionnaire des douanes détermine la valeur en douane en ajoutant un montant estimatif susceptible d'être dû à ce titre.
  - 5) Le Directeur général peut déterminer les bases sur lesquelles fixer le montant estimatif mentionné au paragraphe 4).
  - 6) S'il existe un doute raisonnable quant à la valeur déclarée par l'importateur en vertu du paragraphe 3), le fonctionnaire des douanes peut demander à l'importateur de produire des documents supplémentaires ou des preuves écrites prouvant que cette valeur est bien la valeur transactionnelle réelle. Il incombe à l'importateur de fournir les documents ainsi demandés.
  - 7) Si la valeur en douane d'une marchandise ne peut pas être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle déclarée par l'importateur en vertu du paragraphe 3) ou des factures et documents présentés par l'importateur, le fonctionnaire des douanes en informe l'importateur concerné en lui indiquant le motif.
  - 8) Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle visée au paragraphe 2), les droits de douane sont déterminés sur la base de la valeur transactionnelle de marchandises identiques déjà importées au Népal avant l'importation des marchandises considérées.  
  
Explication: Aux fins du présent article, on entend par "marchandises identiques" des marchandises qui sont les mêmes à tous égards, y compris en termes de caractéristiques physiques, de qualité et de réputation.
  - 9) Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle de marchandises identiques conformément au paragraphe 8), les droits de douane sont déterminés sur la base de la valeur transactionnelle de marchandises similaires déjà importées au Népal avant l'importation des marchandises considérées.  
  
Explication: Aux fins du présent article, on entend par "marchandises similaires" des marchandises qui, bien qu'elles ne soient pas semblables à tous égards, possèdent des caractéristiques similaires et des éléments constitutifs similaires leur permettant d'exercer les mêmes fonctions et d'être commercialement interchangeables.
  - 10) Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle de marchandises similaires conformément au paragraphe 9) et que ces marchandises ont déjà été importées au Népal et vendues sur le marché à une personne qui n'est pas liée à l'importateur, la valeur en douane de ces marchandises est déterminée sur la base de la méthode de la valeur déductive c'est-à-dire en déduisant les taxes perçues au Népal du prix de vente de chaque unité pour la plus grande quantité d'unités vendues ainsi que les autres frais et avantages connexes.
  - 11) Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée conformément au paragraphe 10), la valeur en douane est déterminée sur la base de la méthode de la valeur reconstituée, en calculant également les frais encourus pour la production ou la fabrication de ces marchandises et les bénéfices réalisés ou susceptibles de l'être par le vendeur lors de la vente de ces marchandises à l'importateur.



- 
- 12) Si la valeur en douane ne peut pas être déterminée conformément au paragraphe 11), le fonctionnaire des douanes détermine la valeur en douane de ces marchandises sur une base raisonnable et qui ne soit pas contraire aux dispositions des paragraphes 2), 8), 9) et 10).
  - 13) Nonobstant toute disposition des paragraphes 10) et 11), si l'importateur fait une demande de détermination de la valeur en douane en adoptant la méthode énoncée au paragraphe 11) avant que la méthode énoncée au paragraphe 10) soit utilisée, le fonctionnaire des douanes peut déterminer la valeur en douane conformément aux dispositions du paragraphe 11).
  - 14) Nonobstant toute autre disposition du présent article, si le propriétaire des marchandises importées pour usage personnel dans le cadre du Règlement sur les bagages et des marchandises reçues en tant que cadeau ou en tant qu'échantillons/modèles importées d'un pays étranger fait une demande d'évaluation de ces marchandises, en expliquant pourquoi il n'a pas indiqué leur valeur transactionnelle, le fonctionnaire des douanes, s'il l'estime approprié, peut déterminer une valeur en douane raisonnable pour ces marchandises.
  - 15) Si la valeur déclarée par un importateur en vertu du paragraphe 3) est inférieure à la valeur en douane déterminée par le fonctionnaire des douanes en vertu du présent article, ce dernier peut procéder comme suit en ce qui concerne ces marchandises:
    - a) les dédouaner en percevant un droit de douane additionnel de 50% sur la différence de valeur; ou
    - b) avec l'approbation préalable du Directeur général, les acheter ou faire procéder à leur achat en payant à l'importateur un montant obtenu en majorant de 5% la valeur que ce dernier a déclarée.
  - 16) La valeur en douane des marchandises est normalement déterminée en devise étrangère. Lorsque la valeur des marchandises sur lesquelles les droits de douane doivent être acquittés au moment de l'importation est exprimée en devise étrangère, la conversion de cette somme en roupies népalaises est effectuée au cours de vente de cette devise tel qu'établi par la Banque centrale du Népal et en vigueur le jour du dédouanement. Dans le cas d'une devise étrangère dont le taux de change n'est pas établi par la Banque centrale du Népal, cette devise sera convertie en dollars américains et le cours de vente du dollar sera pris pour base.

Toutefois, lors de la conversion de la valeur en douane des marchandises dont les droits sont acquittés après l'importation dans le cadre d'une facilité diplomatique, d'une facilité douanière ou d'une exonération totale ou partielle de droits de douane, cette conversion est effectuée au taux de change de la devise établi par la Banque centrale du Népal et en vigueur le jour du paiement des droits restants.
14. Pouvoir de déterminer provisoirement la valeur en douane:
- 1) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le fonctionnaire des douanes peut, sous réserve de l'article 13, déterminer une valeur en douane provisoire raisonnable des marchandises importées:
    - a) si l'importateur en fait la demande, en invoquant des motifs raisonnables pour justifier son incapacité de fournir immédiatement les documents et les autres informations connexes nécessaires à l'évaluation des marchandises; et
    - b) si la valeur en douane doit être déterminée ou ne peut être déterminée qu'après avoir effectué des tests en laboratoire ou d'autres examens des marchandises, ou s'il apparaît nécessaire de procéder à un nouvel examen des documents et informations fournis par l'importateur.
  - 2) Lorsque, après détermination de la valeur en douane provisoire conformément aux dispositions du paragraphe 1), l'importateur souhaite dédouaner les marchandises en effectuant le versement des droits exigibles, le fonctionnaire des douanes procède à leur dédouanement.
  - 3) Le fonctionnaire des douanes détermine la valeur en douane des marchandises en vertu des dispositions de l'article 13 au plus tard 30 jours après la date de détermination de la valeur provisoire en vertu du paragraphe 1).

- 4) Si la valeur en douane déterminée en vertu du paragraphe 3) est supérieure à la valeur en douane provisoire déterminée en vertu du paragraphe 1), le bureau des douanes perçoit de l'importateur les droits exigibles sur cette différence de valeur, et, si elle est inférieure, le trop-perçu des droits est remboursé à l'importateur.

15. Pouvoir de fixer un montant estimatif des coûts de transports et d'assurance ou des autres dépenses connexes:

- 1) Si un importateur n'est pas en mesure, du fait de circonstances indépendantes de sa volonté, de présenter immédiatement des documents relatifs aux frais de transport et d'assurance ou aux dépenses connexes encourus lors de l'importation des marchandises, il peut présenter au fonctionnaire des douanes une demande motivée pour que celui-ci détermine un montant estimatif de ces frais de transport et d'assurance ou de ces autres dépenses connexes.
- 2) Lorsqu'après examen de la demande visée au paragraphe 1), celle-ci semble raisonnable, le fonctionnaire des douanes peut déterminer un montant estimatif des frais de transport et d'assurance ou de ces autres dépenses connexes vraisemblablement inclus dans la valeur transactionnelle de ces marchandises.
- 3) L'importateur en question doit présenter, au plus tard 90 jours après la fixation du montant estimatif des frais de transport et d'assurance ou des autres dépenses connexes, en vertu du paragraphe 2), les documents et preuves relatifs au montant effectif des frais de transport et d'assurance ou des autres dépenses connexes. Si le montant indiqué dans les documents et preuves présentés est supérieur au montant estimatif déterminé en vertu du paragraphe 2), l'importateur acquitte les droits exigibles sur cette valeur excédentaire et, s'il est inférieur, le bureau des douanes rembourse à l'importateur le reliquat après déduction des droits exigibles.
- 4) Si l'importateur en question ne présente pas les documents et les preuves dans le délai visé au paragraphe 3) ou si un autre montant est établi, le montant estimatif fixé par le fonctionnaire des douanes en vertu du paragraphe 2) est considéré comme le montant final de ces frais de transport et d'assurance ou de ces autres dépenses connexes.

16. Détermination de la valeur en douane des marchandises exportées:

- 1) Le montant facturé déclaré par l'exportateur est la valeur en douane des marchandises qui seront exportées.
- 2) Nonobstant ce qui est prévu au paragraphe 1), les autorités népalaises peuvent, si elles jugent nécessaire, déterminer par publication au Journal officiel, une valeur en douane différente pour des marchandises de nature spécifique destinées à l'exportation. Lorsqu'une valeur en douane différente est ainsi déterminée, la valeur en douane de ces marchandises est la valeur la plus élevée du montant facturé déclaré par l'exportateur ou de la valeur en douane déterminée par les autorités népalaises.
- 3) La valeur en douane mentionnée aux paragraphes 1) ou 2) est une valeur franco à bord (f.a.b).

Explication: Aux fins du présent paragraphe, on entend par "valeur franco à bord (f.a.b)" une valeur qui comprend le prix de fabrication des marchandises exportées et les frais d'acheminement de ces marchandises jusqu'au bureau des douanes du Népal concerné.

- 4) La valeur des marchandises déterminée conformément au présent article est exprimée en devise étrangère. Cette devise est convertie en roupies népalaises au cours d'achat de la devise étrangère qui est fixé par la Banque centrale du Népal et est en vigueur le jour du dédouanement de ces marchandises.

## **Chapitre 6**

### **Dispositions relatives au formulaire de déclaration, à l'examen de celui-ci et au dédouanement des marchandises**

17. Informations à fournir:

Les chauffeurs transportant des marchandises destinées à l'exportation ou à l'importation doivent, conformément aux dispositions en vigueur, communiquer au fonctionnaire des douanes des

indications détaillées concernant les marchandises contenues dans leur véhicule avant que celui-ci ne pénètre dans la zone douanière.

18. Formulaire de déclaration à remplir et à présenter:

- 1) Toute personne qui exporte ou importe des marchandises est tenue de remplir le formulaire de déclaration accompagné des documents demandés et de le soumettre au fonctionnaire des douanes de la zone concernée. Toutefois, il n'est pas nécessaire de remplir le formulaire de déclaration pour celles des marchandises que les autorités népalaises ont exonérées de droits de douane par publication au Journal officiel qui se trouvent parmi les marchandises contenues dans les bagages de passagers sortant du Népal ou y entrant.
- 2) Au cas où, du fait de la survenance de circonstances hors de son contrôle ou pour tout autre motif raisonnable, la personne concernée ne pourrait pas présenter les documents visés au paragraphe 1) en même temps que le formulaire de déclaration, cette personne peut demander au fonctionnaire des douanes l'autorisation de présenter les documents plus tard en indiquant les circonstances ou les motifs de cette demande.
- 3) Lorsqu'il examine la demande présentée en vertu du paragraphe 2), le fonctionnaire des douanes, s'il considère que ces circonstances ou motifs sont raisonnables, peut fixer un délai pour la présentation des documents.
- 4) En même temps qu'il fixe un délai pour la présentation des documents en vertu du paragraphe 3), le fonctionnaire des douanes peut aussi prévoir d'autres conditions ou demander le versement d'un dépôt de garantie raisonnable.

19. Examen du formulaire de déclaration:

- 1) Après la présentation du formulaire de déclaration en vertu de l'article 18, le fonctionnaire des douanes détermine si les marchandises déclarées dans le formulaire de déclaration sont légalement exportables ou importables. Pour ce faire, il peut, au besoin, effectuer ou faire effectuer une inspection physique des marchandises concernées.
- 2) Si, au cours de l'inspection prévue au paragraphe 1), il est constaté que l'exportation ou l'importation des marchandises est interdite ou est réglementée, la question est renvoyée à l'organisme ou à l'autorité compétent pour enquête ou décision en vertu des lois en vigueur.

20. Inspection des marchandises:

- 1) Si, au cours de l'inspection réalisée conformément à l'article 19, les marchandises concernées sont considérées exportables ou importables, le fonctionnaire des douanes inspecte ces marchandises conformément aux dispositions du chapitre 7.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), si une inspection de ces marchandises selon la méthode sélective n'est pas requise, le fonctionnaire des douanes peut passer en revue uniquement les documents qui s'y rapportent.

Explication: Aux fins du présent article, on entend par "méthode sélective" un système déterminé à cette fin par la Direction générale et selon lequel les marchandises peuvent être dédouanées, avec ou sans inspection, ou en examinant uniquement les documents, compte tenu des risques pour les recettes de l'État, le commerce, les marchandises ou d'autres activités.

21. Détermination de la valeur en douane:

Après l'inspection des marchandises ou l'examen des documents prévus à l'article 20, le fonctionnaire des douanes détermine la valeur en douane des marchandises importées et des marchandises exportées conformément aux dispositions des articles 13 et 16 respectivement.

22. Détermination des droits de douane:

Après la détermination de la valeur en douane en vertu de l'article 21, le fonctionnaire des douanes détermine les droits de douane exigibles pour les marchandises.

23. Dédouanement des marchandises:

Sauf dans les cas où la législation en vigueur prévoit une exonération des droits de douane ou une facilité d'importation ou d'exportation en franchise, le fonctionnaire des douanes procède au dédouanement des marchandises uniquement après avoir perçu les droits déterminés en vertu de l'article 22.

24. Détermination des droits de douane avant l'arrivée des marchandises au bureau des douanes:

- 1) Si un importateur souhaite acquitter les droits de douane exigibles sur les marchandises qu'il doit importer avant l'arrivée de ces marchandises au bureau de douane concerné, il peut présenter au fonctionnaire des douanes une demande accompagnée du formulaire de déclaration rempli et des documents relatifs aux marchandises visés à l'article 18.
- 2) Si, après examen de la demande reçue en vertu du paragraphe 1), il semble raisonnable de percevoir ainsi les droits de douane, le fonctionnaire des douanes peut en déterminer le montant conformément à l'article 22. L'importateur acquitte les droits ainsi déterminés au bureau des douanes.
- 3) Si le taux des droits déterminés conformément au paragraphe 2) ou le taux de change des devises convertibles en vigueur le jour du paiement des droits diffère de celui qui prévaut le jour du dédouanement des marchandises, le taux applicable le jour de dédouanement des marchandises est retenu.
- 4) Une fois que les marchandises pour lesquelles les droits ont été acquittés en vertu du paragraphe 2) arrivent au bureau de douane, celui-ci effectue les formalités nécessaires et procède au dédouanement de ces marchandises en priorité.

25. Exportation ou importation des marchandises:

- 1) L'exportateur ou l'importateur de marchandises à exporter ou à suivre ou son commissionnaire en douane ne peut les exporter ou les importer qu'après réception du formulaire de déclaration ou du récépissé de paiement des droits en vertu de l'article 23 et qu'après que le fonctionnaire des douanes a autorisé le dédouanement en procédant ou en faisant procéder à l'inspection des marchandises visées au paragraphe 1) de l'article 18.
- 2) Si une personne exporte des logiciels par des moyens électroniques, ces logiciels ne sont réputés avoir été exportés qu'après certification de la Banque centrale du Népal, sur la base notamment de l'accord relatif à l'exportation, des factures et de la preuve du paiement effectué par l'importateur.

26. Pouvoir de demander des preuves, des factures ou des reçus:

- 1) S'il existe un motif raisonnable de croire qu'une personne a importé ou va exporter des marchandises et n'a pas acquitté les droits de douane ou si l'on sait que les droits de douane n'ont pas été acquittés, tout agent du bureau de douane peut demander à cette personne de fournir une preuve attestant le paiement des droits de douane ou, le cas échéant, l'exonération de ces droits.
- 2) Cette personne doit présenter audit agent la preuve demandée au paragraphe 1). Si elle ne fournit pas de preuve ou si la preuve fournie montre que les marchandises ne sont pas les mêmes que celles indiquées, ledit agent doit renvoyer ces marchandises et cette personne au fonctionnaire des douanes.
- 3) Une fois le renvoi effectué en vertu du paragraphe 2), le fonctionnaire des douanes peut prendre la décision de retenir ces marchandises et d'engager une action pour le délit d'importation ou d'exportation en contrebande à l'encontre de la personne impliquée.

27. Modèle de formulaire de déclaration:

Le modèle de formulaire de déclaration est celui qui répond aux dispositions en vigueur.

## **Chapitre 7**

### **Dispositions relatives à l'inspection des marchandises**

#### **28. Pouvoir d'ouvrir et d'inspecter les envois ou paquets:**

- 1) Le fonctionnaire des douanes est habilité à ouvrir et à inspecter, ou à donner à l'un de ses subordonnés l'ordre d'ouvrir et d'inspecter, chaque envoi ou paquet de toute marchandise exportée ou importée, ou à ouvrir et à inspecter certains envois ou paquets au hasard et de façon aléatoire ou à ouvrir et à inspecter seulement un certain pourcentage d'envois et paquets.
- 2) Lors de l'inspection prévue au paragraphe 1), le fonctionnaire des douanes procède en priorité à la vérification des animaux vivants, des marchandises périssables et des autres marchandises dont le caractère urgent est accepté par la douane.
- 3) Pour l'ouverture et l'inspection par le fonctionnaire des douanes ou l'un de ses subordonnés des envois ou paquets de marchandises en vertu du paragraphe 1), la méthode de cette inspection et une description précise des articles ainsi examinés sont indiquées dans le formulaire de déclaration.
- 4) En cas de soupçon quant à tout envoi ou tout paquet examiné ou non examiné en vertu du présent article ou si des renseignements sont reçus à leur sujet, le fonctionnaire des douanes donne l'ordre à l'un de ses subordonnés d'examiner ledit envoi ou paquet s'il n'a pas été examiné ou de le réexaminer s'il a déjà été examiné.
- 5) Si un exportateur ou un importateur souhaite que les marchandises soient inspectées en sa présence, il doit en informer par écrit le fonctionnaire des douanes. Dans ce cas, ce dernier peut inspecter ou faire inspecter les marchandises en présence de l'exportateur ou de l'importateur. Toutefois, si l'exportateur ou l'importateur n'est pas présent au moment indiqué par le fonctionnaire des douanes, rien n'empêche l'inspection des marchandises en son absence.
- 6) Le fonctionnaire des douanes ne peut effectuer ni faire effectuer l'inspection en vertu du présent article qu'après la perception des droits exigibles sur la base de la déclaration en douane.
- 7) Si, lors de l'inspection visée au paragraphe 6), il est constaté que les marchandises ne sont pas conformes à celles qui sont mentionnées dans la déclaration faite par l'exportateur ou l'importateur ou son commissionnaire ou dans le document joint à la déclaration, l'importateur n'a pas droit au remboursement des droits, ni à leur alignement sur les droits exigibles dans le cas où les droits ont été perçus avant l'inspection desdites marchandises.
- 8) Avant qu'une personne prenne en charge des marchandises venant de la zone douanière après leur dédouanement ou après leur déplacement en dehors de la zone douanière, tout agent désigné par le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes du bureau de douane concerné peut inspecter à nouveau ou faire réinspecter ces marchandises en totalité ou en partie. Lors de cette nouvelle inspection, le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes fournit à l'importateur concerné des informations sur ce qui la motive.

#### **29. Inspection réputée avoir été accomplie:**

Si, lors de l'inspection d'un envoi ou d'un paquet en vertu de l'article 28, les marchandises contenues dans l'envoi ou le paquet sont conformes aux factures, autres documents ou indications présentés, les marchandises des lots ou paquets qui n'ont pas été inspectés sont également réputées avoir été inspectées.

#### **30. Vérification spéciale des marchandises:**

- 1) S'il est nécessaire de soumettre des marchandises à une vérification spéciale à des fins sanitaires ou environnementales, le fonctionnaire des douanes peut les faire analyser par l'organisme ou le laboratoire compétent.
- 2) Aux fins du paragraphe 1), le fonctionnaire des douanes peut prélever un spécimen des marchandises contenues dans un lot ou un paquet et l'envoyer à l'organisme ou au laboratoire compétent.
- 3) L'organisme ou le laboratoire compétent procède rapidement à la vérification des marchandises qui lui sont envoyées en vertu du paragraphe 1) et en adresse les résultats au fonctionnaire des douanes dans les plus brefs délais.
- 4) Si les vérifications visées au paragraphe 3) montrent que les marchandises semblent avoir des effets néfastes ou dommageables sur l'environnement ou la santé, le fonctionnaire des

douanes ordonne à l'importateur concerné de renvoyer ces marchandises à leur exportateur d'une manière qu'il détermine. Toutefois, avant de prendre une telle décision, le fonctionnaire des douanes peut demander à l'importateur de fournir une preuve du remboursement de la somme en devise qu'il a acquittée pour ces marchandises ou une garantie concernant l'obligation de rembourser cette somme.

- 5) Au cas où l'importateur ne renvoie pas lesdites marchandises comme il en a reçu l'ordre en vertu du paragraphe 4), le fonctionnaire des douanes peut saisir les marchandises et les détruire ou les laisser se décomposer, et récupérer auprès de leur importateur les dépenses engagées ou susceptibles d'être engagées dans cette opération.

31. Pouvoir de se rendre sur le lieu où se trouvent les marchandises et de les inspecter:

- 1) Tout exportateur peut présenter une demande pour que le fonctionnaire des douanes se rende sur le site de production ou dans l'entrepôt douanier d'une marchandise qu'il veut exporter et inspecte ces marchandises.
- 2) Le fonctionnaire des douanes peut se rendre lui-même sur le site de production ou dans l'entrepôt douanier pour procéder à l'inspection des marchandises demandée au paragraphe 1), ou déléguer cette tâche à un de ses subordonnés, tout en percevant les redevances prévues par les dispositions en vigueur.
- 3) Tout importateur peut présenter au fonctionnaire des douanes une demande, accompagnée des documents requis et du formulaire de déclaration rempli, aux fins de l'inspection hors de zone douanière des marchandises qu'il importe.
- 4) Si, après examen de la demande reçue en vertu du paragraphe 1), il est jugé raisonnable de procéder à ladite inspection, le fonctionnaire des douanes peut, avec l'autorisation préalable du Directeur général, se rendre sur le site situé à l'extérieur de la zone douanière et inspecter les marchandises, ou déléguer cette tâche à un de ses subordonnés, tout en percevant les redevances prévues par les dispositions en vigueur.
- 5) Avant de procéder à l'inspection visée au paragraphe 4), le fonctionnaire des douanes reçoit un dépôt d'un montant fixé en majorant de 50% les droits de douane exigibles sur les marchandises en fonction de la valeur en douane déclarée par l'importateur. Le bureau des douanes rembourse à l'importateur le montant excédentaire si ce dépôt dépasse les droits de douane exigibles sur lesdites marchandises et recouvre auprès de l'importateur le montant manquant si ce dépôt est inférieur aux droits de douane.

32. Pouvoir d'apposer des scellés sur les moyens de transport:

Après leur dédouanement par le bureau des douanes, les marchandises peuvent être entreposées dans le moyen de transport qui est utilisé pour les transporter et sur lequel le bureau des douanes peut apposer des scellés.

33. Interdiction d'ouverture, d'inspection et d'examen:

Sauf autorisation préalable du Ministère des finances ou du Directeur général, aucune autorité autre que celle habilitée à effectuer une enquête en vertu de la législation en vigueur sur les pertes de recettes ne peut ouvrir, inspecter et examiner les marchandises dédouanées par le bureau des douanes ainsi que tout moyen de transport de ces marchandises.

### **Chapitre 8** **Dispositions relatives aux audits de suivi, fouilles et** **arrestations postérieures au dédouanement**

34. Pouvoir de réaliser des audits de suivi:

- 1) Afin de vérifier si les marchandises dédouanées par le bureau des douanes sont ou non les mêmes que celles déclarées par un importateur ou sont conformes à la déclaration présentée par ce dernier, le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes peut notamment vérifier les registres relatifs à l'achat, l'importation ou la vente de marchandises, les dossiers, les livres comptables ou autres documents similaires, les documents bancaires, les systèmes informatiques et tous les documents relatifs à l'activité de l'importateur.
- 2) Si, à la suite d'une vérification effectuée en vertu du paragraphe 1), il est constaté que les marchandises importées par l'importateur sont différentes de celles qu'il a déclarées ou ne

sont pas conformes à la déclaration qu'il a présentée ou que la valeur transactionnelle ou la quantité de marchandises déclarée est inférieure à celle déclarée et qu'en conséquence des droits de douane moindres ont été recouverts, le fonctionnaire des douanes recouvre immédiatement auprès de l'importateur le montant des droits correspondant à cette différence de valeur ou de quantité par rapport à celle indiquée au moment de l'importation et prend à l'encontre de cet importateur des mesures pour sous-déclaration d'une valeur transactionnelle ou d'une quantité en vertu de la présente loi.

- 3) Si, à la suite d'un audit réalisé en vertu du paragraphe 1), il apparaît que des droits de douane insuffisants ont été recouverts en raison d'une erreur dans le choix de la rubrique de classification des marchandises, le bureau des douanes concerné recouvre immédiatement auprès de l'importateur le manque à recevoir.
- 4) L'audit visé dans le présent article peut être effectué jusqu'à quatre ans après la date de dédouanement des marchandises.

35. Marchandises et personnes renvoyées devant le fonctionnaire des douanes:

Au cas où un agent du bureau de douane ou une autorité désignée par le Directeur général constate qu'une personne a exporté ou importé des marchandises par une route autre que celle prévue à l'article 3 ou en contrebande, cet agent ou cette autorité doit arrêter ladite personne et saisir les marchandises et le véhicule automobile qui les transporte et les renvoyer devant le fonctionnaire des douanes. Ce dernier engage des poursuites à l'encontre des personnes arrêtées et les marchandises et les véhicules automobiles sont saisis pour délit d'importation ou d'exportation en contrebande.

36. Fouilles en cas de suspicion ou pour d'autres motifs:

S'il existe un motif raisonnable de croire ou de soupçonner qu'une personne a fait entrer des marchandises assujetties à des droits de douane sans acquitter ces derniers, ou qu'elle a introduit et importé des marchandises en contrebande, ou qu'elle va transporter et exporter en contrebande des marchandises ou qu'elle va importer ou exporter des marchandises interdites, tout agent du bureau des douanes peut, à tout moment, arrêter cette personne ou ce véhicule automobile et les fouiller.

37. Demande par une personne devant faire l'objet d'une fouille d'être renvoyée devant le fonctionnaire des douanes:

- 1) Si un agent autre que le fonctionnaire des douanes ou l'agent désigné à cette fin a l'intention de procéder à une fouille en vertu de l'article 36, la personne concernée peut demander à être renvoyée devant le fonctionnaire des douanes avant que la fouille ne soit effectuée.
- 2) L'agent du bureau des douanes concerné renvoie sans délai devant le fonctionnaire des douanes la personne qui en a fait la demande conformément aux dispositions en vigueur.
- 3) Si le fonctionnaire des douanes a un motif raisonnable de fouiller la personne renvoyée en vertu du paragraphe 2), il peut procéder lui-même à cette fouille ou demander à un de ses adjoints de le faire; s'il considère que la fouille n'est pas justifiée, il libère immédiatement la personne concernée.

38. Présomption d'importation ou d'exportation en contrebande:

Quand, lors d'une fouille effectuée en vertu des articles 36 ou 39, sont saisies des marchandises soumises à des droits de douane ou dont l'importation ou l'exportation est assujettie à la présentation d'une déclaration en douane en vertu de la présente loi, le fonctionnaire des douanes ordonne à la personne objet de la fouille de présenter le formulaire de déclaration en douane desdites marchandises et la preuve du paiement des droits si ces marchandises sont soumises à des droits de douane. A défaut de présenter cette déclaration ou cette preuve, cette personne est présumée s'être livrée à une importation ou à une exportation en contrebande.

39. Fouille d'une maison, d'un bâtiment, d'un entrepôt ou d'un site:

- 1) Lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire ou de soupçonner qu'une personne a caché ou gardé des marchandises introduites en se soustrayant au paiement des droits de douane, ou

- importées en contrebande, dans une maison, un bâtiment, un entrepôt ou un autre site, le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes concerné peut prendre la décision, en la justifiant, de fouiller cette maison, ce bâtiment, cet entrepôt ou ce site ou donner l'ordre de procéder à une telle fouille, en indiquant les motifs de cette décision.
- 2) L'agent qui reçoit l'ordre visé au paragraphe 1) doit, préalablement à la fouille de la maison, du bâtiment, de l'entrepôt ou du site, délivrer un avis de perquisition motivé au propriétaire de la maison, du bâtiment, du dépôt ou du lieu, ou à la personne qui y réside. Si ce propriétaire ou cette personne refuse d'accuser réception de cet avis, une copie de celui-ci doit être apposée sur la maison, le bâtiment, l'entrepôt ou le site de façon à être visible de tous. Après que l'avis a été apposé, le propriétaire ou la personne concerné est réputé avoir dûment reçu l'avis de la fouille.
  - 3) Le propriétaire ou la personne ayant reçu l'avis visé au paragraphe 2) doit permettre à l'agent qui a été désigné de procéder à la fouille de la maison, du bâtiment, de l'entrepôt ou du site.
  - 4) Si une personne fait obstruction ou objecte à une fouille effectuée en vertu des paragraphes 2) et 3), l'agent chargé d'effectuer la fouille remet un avis pour que les personnes qui se trouvent dans la maison, le bâtiment, l'entrepôt ou le site le quittent. Si ces personnes refusent de partir, l'agent peut procéder à la fouille de la maison, du bâtiment, de l'entrepôt ou du site à tout moment entre le lever et le coucher du soleil en ouvrant ou en cassant une porte, une fenêtre ou une serrure par la force si nécessaire avec l'aide des forces de sécurité.
  - 5) Lorsqu'il effectue une fouille en vertu du présent article, l'agent chargé de cette tâche doit requérir la présence, dans toute la mesure du possible, du président ou d'un membre du Comité d'aménagement local, d'un représentant de la commune concernée, d'un agent de tout bureau, du propriétaire d'une maison ou de son mandataire ou de toute personne de plus de 16 ans. Faute de témoins de ce type ou de consentement des témoins possibles, l'agent qui procède à la fouille doit établir une note à ce sujet et la signer.
  - 6) Si, lors de la fouille effectuée en vertu du présent article, des marchandises importées sans paiement des droits de douane ou en contrebande sont saisies, l'agent en charge en prend la garde, dresse un inventaire indiquant les caractéristiques de ces marchandises et en remet immédiatement copie à la personne concernée dans la maison, le bâtiment, l'entrepôt ou le site fouillé. Si celle-ci refuse de recevoir cette copie ou s'il n'est pas possible de la lui remettre, la copie en question est affichée et l'affichage est dûment constaté par deux témoins. Lorsque la copie de l'inventaire est ainsi affichée, elle est réputée avoir été remise à la personne concernée.
  - 7) L'agent doit remettre les marchandises et l'inventaire visés au paragraphe 6) au fonctionnaire des douanes concerné, qui prend ensuite les mesures prévues par la présente loi.
40. Pouvoir de procéder à des arrestations:
- 1) Si lors d'une fouille effectuée en vertu des articles 36 ou 39, il est constaté qu'une personne a commis une infraction à la présente loi, l'agent qui procède à cette fouille peut arrêter ou faire arrêter cette personne.
  - 2) S'il existe un motif raisonnable de croire ou de soupçonner qu'une personne va commettre ou a commis une exportation en contrebande ou une importation en contrebande ou un acte contraire à la présente loi, le fonctionnaire des douanes concerné ou tout autre agent du bureau des douanes qu'il a habilité peut arrêter ou faire arrêter cette personne qu'elle soit dans un véhicule automobile ou tout autre lieu.
  - 3) Une personne arrêtée en vertu des paragraphes 1) ou 2) doit être renvoyée devant le fonctionnaire des douanes dans un délai de 24 heures, sans compter le temps nécessaire au voyage.
  - 4) Le fonctionnaire des douanes doit immédiatement engager une action en justice contre la personne qui lui a été renvoyée en vertu du paragraphe 3). Celle-ci ne peut être détenue pendant plus de 24 heures sans que des poursuites soient engagées.
41. Pouvoir de remettre en liberté sous caution ou de laisser en prison:
- 1) Si une personne renvoyée en vertu du paragraphe 3) de l'article 40 est considérée comme ayant commis une infraction sur la base des éléments de preuve disponibles à ce stade, le fonctionnaire des douanes peut la laisser en liberté moyennant le versement d'une caution calculée en tenant compte de la peine de prison et de l'amende pouvant lui être infligées en



- vertu de la présente loi ainsi que, le cas échéant, du coût des procédures, à condition que la personne se présente au lieu et au moment qui lui sont prescrits.
- 2) Toute personne qui ne verse pas la caution demandée en vertu du paragraphe 1) reste détenue jusqu'à son versement auprès du bureau des douanes.
  - 3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), s'il y a des raisons de penser que cette personne risque de détruire des éléments de preuve au cas où elle serait libérée sous caution, le fonctionnaire des douanes peut la garder en détention en lui indiquant les motifs de cette décision.
  - 4) Nonobstant les dispositions des paragraphes 2) ou 3), aucune personne ne peut être détenue pendant une période qui dépasse la peine maximale pouvant lui être imposée en vertu de la présente loi.
  - 5) Pour déterminer le montant de la caution visée au paragraphe 1), on considère qu'un jour de détention est équivalent à 50 roupies.

42. Arrestation ultérieure d'une personne en fuite:

Si une personne qui commet un acte considéré comme une infraction en vertu de la présente loi ne peut être arrêtée au moment des faits ou si cette personne s'enfuit après avoir été arrêtée, le fonctionnaire des douanes, l'agent autorisé par celui-ci ou l'agent affecté à cette mission peut procéder à l'arrestation de cette personne à tout moment. Une action est intentée contre cette personne comme si elle avait été arrêtée au moment où elle a commis l'infraction.

43. Pouvoir de recourir à la force maximum:

- 1) Si une personne tente d'exporter ou d'importer des marchandises par une route autre que celle prévue à l'article 3, le fonctionnaire des douanes ou l'agent du bureau des douanes autorisé par lui ou l'agent de l'État compétent peut l'arrêter.
- 2) Si, au moment de l'arrestation visée au paragraphe 1), ladite personne recourt à la violence, résiste ou utilise la force, le fonctionnaire des douanes ou l'agent concerné doit essayer de la convaincre de se rendre sans résistance.
- 3) Si, en dépit des efforts faits pour la convaincre en vertu du paragraphe 2), ladite personne recourt à la violence ou utilise la force, le fonctionnaire des douanes ou l'agent peut l'arrêter.
- 4) Si, lors d'une tentative d'arrestation en vertu du paragraphe 3), ladite personne utilise la force ou tente de s'échapper ou s'échappe et ne peut être arrêtée à ce moment-là, l'agent chargé de la sécurité présent sur les lieux peut, sur ordre du fonctionnaire des douanes ou de l'autorité chargée de la sécurité et dans l'exercice de ses fonctions, effectuer d'abord un tir en l'air puis ouvrir le feu en s'efforçant de minimiser les dommages, sauf si la situation ne peut être maîtrisée malgré les tirs ou si la personne qui utilise la force a aussi une arme.
- 5) Un agent du bureau des douanes peut ordonner à toute personne qui fait circuler un véhicule automobile sur la route prescrite à l'article 3 d'arrêter ou de faire arrêter ledit véhicule. Si ladite personne n'obéit pas à cet ordre mais recourt à la violence ou utilise la force et fait partir le véhicule automobile ou tente de le faire sans qu'il puisse être inspecté, l'agent chargé de la sécurité des douanes peut, sur ordre du fonctionnaire des douanes, tirer sur les pneus du véhicule de façon à minimiser les dommages.
- 6) S'il est nécessaire d'ouvrir le feu en vertu des paragraphes 4) et 5), le fonctionnaire des douanes ou la personne autorisée informe par les moyens les plus rapides le Directeur général ou le Chef de district concerné.

### **Chapitre 9** **Dispositions relatives à la saisie, la confiscation et la vente** **aux enchères des marchandises**

44. Pouvoir de saisir des marchandises susceptibles d'être confisquées:

Le fonctionnaire des douanes ou l'agent du bureau de douane qu'il a autorisé ou l'agent autorisé par le gouvernement népalais peut, s'il repère ou trouve des marchandises susceptibles d'être confisquées en vertu de la présente loi, saisir ces marchandises en tout lieu et à tout moment.

## 45. Preuve à fournir pour une saisie:

Le fonctionnaire des douanes ou l'agent qui saisit les marchandises en vertu de l'article 44 doit fournir au propriétaire de ces marchandises dans un délai maximum de trois jours après la saisie un document indiquant le motif de la saisie ainsi qu'un inventaire détaillé des marchandises ainsi saisies.

## 46. Remise des marchandises:

- 1) Tout agent du bureau des douanes ou de tout autre organisme doit remettre au fonctionnaire des douanes sans délai conformément à la présente loi les marchandises qu'il a saisies en vertu de l'article 44 ainsi qu'une copie de l'inventaire visé à l'article 45.
- 2) Une fois que les marchandises ont été remises en vertu du paragraphe 1), le fonctionnaire des douanes doit vérifier si ces marchandises sont susceptibles d'être saisies en vertu de la présente loi. Si, à la suite de cette vérification, il apparaît que ces marchandises ont été saisies sans raison ou qu'il n'y a pas lieu de les saisir, le fonctionnaire des douanes doit les restituer immédiatement à leur propriétaire.
- 3) Si, après avoir procédé à une vérification en vertu du paragraphe 2), il apparaît que les marchandises sont susceptibles d'être saisies, le fonctionnaire des douanes prend les mesures prévues à cet effet dans la présente loi.

## 47. Les marchandises saisies et non dédouanées appartiennent à l'État népalais:

- 1) Toutes marchandises saisies en vertu de la présente loi appartiennent à l'État népalais.
- 2) Le propriétaire des marchandises concernées doit en prendre livraison en douane dans les délais prescrits.
- 3) Le bureau des douanes concerné publie un avis d'enlèvement dans les sept jours des marchandises qui n'ont pas été dédouanées dans les délais visés au paragraphe 2).
- 4) Si, après la publication de l'avis visé au paragraphe 3), le propriétaire des marchandises concernées adresse au bureau des douanes un courrier indiquant qu'il n'est pas en mesure de procéder à l'enlèvement des marchandises dans les délais visés au paragraphe 2) et si les motifs invoqués pour justifier cet empêchement sont jugés raisonnables, le fonctionnaire des douanes peut, après avoir perçu les droits applicables, permettre au propriétaire d'enlever les marchandises.
- 5) Le fonctionnaire des douanes concerné doit saisir les marchandises se trouvant dans le bureau des douanes qui n'ont pas été dédouanées, même après la publication de l'avis visé au paragraphe 3). Ces biens appartiennent à l'État népalais.

## 48. Notice de confiscation:

Lorsqu'une marchandise est confisquée en vertu de la présente loi, le fonctionnaire des douanes en informe l'exportateur ou l'importateur.

## 49. Marchandises pouvant faire l'objet d'une confiscation:

Si une décision de confisquer des marchandises est prise en vertu de la présente loi, cette décision s'applique également aux marchandises suivantes qui leur sont reliées:

- a) les colis, paquets ou conteneurs permettant d'emballer ou de transporter les marchandises visées;
- b) tous les types de véhicules automobiles, y compris les tricycles ("rickshaws"), les chariots et les animaux, à l'exception des trains et aéronefs, servant au transport de ces marchandises; et
- c) les vêtements, le mobilier, les produits électroniques et autres matériels contenus dans les véhicules automobiles visés à l'alinéa b).

## 50. Pouvoir de mettre en vente aux enchères:

- 1) Sauf dans les cas où l'État népalais a lui-même utilisé des marchandises qui ont été confisquées en vertu de la présente loi, le fonctionnaire des douanes concerné peut procéder à la vente aux enchères des marchandises conformément aux dispositions en vigueur.

- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), les dispositions relatives à la vente aux enchères de l'or, de l'argent ou des lingots qui ont été confisqués et remis à l'État népalais au motif qu'ils n'ont pas été retirés du bureau de douane ou des autres marchandises qui ont été confisquées et remises à l'État et qui ne peuvent être vendues qu'après avoir obtenu un agrément selon la législation en vigueur et d'autres dispositions y afférentes, sont celles prévues pour les marchandises en question.
- 3) Si les marchandises confisquées en vertu de la présente loi peuvent perdre de leur valeur car elles sont périssables ou anciennes, s'il est difficile de les garder en raison d'un manque d'espace ou s'il s'agit d'animaux, le fonctionnaire des douanes peut les vendre aux enchères immédiatement conformément aux dispositions en vigueur.
- 4) Le bureau des douanes crédite le produit de la vente aux enchères visé au paragraphe 3) au compte de dépôt.
- 5) S'il est établi par la suite que les marchandises qui ont été mises aux enchères conformément aux paragraphes 1), 2) ou 3) doivent être restituées à leur propriétaire, seul le produit de la vente aux enchères sera remboursé aux propriétaires.

Toutefois, si des taxes, redevances ou autres frais ou charges doivent être prélevés sur ces marchandises, seul le montant restant après leur déduction est remis au propriétaire.

- 6) Si, par manque d'espace ou manque de moyens pour le protéger, un véhicule automobile utilisé pour transporter des marchandises exportées ou importées en contrebande ne peut être gardé dans le bureau des douanes auquel il a été remis, le fonctionnaire des douanes concerné doit demander au Comité compétent de fixer la valeur dudit véhicule puis le mettre aux enchères ou le faire mettre aux enchères pour ce montant.
- 7) Par dérogation aux dispositions du paragraphe 6), le propriétaire du véhicule peut demander sa restitution en effectuant un dépôt en espèces correspondant à la valeur fixée en vertu du paragraphe 6), majorée du montant des taxes et redevances exigibles conformément à la législation en vigueur.
- 8) Lorsqu'une demande est présentée en vertu du paragraphe 7), le fonctionnaire des douanes peut recevoir le dépôt et restituer le véhicule à son propriétaire. Si en donnant suite à cette demande, on constate que le véhicule peut être restitué, le bureau des douanes reverse le dépôt à un compte du Trésor public et rend le véhicule à son propriétaire. S'il est constaté que le véhicule ne peut être restitué et si le propriétaire est habilité à le reprendre, le dépôt effectué par ce dernier est remboursé conformément aux dispositions en vigueur.
- 9) Nonobstant les dispositions figurant ailleurs dans le présent article, le fonctionnaire des douanes peut démonter, dégrader ou détruire, conformément aux dispositions en vigueur, les marchandises qui ne peuvent être mises aux enchères en vertu de la présente loi ou qui ne peuvent être mises en service de quelque manière que ce soit.

## **Chapitre 10**

### **Dispositions relatives au commissionnaire en douane**

#### **51. Dispositions relatives à l'agrément des commissionnaires en douane:**

- 1) La personne qui désire agir en tant que commissionnaire en douane ou en tant que représentant d'un importateur ou exportateur pour dédouaner toute marchandise à importer ou à exporter du bureau des douanes ou pour accomplir tout acte en relation avec le bureau des douanes doit obtenir un agrément de commissionnaire en douane auprès de la Direction générale ou du bureau des douanes.
- 2) Les dispositions relatives à l'agrément de commissionnaire en douane sont conformes aux dispositions en vigueur.

#### **52. Nomination d'un commissionnaire en douane:**

Si un exportateur ou un importateur souhaite que les marchandises exportées ou importées ne soient pas dédouanées par lui-même ou que les actes en relation avec le bureau des douanes ne soient pas effectués par lui-même mais par l'entremise d'un commissionnaire en douane, il peut désigner son commissionnaire en douane conformément aux dispositions en vigueur.

53. Le commissionnaire en douane est réputé être le propriétaire des marchandises:

Si le propriétaire d'une marchandise charge une personne en tant que commissionnaire en douane d'effectuer le dédouanement des marchandises auprès du bureau des douanes ou d'accomplir tout autre acte visé par la présente loi et son règlement d'application, ce commissionnaire est réputé être le propriétaire des marchandises.

54. Responsabilité du commissionnaire en douane:

Si un commissionnaire en douane nommé en vertu de l'article 52 viole la présente loi ou son règlement d'application et entraîne ainsi une perte et un dommage pour le propriétaire des marchandises, il doit payer à ce dernier un montant égal à cette perte, conformément aux dispositions en vigueur.

55. Suspension ou annulation d'un agrément:

- 1) Le fonctionnaire des douanes peut suspendre pour une période allant d'un à six mois tout commissionnaire en douane qui fait l'objet d'une amende en vertu de l'article 59 ou qui commet une violation de la présente loi ou de son règlement d'application.
- 2) Si un commissionnaire en douane commet pour la troisième fois un acte visé au paragraphe 1) le fonctionnaire des douanes peut annuler son agrément.
- 3) Avant de procéder à une suspension en vertu du paragraphe 1) ou d'annuler l'agrément en vertu du paragraphe 2), le fonctionnaire des douanes concerné permet à ce commissionnaire en douane de présenter sa défense.
- 4) En cas de suspension en vertu du paragraphe 1), le commissionnaire en douane ne peut accomplir aucun acte relatif aux douanes pendant la période de suspension et, en cas d'annulation de l'agrément en vertu du paragraphe 2), il n'a pas le droit d'obtenir à nouveau un tel agrément.

56. Requête:

Lorsque le fonctionnaire des douanes décide de suspendre ou d'annuler l'agrément d'un commissionnaire en douane ou de lui infliger une amende en application de l'article 55, le commissionnaire en douane peut contester cette décision en déposant une requête auprès du Directeur général dans les 35 jours suivant la date de cette décision. Le Directeur général prend une décision sur cette requête normalement dans les 30 jours et cette décision est définitive.

## **Chapitre 11 Sanctions**

57. Sanctions:

- 1) Si une personne exporte ou importe ou tente d'exporter ou d'importer en contrebande des marchandises, ou exporte ou importe ou tente d'exporter ou d'importer des marchandises par une route autre que celle prévue à l'article 3, le fonctionnaire des douanes peut confisquer ces marchandises et imposer une amende égale à leur valeur présumée et/ou infliger une peine d'emprisonnement:
  - a) d'une durée n'excédant pas deux mois lorsque la valeur présumée des marchandises se situe entre 25 000 et 100 000 roupies;
  - b) d'une durée allant de deux à six mois lorsque la valeur présumée des marchandises se situe entre 100 000 et 500 000 roupies;
  - c) d'une durée de quatre mois à un an lorsque la valeur présumée des marchandises se situe entre 500 000 et 2 500 000 roupies;
  - d) d'une durée de huit mois à deux ans lorsque la valeur présumée des marchandises se situe entre 2 500 000 et 5 000 000 roupies;
  - e) d'une durée d'un an à trois ans, lorsque la valeur présumée des marchandises se situe entre 5 000 000 et 10 000 000 roupies; et
  - f) d'une durée de deux à cinq ans, lorsque la valeur présumée des marchandises dépasse 10 000 000 roupies.

- 
- 2) Lorsque le véhicule automobile qui a servi à transporter les marchandises susceptibles d'être confisquées en vertu du paragraphe 1) a été utilisé avec le consentement ou au su de son propriétaire, le fonctionnaire des douanes saisit le véhicule et inflige à son propriétaire une peine de prison d'une durée maximale d'un an. Lorsque le conducteur dudit véhicule l'a sciemment utilisé pour transporter les marchandises sans le consentement ou la connaissance du propriétaire, le fonctionnaire des douanes peut infliger au conducteur une amende maximale de 5 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement n'excédant pas un an.
  - 3) Le fonctionnaire des douanes peut punir toute personne qui aide et encourage la perpétration de l'infraction visée au paragraphe 1) comme si cette personne était le contrevenant.
  - 4) Si une personne cache ou conserve sciemment des marchandises exportées ou importées en contrebande, le fonctionnaire des douanes peut saisir les marchandises et infliger à cette personne une amende maximale de 10 000 roupies.
  - 5) Si un exportateur, un importateur ou un commissionnaire en douane présente une déclaration avec une facture sous-évaluée mais indiquant de façon exacte le nom, la nature, les caractéristiques physiques, les autres caractéristiques, les mesures, la taille et la qualité des marchandises, le fonctionnaire des douanes peut dédouaner celles-ci en imposant à leur propriétaire une amende de 100% de la différence entre la valeur déclarée et la valeur réelle des marchandises et en percevant les droits correspondants.
  - 6) Si un exportateur, un importateur ou un commissionnaire en douane présente une déclaration falsifiant le pays d'origine mais indiquant de façon exacte le nom, la nature, les caractéristiques physiques, les autres caractéristiques, les mesures, la taille, la qualité et la quantité des marchandises, le fonctionnaire des douanes peut dédouaner celles-ci en imposant au propriétaire une amende égale aux droits imposables sur ces marchandises et en percevant les droits correspondants.
  - 7) Si un exportateur ou un commissionnaire en douane déclare une quantité excédant la quantité réelle des marchandises à exporter, le fonctionnaire des douanes peut dédouaner celles-ci en imposant une amende de 200% de la valeur des marchandises excédentaires et le mentionnant dans le formulaire de déclaration.
  - 8) Si un exportateur ou un commissionnaire en douane fait une déclaration falsifiant en tout ou en partie le nom, la nature, les caractéristiques physiques, les autres caractéristiques, les mesures, la taille et la qualité des marchandises, le fonctionnaire des douanes peut confisquer ces marchandises et imposer à leur propriétaire une amende égale à leur valeur.
  - 9) Si un importateur ou un commissionnaire en douane fait une déclaration falsifiant les marchandises ou les matières ayant servi à leur fabrication ou falsifiant un aspect ou tous les aspects de la nature, des caractéristiques physiques, des autres caractéristiques, des mesures, de la taille et de la qualité des marchandises ou ne déclare aucune marchandise, le fonctionnaire des douanes peut procéder à une confiscation en imposant au propriétaire une amende égale à la valeur des marchandises ou dédouaner celles-ci en imposant une amende égale à 200% de leur valeur et en percevant les sommes correspondantes.
  - 10) Si une personne cause ou tente de causer une perte de recettes ou de droits de douane en présentant un document falsifié ou inexact ou un faux document au bureau des douanes, le fonctionnaire des douanes peut lui infliger une amende de 200% du montant des droits ou des recettes qui ont été perdus ou qui ont failli être perdus et/ou une peine d'emprisonnement d'une durée de six mois à un an. De plus, le dossier est transmis à l'instance ou à l'autorité chargée de prendre des mesures en vertu de la législation en vigueur relative à la falsification de documents publics.
  - 11) Si le propriétaire des marchandises ou son commissionnaire ouvre de quelque manière que ce soit un entrepôt douanier ou des marchandises se trouvant dans cet entrepôt dans le but de commettre un vol ou de causer des pertes ou des dommages, le fonctionnaire des douanes peut lui infliger une amende n'excédant pas 5 000 roupies.
  - 12) Si une personne enlève ou prend des marchandises stockées dans un entrepôt douanier sans l'autorisation du bureau de douane, le fonctionnaire des douanes peut lui infliger une amende égale à la valeur présumée et/ou une peine d'emprisonnement d'une durée ne dépassant pas six mois.
  - 13) Si une personne remplit, signe ou utilise sciemment le contenu du formulaire de déclaration ou d'un document utilisé dans l'exercice de ses fonctions par le bureau des douanes ou falsifie, altère ou détruit un document signé, tamponné ou scellé avec les initiales, la signature ou tout symbole par le fonctionnaire des douanes dans l'exercice de ses fonctions, elle peut se voir infliger par ce dernier une amende maximale de 5 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement maximale d'un an, et le dossier est transmis à l'instance ou à

l'autorité compétente aux fins de l'adoption de mesures conformes à la législation en vigueur relative à la falsification de documents publics.

- 14) Si la personne ou l'agent qui a la garde des marchandises stockées dans l'entrepôt douanier perd par imprudence des marchandises ou les endommage sciemment, elle/il peut se voir infliger par le fonctionnaire des douanes une amende n'excédant pas 5 000 roupies, en plus de devoir acquitter une somme correspondant à la valeur de ces marchandises et aux droits de douane exigibles.
- 15) Si un agent non autorisé enlève ou ordonne l'enlèvement de marchandises stockées dans l'entrepôt douanier, le fonctionnaire des douanes peut lui infliger une amende maximale de 5 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement maximale de deux ans.
- 16) S'il ressort de l'examen effectué en vertu de l'article 70 que le montant des droits de douane est incorrect du fait de la présentation par le propriétaire des marchandises de fausses factures ou de faux documents, le fonctionnaire des douanes peut infliger au propriétaire une amende de 200% de la valeur des marchandises dédouanées par le bureau des douanes et/ou une peine d'emprisonnement maximale d'un an.
- 17) Si une personne commet un acte contraire à la présente loi et à son règlement d'application, et sous réserve des dispositions du présent article, le fonctionnaire des douanes peut lui infliger une amende maximale de 5 000 roupies.

58. Sanctions contre ceux qui entravent l'application de la loi:

Si une personne entrave l'action du fonctionnaire des douanes ou de tout employé du bureau des douanes dans l'exercice des pouvoirs conférés par la présente loi et son règlement d'application, le fonctionnaire des douanes lui inflige une amende maximale de 5 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement maximale d'un an si cette personne est un agent de l'État ou une amende maximale de 1 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement maximale de six mois si elle n'est pas un agent de l'État.

59. Sanctions contre le commissionnaire en douane:

- 1) Le fonctionnaire des douanes peut infliger au commissionnaire en douane qui commet un acte visé aux paragraphes 5), 6), 7), 8) et 9) de l'article 57 une amende de 3 000 à 10 000 roupies et/ou une peine d'emprisonnement d'une durée d'un à six mois.
- 2) Le propriétaire des marchandises n'est pas réputé être exempté de la peine ou de l'amende lui incombant en vertu du présent article à raison de la simple sanction du commissionnaire en douane en vertu du paragraphe 1).

60. Sanctions applicables en vertu de la législation en vigueur:

Lorsqu'une infraction ou un acte visé par la présente loi est punissable en vertu de la législation en vigueur, la présente loi ne saurait être considérée comme entravant l'imposition d'autres mesures et l'application d'autres sanctions en vertu de cette autre législation.

## **Chapitre 12**

### **Dispositions relatives aux examens et aux appels**

61. Dispositions relatives au Comité d'examen des évaluations:

- 1) Une personne qui n'est pas satisfaite d'une décision ou d'une instruction prise par le fonctionnaire des douanes en vertu de l'article 13 peut faire procéder à l'examen de cette décision ou de cette instruction et présenter à cet effet une demande, conformément aux dispositions en vigueur, au Comité d'examen des évaluations constitué conformément au paragraphe 2) au plus tard 15 jours après la date de la décision ou de l'instruction.
- 2) Aux fins du paragraphe 1), le gouvernement népalais institue le Comité d'examen des évaluations.
- 3) La durée du mandat du président et des membres du Comité visé au paragraphe 2) est de trois ans.
- 4) Nonobstant les dispositions du paragraphe 3), le gouvernement népalais peut, après leur avoir donné la possibilité de se défendre, démettre à tout moment de leurs fonctions, le président ou tout membre du Comité d'examen des évaluations pour incompétence ou mauvaise conduite ou incapacité de s'acquitter loyalement de leurs tâches.

- 5) Lors de l'examen prévu au présent article, le Comité détermine si l'évaluation en douane établie par le fonctionnaire des douanes conformément à l'article 13 est exacte ou non. Il peut approuver ou annuler l'évaluation établie par le fonctionnaire des douanes ou procéder à l'évaluation de marchandises en application de la présente loi. Le Comité d'examen des évaluations doit aussi indiquer clairement les motifs et les fondements de l'approbation ou de l'annulation d'une évaluation ou de la présentation d'une nouvelle évaluation.
- 6) Les autres fonctions, devoirs, pouvoirs et procédures du Comité d'examen des évaluations institué conformément au paragraphe 2) ainsi que la rémunération et les conditions d'emploi du président et des membres de ce comité sont déterminés conformément aux dispositions en vigueur.
- 7) La personne qui dépose une demande en vertu du paragraphe 1) doit, au préalable, remettre au fonctionnaire des douanes en dépôt une somme correspondant aux droits de douane exigibles en fonction de l'évaluation établie par le fonctionnaire des douanes conformément à l'article 13.

62. Appels:

- 1) Une personne qui n'est pas satisfaite des droits de douane fixés par le fonctionnaire des douanes ou un autre agent en vertu de la présente loi ou d'une instruction, d'une sanction ou d'une décision prononcée par le fonctionnaire des douanes, à l'exception des décisions et instructions visées au paragraphe 13, ou de toute décision prise par le Comité d'examen des évaluations institué en vertu de l'article 61, peut interjeter appel devant le Tribunal chargé des matières fiscales dans les 35 jours suivant la date de la fixation de ces droits de douane ou de l'adoption d'une sanction ou d'une décision.
- 2) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe 1) peut le faire en effectuant un paiement ou un dépôt des droits, du montant de l'amende et de la pénalité exigibles au titre de la décision ou de l'instruction dont il est fait appel, auprès du bureau de douane concerné.
- 3) La personne qui interjette appel en vertu du paragraphe 1) en remet une copie au bureau des douanes concerné au plus tard dans un délai de sept jours.
- 4) S'il n'est pas satisfait d'une décision prise par le Comité d'examen des évaluations institué en vertu de l'article 61, le fonctionnaire des douanes peut interjeter appel auprès du Tribunal chargé des matières fiscales au plus tard dans un délai de 35 jours.

**Chapitre 13**  
**Dispositions relatives aux sanctions à l'encontre d'agents**

63. Requêtes:

- 1) Si une personne a des motifs raisonnables de croire qu'un fonctionnaire des douanes ou un agent du bureau des douanes a commis un acte contraire à la présente loi ou à son règlement d'application ou a causé une perte de recettes ou commis un acte ayant pour seul but de harceler un importateur ou un exportateur, elle peut saisir le Directeur général dans le cas d'un fonctionnaire des douanes et le fonctionnaire des douanes dans le cas d'un agent du bureau des douanes.
- 2) Le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes examine toute requête présentée en vertu du paragraphe 1) et fournit au demandeur des informations à ce sujet.
- 3) Si, à l'issue de l'examen effectué en vertu du paragraphe 2), il apparaît que le fonctionnaire des douanes ou l'agent du bureau des douanes a commis un acte contraire à la présente loi ou à son règlement d'application, a causé une perte de recettes ou a commis un acte dans le but d'harceler un importateur ou un exportateur, le Directeur général doit engager une action au niveau de la Direction générale à l'encontre dudit fonctionnaire et le fonctionnaire des douanes doit engager une action à l'encontre dudit agent du bureau des douanes, et s'il est établi qu'un acte considéré comme un acte de corruption en vertu des lois en vigueur a été commis le dossier est transmis à l'autorité compétente.

64. Notification de l'action engagée et délai à respecter:

Aucune action ne peut être engagée à l'encontre d'une personne ayant commis un acte qu'elle jugeait conforme à la présente loi ou à son règlement d'application avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la réception ou de l'envoi par lettre recommandée au fonctionnaire des

douanes ou à l'agent du bureau des douanes, avec copie au Directeur général, d'une notification écrite indiquant la raison de l'action engagée contre lui, le nom et l'adresse du plaignant et, le cas échéant, de son avocat.

65. Sanctions à l'encontre d'agents:

- 1) Lorsqu'une action est intentée par la Direction générale contre un agent de la fonction publique qui assume des fonctions relatives aux douanes en vertu de la Loi en vigueur sur la fonction publique et de son règlement d'application et que l'autorité compétente estime que la sanction prévue uniquement dans cette loi et ce règlement est inadéquate, l'autorité en question peut également ordonner que soit recouvré sur tout bien appartenant audit agent tout ou partie de la perte occasionnée par un des actes suivants:
  - a) la violation délibérée des dispositions de la présente loi, ou
  - b) la perpétration délibérée ou avec intention de nuire d'un acte entraînant des pertes et des dommages pour l'État népalais, ou
  - c) sauf dans l'accomplissement de bonne foi des fonctions qui lui incombe en vertu de la présente loi à l'égard de toute marchandise, la divulgation de tout élément dont il a connaissance du fait de son mandat avec l'intention d'en tirer des profits pour lui-même ou toute autre personne, de causer une perte à autrui ou de faire connaître ou de fournir toute information qui lui a été communiquée et qu'il est tenu de garder secrète.
- 2) L'agent concerné peut interjeter appel devant l'autorité compétente en vertu de la Loi sur la fonction publique et de son règlement d'application contre toute décision prise par l'autorité compétente en vertu de la présente loi; cette autorité compétente tranche en appliquant les dispositions de la Loi sur la fonction publique et de son règlement d'application.
- 3) Pour recouvrer l'amende infligée en vertu du présent article, l'autorité compétente peut agir conformément aux lois en vigueur sur l'exécution des peines et la perception des amendes judiciaires.
- 4) Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant la mise en œuvre des dispositions de la législation en vigueur permettant d'intenter une action en justice contre tout employé qui commet une infraction.

Toutefois, aucune action ne peut être engagée en vertu du présent article une fois qu'une action judiciaire est en cours.

66. Absence de responsabilité pour tout acte ou action commis de bonne foi:

Nonobstant toute disposition figurant dans d'autres parties de la présente loi, aucun fonctionnaire des douanes ne peut être tenu personnellement responsable des actes commis et des mesures prises de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

67. Inspections:

- 1) Le Ministère des finances, dans le cas des activités exercées par le Directeur général, et la Direction générale, dans le cas des activités exercées par le fonctionnaire des douanes, effectuent une inspection une fois par an.
- 2) Lors de l'inspection visée au paragraphe 1), le Ministère des finances et la Direction générale vérifient, entre autres, si les droits de douane sur les marchandises exportées ou importées ont été réellement recouvrés, si un audit de suivi a été effectué conformément à l'article 34, si les déclarations ont été contrôlées en vertu de l'article 70, si les marchandises devant être mises aux enchères l'ont été en temps voulu et si les recettes qui n'ont pas été perçues ont été recouvrées le plus rapidement possible, et font rapport au Conseil des Ministres et au Ministère des finances, respectivement.
- 3) Après réception d'un rapport en application du paragraphe 2), le Conseil des Ministres et le Ministère des finances donnent les directives nécessaires respectivement au Ministère des finances et à la Direction générale.
- 4) Le Ministère des finances vérifie que les directives visées au paragraphe 3) sont respectées et fait état également des questions qui s'y rapportent dans le rapport qu'il présente au Conseil des Ministres conformément au paragraphe 2).



## **Chapitre 14**

### **Divers**

68. Demande de rétention de marchandises à l'exportation ou à l'importation pour violation des droits de propriété intellectuelle:

- 1) Lorsque des marchandises vont être exportées ou importées en violation des droits de propriété intellectuelle, tels que des brevets, dessins et modèles, marques de commerce et droits de reproduction acquis par quiconque conformément aux lois en vigueur, la personne concernée peut présenter une demande motivée au fonctionnaire des douanes pour qu'il refuse ces exportations ou ces importations.
- 2) Si une demande est présentée en vertu du paragraphe 1), le fonctionnaire des douanes concerné retient ces marchandises au bureau des douanes et saisit l'organisme ou l'autorité compétent pour qu'il prenne les mesures nécessaires.
- 3) L'organisme ou l'autorité compétent doit, en réponse à la demande présentée en vertu du paragraphe 2), prendre les mesures nécessaires, régler la question conformément aux lois en vigueur et en informer le bureau des douanes.
- 4) Si, en prenant des mesures conformément à la législation en vigueur, l'organisme ou l'autorité visé au paragraphe 3) estime que les marchandises en question sont passibles de confiscation, il demande au fonctionnaire des douanes de les lui remettre.

69. Indemnisation au titre des marchandises retenues au bureau des douanes ou à l'entrepôt douanier:

- 1) Le bureau des douanes ou l'entrepôt douanier conserve en toute sécurité les marchandises qui s'y trouvent, de manière à ce qu'aucune perte ou dommage ne leur soit causé.
- 2) Si les marchandises visées au paragraphe 1) sont volées, perdues ou détruites d'une autre manière, ou endommagées, à l'exception des dommages dus à une catastrophe naturelle ou à un accident ou à de l'usure survenant normalement du fait de la conservation ou de la manipulation, le propriétaire des marchandises est habilité à recevoir, conformément aux dispositions en vigueur, une indemnisation par le bureau des douanes ou l'organisme exploitant l'entrepôt.

Toutefois, le propriétaire n'est pas habilité à demander une telle indemnisation tant que son droit sur ces marchandises n'est pas établi.

70. Pouvoir de procéder à un examen:

- 1) Le fonctionnaire des douanes concerné ou l'agent désigné par lui peut examiner les formulaires de déclaration des marchandises dédouanées par le bureau des douanes au plus tard quatre ans après la date de dédouanement.
- 2) Si, en procédant à un nouvel examen en vertu du paragraphe 1), il apparaît que les droits recouvrables n'ont pas été recouvrés, ces droits sont recouvrés auprès du propriétaire des marchandises en tant que dette publique.

71. Récompense de la personne qui saisit des marchandises exportées ou importées en contrebande ou qui fournit des indices:

- 1) Si un agent ou une personne fournit des indices sur l'exportation ou l'importation en contrebande effective ou prévue de marchandises ou saisit lesdites marchandises et les remet au bureau des douanes, il reçoit une récompense, conformément aux dispositions en vigueur, si ces faits sont prouvés.
- 2) Le bureau des douanes concerné finance la récompense visée au paragraphe 1) avec le produit de la vente aux enchères des marchandises exportées ou importées en contrebande.
- 3) Nonobstant les dispositions du paragraphe 2), si les autorités népalaises décident de remettre ces marchandises à un organisme public pour qu'il les utilise, cet organisme demande que le Comité compétent détermine leur valeur et, sur cette base, verse le montant de la récompense visée au paragraphe 1) au bureau des douanes concerné qui la remet à la personne ayant fourni les indices ou saisi les marchandises.

- 4) Le bureau des douanes doit garder secrets le nom, le prénom et les coordonnées de tout informateur fournissant des indices sur toute exportation ou importation en contrebande en vertu du paragraphe 1).
- 5) Nonobstant les dispositions de la législation népalaise en vigueur, le bureau des douanes n'est pas tenu de fournir à une personne ou à un organe le nom, le prénom et les coordonnées de l'informateur visé par la présente loi, sauf sur demande d'un organe chargé, en vertu de la législation en vigueur, des enquêtes à ce sujet ou d'un tribunal, et un informateur ne sera pas tenu de comparaître devant un tribunal, un organisme ou un office du seul fait qu'il a fourni des indices.
- 6) Les autres dispositions relatives aux informateurs et aux récompenses sont celles qui sont conformes aux dispositions en vigueur.

72. Surestaries:

- 1) Si le propriétaire des marchandises stockées dans un entrepôt douanier géré par le bureau des douanes n'obtient pas le dédouanement des marchandises et n'en reçoit pas livraison dans le délai prescrit, des surestaries sont perçues conformément aux dispositions en vigueur. Toutefois, il n'y a pas de surestaries pour les marchandises qui ne peuvent pas être dédouanées par le fonctionnaire des douanes en raison d'erreurs d'évaluation ou de classification des marchandises ou de toute autre erreur.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), s'il existe un motif raisonnable de réduction des surestaries sur les marchandises en raison d'une circonstance ou d'une condition particulière, l'autorité compétente peut procéder à une réduction totale ou partielle, conformément aux dispositions en vigueur.

73. Marchandises ne pouvant être enlevées avant le paiement des amendes:

Si des amendes ou des droits de douane supplémentaires sont imposés au propriétaire de marchandises en vertu de la présente loi, ce propriétaire ne peut enlever ces marchandises du bureau des douanes qu'une fois ces amendes ou droits de douane supplémentaires acquittés.

74. Paiement des amendes ou des montants omis:

- 1) S'il est ultérieurement découvert que tout droit, amende ou autre montant payable par une personne au bureau des douanes en vertu de la présente loi ou des autres lois en vigueur a été omis en raison d'une erreur d'évaluation ou de classification des marchandises ou d'une erreur de calcul ou autre, le bureau des douanes compétent recouvre immédiatement auprès de la personne concernée le montant ainsi omis.
- 2) Si cette personne n'acquitte pas le montant visé au paragraphe 1), le bureau des douanes compétent suspend les opérations effectuées par elle et recouvre ce montant en mettant aux enchères toutes les marchandises de quelque type que ce soit lui appartenant et se trouvant dans le bureau des douanes concerné ou un autre bureau des douanes, ou en mettant lesdites marchandises aux enchères, conformément aux dispositions en vigueur.
- 3) Si le montant du droit ou de l'amende visé au paragraphe 1) ne peut être recouvré même sur le produit d'une vente aux enchères effectuée en vertu du paragraphe 2), ce droit ou cette amende est récupéré auprès de cette personne en tant que dette publique.

75. Remboursement des droits de douane ou des amendes:

- 1) Si un exportateur ou un importateur a acquitté des droits de douane supérieurs à ceux exigibles sur les exportations ou les importations en vertu de la législation, le bureau des douanes concerné rembourse, conformément aux dispositions en vigueur, l'excédent des droits à l'exportateur ou l'importateur.
- 2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), aucun droit de douane n'est remboursé dans les cas suivants:
  - a) aucune demande n'est présentée au bureau de douane concerné en vue d'obtenir le remboursement de ces droits dans les 60 jours suivant le dédouanement des marchandises, ou
  - b) le montant du remboursement demandé est inférieur à 500 roupies.

- 3) Si, en rendant une décision sur un appel interjeté en vertu de la présente loi au sujet des droits ou amendes recouvrés par le fonctionnaire des douanes, il est décidé d'accorder une exonération de tout ou partie des droits ou amendes perçus, le fonctionnaire des douanes, nonobstant toute disposition contraire de la législation en vigueur, ne rembourse ces droits de douane ou ces amendes à la personne concernée que lorsqu'aucun autre recours ne peut être interjeté contre cette décision ou que la juridiction concernée refuse d'accepter un recours.

76. Responsabilité du propriétaire ou du commissionnaire en douane:

- 1) Si, lors de l'ouverture et de l'inspection par l'autorité compétente, à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone douanière, des marchandises que le bureau des douanes a déjà inspectées en vertu des articles 28 ou 29 et dédouanées en vertu de l'article 23, les marchandises ou les unités et pièces se trouvant à l'intérieur des bagages ou paquets ne correspondent pas aux factures, reçus ou autres documents ou renseignements présentés par l'importateur, le propriétaire de ces marchandises ou son commissionnaire en douane en est responsable.
- 2) La personne qui détient des marchandises est responsable de la production de preuves jugées satisfaisantes par le fonctionnaire des douanes pour montrer que la personne a importé ces marchandises ou acquitté les droits exigibles conformément à la loi.

77. Dépenses à la charge du propriétaire des marchandises:

Le propriétaire des marchandises effectue, à ses propres frais, des actes, tels que le transport des marchandises, leur déplacement sur un site approprié en vue de leur ouverture ou inspection, leur mise sur une machine et leur enlèvement de cette machine, l'ouverture et le tri des marchandises, l'apposition de marques sur les conteneurs, boîtes, sacs, paquets, sachets ou autres matériaux d'emballage similaires des marchandises.

78. Remise de copies:

- 1) La personne concernée qui désire obtenir une copie d'un certificat, d'une facture ou d'un autre document se trouvant au bureau des douanes peut présenter une demande accompagnée des droits conformément aux dispositions en vigueur.
- 2) Le fonctionnaire des douanes concerné peut examiner la demande présentée en vertu du paragraphe 1) et délivrer la copie demandée.

79. Émission d'un certificat pour les marchandises importées:

Si une personne qui importe des marchandises soumises à la taxe sur les ventes ou à une autre taxe dans un pays étranger présente une demande d'attestation au bureau des douanes concerné, celui-ci peut délivrer le certificat sous la forme prescrite au demandeur, en lui faisant payer les frais conformément aux dispositions en vigueur.

80. Recherche d'informations:

- 1) Tout importateur peut présenter une demande au bureau des douanes concerné pour obtenir des informations sur les éléments qu'utilise ce bureau pour déterminer la valeur en douane des marchandises qu'il importe.
- 2) Si une demande est présentée en vertu du paragraphe 1), ledit bureau fournit ces informations à l'importateur dans un délai de sept jours.

81. Envoi d'assignments à comparaître et règlement des dossiers:

- 1) Nonobstant les dispositions de la législation en vigueur, le fonctionnaire des douanes ou l'agent du bureau de douane autorisé à cet effet par ledit fonctionnaire des douanes envoie les assignments à comparaître initiales aux personnes ayant commis une infraction à la présente loi.
- 2) L'assignation à comparaître émise en vertu du paragraphe 1) ne peut être prorogée.

- 3) Le fonctionnaire des douanes règle en principe les dossiers relatifs à l'application de la présente loi dans un délai de trois mois.
- 4) En cas d'absence de règlement dans le délai visé au paragraphe 3), le Directeur général en est informé, ainsi que des raisons du défaut de règlement.

82. Mode d'envoi des notifications:

Sauf dispositions contraires de la présente loi et de son règlement d'application, le bureau des douanes adresse une notification personnelle ou publique à une personne qui a ou peut avoir des questions sur les activités du bureau des douanes dans un délai de sept jours.

83. Délégation de pouvoirs:

- 1) Le gouvernement népalais peut, par publication au Journal officiel, déléguer tout ou partie des pouvoirs qui sont conférés par la présente loi et son règlement d'application au Directeur général ou à tout autre fonctionnaire mentionné dans cette publication.
- 2) Le Directeur général peut, au besoin, déléguer certains des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi à tout fonctionnaire ou agent qui lui est subordonné.

84. Pouvoir du Ministère des finances de désigner un responsable public et de lui conférer des pouvoirs:

Le Ministère des finances peut conférer tout ou partie des pouvoirs dont disposent les fonctionnaires des douanes en vertu de la présente loi à tout responsable public.

85. Pouvoir du Ministère des finances de désigner un responsable public:

- 1) S'il est avéré, suite à une plainte, que le fonctionnaire des douanes, seul ou avec un autre fonctionnaire, commet ou a commis ou va commettre un acte contraire à la présente loi et à son règlement d'application, le Ministère des finances peut désigner un autre responsable des douanes ou un autre fonctionnaire pour prendre sa place.
- 2) Le responsable désigné en vertu du paragraphe 1) exerce lesdites activités conformément à la présente loi.

86. Exercice des pouvoirs d'un tribunal:

Pour la mise en œuvre de la présente loi, le fonctionnaire des douanes ou tout autre agent a les mêmes pouvoirs que ceux dont dispose le tribunal de première instance en vertu de la législation en vigueur en ce qui concerne l'assignation à comparaître des personnes concernées, le recueil des témoignages, la demande de documents, l'examen des preuves et le règlement des dossiers.

87. Devoir d'assistance et d'entraide:

Si, dans l'exercice de ses pouvoirs et dans l'accomplissement de ses fonctions en vertu de la présente loi et de son règlement d'application, le fonctionnaire des douanes ou un autre agent demande à la police et à tout autre fonctionnaire public de lui fournir une forme ou l'autre d'aide, la police ou le fonctionnaire est tenu de lui apporter une telle aide.

88. Non intervention d'autres organismes:

Aucune autorité ou organisme ne peut, en ce qui concerne les marchandises restant à l'intérieur du bureau des douanes en vue de leur exportation ou importation, intervenir tant que ces marchandises ne sont pas dédouanées par ce bureau et sorties de la zone douanière.

89. Pouvoir de déterminer les positions ou sous-positions des marchandises:

- 1) Si, lors de la détermination des droits de douane, il existe un doute quant à la position ou à la sous-position du système harmonisé dans laquelle les marchandises sont classées, le bureau des douanes les classe comme indiqué par le Directeur général.
- 2) Avant l'exportation ou l'importation de marchandises, le comité compétent, auquel siège également un expert du domaine concerné, peut, à la demande de l'exportateur ou de

l'importateur, désigner la position ou la sous-position de la classification dans laquelle entrent ces marchandises, en examinant éventuellement un échantillon.

- 3) Le Directeur général et le Comité, pour déterminer une position ou une sous-position en vertu du paragraphe 1) et du paragraphe 2), respectivement, se fondent sur le texte authentique du système harmonisé de l'Organisation mondiale des douanes.
- 4) Il est possible de demander l'avis d'un expert ou d'un organisme national ou international compétent pour la détermination de la position ou de la sous-position d'une marchandise en vertu des paragraphes 1) et 2).
- 5) Les autres fonctions et règles de procédure du Comité visé au paragraphe 2) sont conformes à celles prévues par les dispositions en vigueur.

90. Pouvoir de prendre des décisions:

En cas de difficultés dans la mise en œuvre de la présente loi, le Ministère des finances peut, pour les résoudre, publier une décision au Journal officiel, qui ne doit pas être contraire à la présente loi.

91. Pouvoir d'engager une action:

Si une personne arrête une autre personne en train de faire entrer des marchandises en passant ailleurs que dans la zone douanière pour éviter d'acquitter des droits de douane et qu'elle assigne cette autre personne pour qu'elle soit sanctionnée en vertu de la présente loi, le Directeur général ou le fonctionnaire qu'il a désigné est habilité à engager une action contre cette personne.

92. Pouvoir d'élaborer des règles:

- 1) Le gouvernement népalais peut élaborer des règles afin de mettre en œuvre les objectifs de la présente loi.
- 2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe 1), le gouvernement népalais peut fixer des règles d'origine en ce qui concerne les marchandises à exporter ou à importer.

93. Pouvoir d'élaborer des directives:

La Direction générale peut, sous réserve de la présente loi ou de son règlement d'application, élaborer des directives sur les procédures d'évaluation des marchandises, leur inspection, leur dédouanement et leur vente aux enchères par le bureau des douanes.

94. Abrogation et conservation:

- 1) La Loi douanière de 2019 (1962 apr. J.-C.) est abrogée.
- 2) la Direction générale des douanes et les bureaux des douanes établis en vertu de la Loi douanière de 2019 (1962 apr. J.-C.) sont réputés avoir été établis par la présente loi.
- 3) Tous les décisions prises et les mesures adoptées en vertu de la Loi douanière de 2019 (1962 apr. J.-C.) sont réputées avoir été prises ou adoptées en vertu de la présente loi.

Date de certification: 2064.5.14 (31 août 2007)

Par ordre,  
M. Kul Ratna Bhurtel  
Secrétaire général du gouvernement népalais

---

## **Règlement douanier de 2007**

Traduction non officielle

### **Historique**

- 28 avril 2007: Première promulgation, Journal officiel du Népal (Nepal Rajpatra), volume 58, supplément 1, 15 Baishakh 2065
- 9 février 2009: Premier amendement, Journal officiel du Népal, volume 58, n° 43, 27 Magh 2065
- 13 juillet 2009: Deuxième amendement, Journal officiel du Népal, volume 59, Numéro supplémentaire 15A, 29 Ashadh 2066

(Texte consolidé)

En vertu des pouvoirs conférés par l'article 92 de la Loi douanière de 2007,

le gouvernement népalais a adopté le règlement suivant.

### **Chapitre 1 Préambule**

#### **1 Titre abrégé et entrée en vigueur**

1. le nom du présent Règlement est "Règlement douanier de 2064";
2. le présent Règlement entre en vigueur immédiatement.

#### **2 Définitions**

À moins que le sujet ou le contexte n'exige une interprétation différente, dans le présent Règlement

- a) "Loi" désigne la Loi douanière de 2007;
- b) "pays tiers" désigne un pays étranger, autre que l'Inde;
- c) "Comité d'examen des évaluations" désigne le Comité établi en vertu du paragraphe 2) de l'article 61 de la Loi;
- d) "propriétaire de marchandises" désigne le propriétaire de toute marchandise destinée à l'exportation ou l'importation.

### **Chapitre 2 Privilège diplomatique, privilège douanier, exonération et autres privilèges**

#### **3 Octroi d'un privilège diplomatique ou d'un privilège douanier**

1. Conformément au paragraphe 1) de l'article 9 de la Loi, les institutions, fonctionnaires ou personnes ayant droit à un privilège diplomatique ou à un privilège douanier présentent une demande au Ministère des affaires étrangères en décrivant les marchandises et en précisant leur prix et leur quantité afin de pouvoir en bénéficier.
2. La demande reçue en vertu du paragraphe 1 est examinée et, si le privilège diplomatique ou le privilège douanier est octroyé, le Ministère des affaires étrangères transmet deux copies du formulaire de recommandation figurant à l'annexe 1.
3. Dès réception du formulaire de recommandation en vertu du paragraphe 2, la Direction générale en transmet une copie au bureau des douanes ou à la boutique hors taxes pour suite à donner.

4. À la réception du formulaire de recommandation en vertu du paragraphe 3, le bureau des douanes ou la boutique hors taxes octroie le privilège diplomatique ou le privilège douanier à l'institution, au fonctionnaire ou à la personne concerné, comme recommandé dans le formulaire.

5. Le bureau des douanes ou la boutique hors taxes concerné transmet à la Direction générale le formulaire décrivant le privilège diplomatique ou le privilège douanier octroyé en vertu du paragraphe 4, et une copie de ce formulaire doit être conservée dans ses archives.

6. Aux fins du présent paragraphe, le Ministère des affaires étrangères fournit au préalable le spécimen de la signature du fonctionnaire de la Direction générale autorisé à recommander l'octroi du privilège diplomatique ou du privilège douanier.

#### **4 Formalités à effectuer pour le transport de marchandises d'une partie du Népal à une autre partie du Népal en passant par un pays étranger sous le couvert d'un privilège douanier**

1. En cas de transport de marchandises d'une partie du Népal à une autre partie du Népal en passant par un pays étranger, le propriétaire des marchandises soumet au bureau des douanes concerné un formulaire de déclaration contenant toutes les informations. Ce formulaire de déclaration précise également le bureau des douanes par lequel les marchandises rentrent au Népal.

2. Lorsqu'un formulaire de déclaration visé au paragraphe 1 est reçu, le chef du bureau des douanes n'autorise pas le transport des marchandises en transit par un pays étranger s'il existe des moyens de transport moins coûteux ou plus commodes pour les transporter par le territoire népalais lui-même ou s'il est préférable de faire passer ces marchandises par le territoire népalais lui-même du point de vue de l'administration des douanes.

3. Lorsqu'un formulaire de déclaration visé au paragraphe 1 est reçu, le chef du bureau des douanes autorise le transport des marchandises en transit par un pays étranger et, à cet effet, enregistre le dépôt des taxes ou droits de douane dus, précise les marchandises visées, appose le cachet de la douane, note le temps de transit sur la déclaration et remet ladite déclaration au propriétaire des marchandises, s'il est convaincu que des moyens de transport moins coûteux ou plus commodes ne sont pas disponibles pour les transporter sur le territoire népalais lui-même ou qu'il n'est pas préférable de faire passer ces marchandises par le territoire népalais du point de vue de l'administration des douanes.

4. Si des marchandises interdites à l'importation dans un pays étranger doivent être transportées d'une partie du Népal à une autre partie du Népal en passant par le territoire de ce pays étranger, le propriétaire des marchandises respecte les règles prévues par le traité ou l'accord de transit entre le Népal et le pays étranger si un tel traité ou accord est en vigueur.

5. Le bureau des douanes qui reçoit le formulaire de déclaration du bureau des douanes autorisant l'exportation des marchandises en vertu du paragraphe 3 et constate que les marchandises déclarées dans le formulaire de déclaration et le document de transport sont conformes à la description qui en est faite dans le formulaire de déclaration autorise leur importation en franchise de droits de douane mais note les droits dus sur le formulaire de déclaration. Ce bureau des douanes doit informer le bureau des douanes ayant autorisé l'exportation en lui envoyant une copie du formulaire de déclaration dans un délai de 30 jours. Toutefois, si le formulaire de déclaration délivré par le bureau des douanes qui a autorisé l'exportation n'est pas présenté au bureau des douanes du point d'importation, ce dernier autorise l'importation moyennant le dépôt de l'équivalent des droits de douane.

6. À la réception des informations visées au paragraphe 5, le bureau des douanes qui a autorisé l'exportation peut autoriser le remboursement des droits de douane ou, le cas échéant, procéder à l'apurement des comptes. Toutefois, lorsque seule une partie des marchandises admises à l'importation est finalement importée, le montant des droits de douane dus sur les marchandises qui ne sont pas importées est déduit du montant du dépôt. Dans le cas où les marchandises sont dédouanées avec une annotation des droits dus sur le registre, ce montant est réclamé au propriétaire des marchandises dans les sept jours.

---

**5 Formalités à effectuer pour le transport de marchandises d'une partie d'un territoire étranger à une autre partie d'un territoire étranger en passant sous le couvert d'un privilège douanier**

1. En cas de transport de marchandises d'une partie d'un pays étranger à une autre partie de ce pays étranger en passant par le territoire népalais, le propriétaire des marchandises présente une demande à la Direction générale des douanes en indiquant les raisons pour lesquelles il utilise le territoire népalais, en précisant les points d'exportation et d'importation et en donnant une description détaillée des marchandises.

2. Lorsqu'une demande visée au paragraphe 1 est reçue, la Direction générale des douanes l'examine, et s'il l'approuve, permet le transport en transit de ces marchandises sur le territoire népalais. La Direction générale a la possibilité, avant d'accorder une telle autorisation, de demander à l'Ambassade ou au poste diplomatique concerné se trouvant au Népal une lettre de recommandation.

3. Lorsque l'autorisation est accordée en vertu du paragraphe 2, le propriétaire des marchandises doit présenter au bureau concerné le formulaire de déclaration avec la description des marchandises et le document d'autorisation. Le nom du bureau de douane par lequel les marchandises sont réexportées doit également être mentionné clairement dans cette déclaration.

4. Lorsqu'un formulaire de déclaration visé au paragraphe 3 est reçu, le bureau des douanes, après avoir certifié la description des marchandises en apposant son cachet, permet le transport de ces marchandises d'une partie du territoire étranger vers une autre partie du territoire étranger en passant par le territoire népalais, en précisant dans la déclaration le lieu par lequel les marchandises doivent sortir du territoire népalais dans un délai de sept jours et en transmettant cette déclaration au propriétaire des marchandises.

5. Lorsque le formulaire de déclaration, la description des marchandises et le permis de transit mentionnés au paragraphe 4 sont présentés, le bureau des douanes, après avoir vérifié la validité des documents et l'avoir noté dans le formulaire de déclaration, dédouane les marchandises aux fins de leur exportation et une copie du formulaire de déclaration est transmis dans les trois jours au bureau des douanes ayant autorisé l'importation.

6. Après avoir reçu le formulaire de déclaration, le bureau des douanes qui a autorisé l'importation procède à la mainlevée de tout dépôt des droits de douane qui aurait été effectué. Toutefois, lorsqu'il est constaté qu'une seule partie des marchandises admises à l'importation est finalement exportée, le montant des droits de douane dus sur les marchandises qui ne sont pas exportées est déduit du montant du dépôt. Dans le cas où les marchandises sont dédouanées avec une annotation des droits dus sur le registre, ce montant est réclamé au propriétaire des marchandises.

7. Nonobstant les dispositions des paragraphes ci-dessus, dans le cas de marchandises dont l'importation est interdite au Népal et qui doivent être transportées d'une partie à une autre partie du pays étranger, les dispositions pertinentes du traité ou de l'accord bilatéral de transit entre le Népal et ledit pays étranger prévalent.

**6 Formalités à effectuer pour le transport de marchandises d'un pays étranger vers un autre pays étranger en passant par le territoire népalais**

1. La Direction générale peut désigner les bureaux des douanes compétents pour le transport de marchandises d'un pays étranger vers un autre pays étranger en passant par le territoire népalais.

2. En cas de transport de marchandises d'un pays étranger vers un autre pays étranger en passant par le territoire népalais, le propriétaire des marchandises présente les marchandises et les quatre copies du formulaire de demande requis par la Direction générale ainsi que le formulaire de déclaration au bureau des douanes concerné.

3. S'il ressort de l'examen du formulaire de déclaration et du formulaire de demande visés au paragraphe 2 qu'il ne s'agit pas de marchandises interdites, le bureau des douanes autorise le



transit de ces marchandises pendant un délai de 15 jours au maximum sur le territoire népalais en direction du pays étranger et facture les frais de service déterminés par les autorités népalaises. Le conteneur de marchandises est scellé et les formulaires sont certifiés. Une copie du formulaire certifié est remis au propriétaire des marchandises, une autre copie est archivée par le bureau et deux copies sont adressées au bureau des douanes d'exportation.

4. Après réception des marchandises, le bureau des douanes autorisant l'exportation certifie les formulaires conformément au paragraphe 2, autorise l'exportation des marchandises et envoie une copie certifiée conforme au bureau des douanes ayant autorisé l'importation.

5. Dans le cas où les marchandises ne sont pas exportées comme prévu au paragraphe 3 et ne transitent pas par le Népal pour aller dans un autre pays étranger dans le délai imparti, le propriétaire des marchandises demande à la Direction générale la prorogation du délai en indiquant le motif du retard. A réception de la demande, la Direction générale peut, si elle juge le motif justifié, accorder une prorogation du délai.

6. Dans le cas où les marchandises importées ne sont pas exportées dans le délai prescrit et sont vendues ou utilisées au Népal, le propriétaire des marchandises acquitte les droits de douane dus ainsi que des droits de douane supplémentaires de 100%.

7. Conformément au présent article, pour le transport de marchandises d'un pays étranger vers un autre pays étranger en transit par le territoire népalais, des conteneurs scellés doivent être utilisés.

## **7 Exportation ou importation de marchandises en vue de leur réparation**

1. Lorsqu'il est nécessaire d'envoyer des marchandises vers un pays étranger à partir du Népal en vue de leur réparation ou d'acheminer ces marchandises au Népal à partir de l'étranger après leur réparation, des informations complètes concernant le nombre, la taille et les spécifications de ces marchandises sont consignées dans la mesure du possible dans le formulaire de déclaration et présentées au fonctionnaire des douanes.

2. Lorsqu'il reçoit un formulaire de déclaration visé au paragraphe 1, le fonctionnaire des douanes autorise l'aller-retour de ces marchandises après avoir reçu un dépôt représentant 0,5% de la valeur dans le cas des aéronefs, des hélicoptères ou de leurs pièces de rechange et 5% de la valeur dans le cas des autres marchandises.

3. Les marchandises exportées vers un pays étranger pour réparation sont rapatriées dans un délai de trois mois et les droits de douane sont exigibles sur les frais occasionnés par cette réparation ou sur le prix des pièces de rechange. Les droits de douane exigibles sont déduits du montant du dépôt effectué au bureau des douanes et le solde du dépôt est remboursé.

4. Si le délai prévu au paragraphe 3 pour le rapatriement des marchandises après réparation est insuffisant, une demande accompagnée d'une justification écrite est présentée au fonctionnaire des douanes pour le proroger. Celui-ci peut, s'il l'estime opportun, proroger le délai de trois mois au maximum. Si le délai supplémentaire est insuffisant, le fonctionnaire des douanes écrit au Directeur général des douanes avec un exposé des motifs et, si le Directeur général donne son approbation, il proroge le délai en conséquence.

5. Conformément au présent article, si les marchandises exportées à des fins de réparation ne sont pas rapatriées dans le délai prévu aux paragraphes 3 et 4, le montant déposé est saisi et ces marchandises sont considérées comme de nouvelles importations et supportent les droits de douane y afférents.

6. Lorsqu'il faut faire venir au Népal des marchandises en provenance d'un pays étranger pour procéder à la réparation ou renvoyer du Népal vers l'étranger ces marchandises après la réparation, des informations complètes sur le nombre, les caractéristiques et la taille des marchandises sont consignées dans le formulaire de déclaration et présentées au fonctionnaire des douanes.

7. Lorsque le formulaire de déclaration visé au paragraphe 6 est reçu, le fonctionnaire des douanes autorise l'aller-retour de ces marchandises après avoir reçu un dépôt équivalant aux droits de douane exigibles et fixé un délai de six mois pour l'exportation.

8. Conformément au paragraphe 7, si les marchandises importées pour réparation sont réexportées dans un délai de trois mois et que des preuves écrites du paiement de la réparation sont présentées, les droits de douane déposés au moment de l'importation sont remboursés. Si les marchandises ne sont pas réexportées, la description des marchandises ne correspond pas à celle des marchandises présentées pour l'exportation ou une preuve écrite du paiement n'est pas fournie, les marchandises et le montant déposé au moment de l'importation sont saisis.

9. Si la compagnie aérienne enregistrée comme exploitant des lignes aériennes doit exporter un moteur d'avion ou d'hélicoptère pour réparation et, pendant la période de réparation, importer un moteur du pays étranger en le louant, elle peut le faire en versant au bureau des douanes une garantie bancaire correspondant au montant des droits de douane et l'importation du moteur en location dure six mois au maximum. Si le moteur est réexporté dans les délais, la garantie bancaire est restituée. S'il n'est pas réexporté dans les délais, les droits de douane sont exigés comme s'il s'agissait d'une nouvelle importation du moteur.

10. Nonobstant les dispositions mentionnées dans le présent article, une mission diplomatique peut, sur recommandation du Ministère des affaires étrangères, exporter des marchandises pour réparation et les importer après réparation sans dépôt et sur dossier.

## **8 Réexportation ou réimportation de marchandises exportées ou importées**

1. Si l'objectif pour lequel les marchandises ont été importées n'est pas atteint ou si les marchandises se sont révélées être de qualité inférieure lors de tests en laboratoire, le responsable du bureau des douanes peut dédouaner ces marchandises en franchise de droits pour une réexportation dans un délai de 90 jours à partir de la date d'importation ou de la date d'arrivée au bureau des douanes, à condition que des marchandises similaires soient importées en remplacement ou que soient récupérées au Népal les devises si un paiement en devises a déjà été effectué lors de l'importation de ces marchandises.

2. Si les marchandises ont été réexportées conformément au paragraphe 1 et que les marchandises de remplacement n'ont pas été importées ou que les devises payées pour les marchandises n'ont pas été remises dans les six mois suivant la date de réexportation des marchandises, le fonctionnaire des douanes écrit au bureau concerné pour qu'il prenne des mesures conformément à la législation en vigueur.

3. Si le fournisseur envoie les marchandises de remplacement avant la réexportation des marchandises dans le délai prévu au paragraphe 1, le fonctionnaire des douanes peut dédouaner ces marchandises en percevant les droits de douane correspondants, après avoir examiné la demande de l'importateur et les preuves documentaires des marchandises importées.

4. Si les marchandises de remplacement ont été reçues en vertu du paragraphe 3, les marchandises devant être réexportées ne sont pas soumises à des droits de douane et les droits de douane qui ont été acquittés auparavant sont remboursés. Toutefois, au cas où les marchandises sont réexportées après l'expiration du délai, les droits de douane acquittés auparavant ne sont pas remboursés.

5. Lorsqu'il est nécessaire d'exporter ou d'importer des marchandises afin de les vendre ou de les exposer sur un marché saisonnier, ou lors d'une foire ou d'une exposition à l'intérieur ou à l'extérieur du Népal, leur propriétaire indique dans le formulaire de déclaration l'objet de cette exportation ou importation et présente ces marchandises au bureau de douane.

6. Un dépôt équivalent au montant des droits de douane dus à l'importation ou à l'exportation de marchandises en vertu du paragraphe 5 est perçu.

7. Dans le cas de l'exportation ou de l'importation de marchandises après une vente ou une exposition sur un marché saisonnier, ou lors d'une foire ou d'une exposition, le bureau des douanes procède immédiatement au remboursement du dépôt après déduction du montant

correspondant aux marchandises non réimportées ou réexportées, à condition que les marchandises restantes soient présentées au bureau des douanes le jour suivant la clôture du marché saisonnier, et dans un délai de 30 jours, hors temps utilisé pour le transport, après la fin de la foire ou de l'exposition.

8. Néanmoins, le fonctionnaire des douanes peut dédouaner des marchandises en franchise de droits, simplement en consignait ce fait, si elles sont exportées ou importées conformément au présent Règlement et sur la recommandation d'entreprises appartenant entièrement ou partiellement à l'État, ou de missions diplomatiques. Si une partie des marchandises exportées sont consommées dans le pays étranger ou si une partie des marchandises importées sont consommées au Népal, l'importateur ou l'exportateur concerné acquitte les droits applicables aux marchandises consommées.

9. En vertu du présent Règlement, l'exportation et l'importation de marchandises sont réalisées au travers du même bureau des douanes.

10. Si l'importation et l'exportation de marchandises ne peuvent avoir lieu conformément au paragraphe 9, la personne concernée présente une demande à la Direction générale en indiquant les motifs. Si elle considère que ces motifs sont valables, la Direction générale autorise l'importation et l'exportation de marchandises par des bureaux des douanes distincts.

11. Lorsque des conteneurs servant de façon répétée au transport de marchandises ne peuvent pas être vidés pendant la durée de leur utilisation, le fonctionnaire des douanes peut procéder au dédouanement sans percevoir de droits de douane mais avec une garantie bancaire d'un montant équivalent aux droits et en mentionnant dans le formulaire de déclaration le délai dans lequel ils doivent être retournés. Si un conteneur n'est pas retourné dans le délai spécifié, le droit de douane applicable est déduit de la garantie bancaire. Si le contenu du conteneur peut être transféré dans un autre conteneur, les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables.

12. Si une entreprise importe des marchandises pour son propre usage et cherche à exporter un conteneur dans ce but, le propriétaire des marchandises doit présenter une demande au fonctionnaire des douanes en indiquant les motifs.

13. Si une demande est reçue en vertu du paragraphe 12, le fonctionnaire des douanes peut autoriser l'exportation du conteneur à condition que soit effectué un dépôt en espèces de 5% de la valeur du conteneur vide, que soit donnée une garantie bancaire valable pendant six mois équivalente à ce montant et que le conteneur soit importé avec les marchandises dans un délai de trois mois.

14. Si le conteneur n'est pas importé dans le délai prévu au paragraphe 13, l'entreprise présente une demande de prorogation de la période en indiquant les motifs. Si le fonctionnaire des douanes estime que le motif est justifié, le chef du bureau des douanes peut proroger le délai d'un mois.

15. Si le conteneur rempli des marchandises de l'entreprise est importé dans le délai prévu au paragraphe 14, le fonctionnaire des douanes perçoit les droits de douane exigibles et rembourse le dépôt effectué auparavant ou restitue la garantie bancaire fournie en vertu du paragraphe 13, selon le cas.

16. Si le conteneur n'est pas importé dans le délai prévu au paragraphe 14, le fonctionnaire des douanes transfère le montant déposé au compte du Trésor ou fait jouer la garantie fournie par la banque ou l'établissement financier. S'il est importé après l'expiration du délai, le fonctionnaire des douanes transfère le montant en espèces déposé sur le compte du Trésor ou fait jouer la garantie fournie par la banque ou l'établissement financier et les marchandises contenues dans le conteneur sont dédouanées après application des droits de douane correspondants.

17. Si un importateur d'un châssis d'autobus ou de camion souhaite exporter ce châssis pour la pose de la carrosserie, il présente trois mois avant la date d'importation une demande au fonctionnaire des douanes en joignant la copie du formulaire de déclaration présenté au moment de l'importation.

18. Si une demande est reçue en vertu du paragraphe 17, le fonctionnaire des douanes peut autoriser l'exportation du châssis à condition que soient constitués un dépôt en espèces de 5% de la valeur du châssis ou une garantie bancaire équivalente et que le châssis avec la carrosserie soit importé dans les six mois.

19. Si le châssis avec la carrosserie est importé dans le délai prévu au paragraphe 18, le fonctionnaire des douanes perçoit les droits de douane correspondant au coût de la carrosserie ajouté et rembourse le dépôt en espèces ou restitue la garantie bancaire, selon le cas.

20. Si le châssis avec la carrosserie n'est pas importé dans le délai prévu au paragraphe 18, le fonctionnaire des douanes transfère le montant déposé sur le compte du Trésor ou fait jouer la garantie donnée par la banque ou l'établissement financier. En cas de réimportation après l'expiration de la période, le fonctionnaire des douanes transfère le montant déposé sur le compte du Trésor ou fait jouer la garantie donnée par la banque ou l'établissement financier et dédouane le bus ou le camion en percevant des droits sur la valeur de fabrication de la carrosserie.

### **Chapitre 3**

#### **Dispositions relatives aux entrepôts sous douane, aux garanties bancaires et aux zones économiques spéciales**

##### **9 Dispositions relatives aux agréments pour les entrepôts sous douane**

1. Les entreprises ou les personnes suivantes cherchant à bénéficier du régime d'entreposage sous douane présentent une demande d'agrément à cet effet à la Direction générale:

- a) les entreprises qui exportent des vêtements à l'étranger;
- b) les entreprises qui exportent leurs produits vers un pays tiers;
- c) outre les entreprises mentionnées à l'alinéa a) ci-dessus, les autres entreprises exportant vers l'Inde au moins 50% de leur production; et
- d) les personnes important des marchandises pour les vendre dans des boutiques hors taxes autorisées par l'État.

2. L'entreprise qui présente une demande en vertu du paragraphe 1 doit fournir un certificat attestant qu'elle réunit les conditions prévues aux alinéas a), b) ou c). Une entreprise en activité depuis un an au plus qui cherche à obtenir un agrément pour utiliser l'entrepôt sous douane n'a pas besoin de fournir un certificat si elle présente un contrat écrit conditionnel prévoyant un plan d'exportation et confirmant ses exportations vers un pays tiers ou si elle exporte au moins 50% de sa production vers l'Inde.

3. Si la demande visée au paragraphe 1 est considérée comme justifiant l'octroi d'un agrément, la Direction générale délivre cet agrément à l'entreprise en lui faisant payer un droit de 6 000 roupies.

4. Le délai de validité de l'agrément délivré en vertu du paragraphe 1 est d'un an. Son titulaire peut obtenir son renouvellement auprès de la Direction générale en payant un droit de renouvellement de 3 000 roupies avant le début de l'exercice financier suivant, s'il souhaite renouveler l'agrément pour cet exercice.

5. Au cas où le titulaire de l'agrément a omis de le renouveler en vertu du paragraphe 4, il doit payer des frais supplémentaires de 3 000 roupies par chaque exercice financier pour lequel il souhaite un renouvellement.

6. Nonobstant les dispositions mentionnées au paragraphe 5, le titulaire de l'agrément est privé des avantages du régime de l'entrepôt sous douane pendant la période où il n'a pas renouvelé son agrément.

##### **10 Facilités accordées au titulaire d'un agrément d'entrepôt sous douane**

1. Conformément au paragraphe 9, le titulaire d'un agrément d'entrepôt sous douane peut importer les matières premières et les matières premières auxiliaires (y compris les matériaux d'emballage non produits au Népal) nécessaires à la production des marchandises destinées à

l'exportation ou vendues au Népal en devises convertibles moyennant la fourniture d'une garantie bancaire d'un montant équivalent à celui des droits de douane exigibles.

2. La garantie bancaire visée au paragraphe 1 est d'un montant équivalent au total des droits de douane exigibles plus 25%.

3. En vertu du paragraphe 1, la durée de la garantie bancaire est de 6 à 12 mois. S'il est nécessaire de proroger au-delà de 6 mois une garantie bancaire de 6 mois, celle-ci est prorogée de 6 à 12 mois. En cas de nouvelle prorogation du délai prévu en vertu du paragraphe 3, la durée de la garantie bancaire est prolongée en conséquence.

4. Dans le cas de matériaux d'emballage non produits au Népal, la Direction générale accorde des facilités d'entrepôts sous douane sur la recommandation du Ministère de l'industrie confirmant que ces matériaux ne sont pas produits au Népal et que le régime d'entrepôt sous douane peut être utilisé.

5. Le propriétaire qui a reçu l'autorisation d'utiliser un entrepôt sous douane pour exploiter une boutique hors taxes fournit une garantie bancaire équivalente aux droits de douane exigibles sur l'importation des marchandises en vente dans la boutique. Aux fins de l'importation de ces marchandises, la Direction générale doit approuver la liste des marchandises et leur quantité.

5. a) Les marchandises importées en vertu du paragraphe 5, les alcools et les cigarettes sont vendus aux personnes et aux organisations admises à bénéficier du privilège diplomatique et du privilège douanier sur recommandation du Ministère des affaires étrangères de l'État népalais en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.

6. Les entreprises qui sont autorisées à exploiter un entrepôt sous douane en vertu d'un accord avec un acheteur étranger pour l'achat de ses produits moyennant un contrat de rachat et la recommandation du Ministère du commerce peuvent importer des matières premières et matières premières auxiliaires dans le cadre d'une garantie bancaire équivalente aux droits de douane sans qu'il soit nécessaire d'ouvrir une lettre de crédit. Les produits couverts par cet accord sont des matières premières et des matières premières auxiliaires non valorisées, qui sont envoyées par l'acheteur étranger et pour lesquelles sont recouverts des droits que sur les coûts de production et les bénéfices et qui sont exportées au même acheteur ou à un autre acheteur comme recommandé par le Ministère du commerce.

7. L'importateur qui réalise des importations conformément au paragraphe 6 doit présenter le formulaire de recommandation du Ministère du commerce précisant les procédures nécessaires et les conditions de l'importation sans lettre de crédit avec l'acheteur étranger ainsi qu'une facture pro forma à remettre uniquement aux douanes en même temps que le formulaire de déclaration.

8. La garantie bancaire à fournir ne peut être émise que par les banques et les établissements financiers autorisés à cet effet par les lois en vigueur.

## **11 Dispositions spéciales pour l'importation de marchandises moyennant la présentation d'une garantie bancaire ou la constitution d'un dépôt en espèces**

1. Les compagnies aériennes peuvent importer des marchandises pour les services de restauration fournis et les ventes hors taxe réalisées auxquels donnent lieu les vols internationaux en présentant une garantie bancaire ou en effectuant un dépôt en espèces équivalant aux droits de douane exigibles. Au cas où les compagnies aériennes n'importent pas elles-mêmes ces marchandises et préfèrent les acheter à un entrepôt sous douane ou à une boutique hors taxes, elles peuvent faire leurs achats à l'entrepôt sous douane ou à la boutique hors taxes désigné par la Direction générale.

2. Si une entreprise textile népalaise souhaite vendre ses produits à des entreprises fabriquant des vêtements destinés à l'exportation, l'importation des fils nécessaires à la fabrication de ces produits est autorisée moyennant une garantie bancaire équivalente aux droits de douane exigibles, sur recommandation de l'Association de l'industrie textile.

**12 Conditions à remplir par les entreprises disposant d'une facilité d'entreposage sous douane**

1. Les entreprises disposant d'une facilité d'entreposage sous douane exportent les marchandises en utilisant des lettres de crédit ou des documents bancaires.
2. Les entreprises disposant d'une facilité d'entreposage sous douane exportent les produits finis dans un délai de onze mois à compter de la date d'importation des matières premières ou des matières premières auxiliaires (y compris les matériaux d'emballage non produits au Népal).
3. En ce qui concerne l'exportation de produits finis fabriqués à partir de matières premières ou de matières premières auxiliaires importées (y compris les matériaux d'emballage non produits au Népal) par des entreprises disposant d'une facilité d'entreposage en douane aux termes de l'article 10, la valeur ajoutée à l'exportation est de 10% de la valeur déterminée par le bureau des douanes.
4. Le taux de la valeur ajoutée visée au paragraphe 3 est calculé de la manière suivante: le prix f.a.b. à l'exportation moins la valeur déterminée par les douanes lors de l'importation des matières en vertu de l'article 10 qui sont utilisées dans le produit fini. Le montant restant est divisé par la valeur déterminée par les douanes lors de l'importation des matières utilisées dans le produit fini. Le montant résultant de cette division est multiplié par 100, qui est le taux de la valeur ajoutée.
5. La personne qui obtient un agrément pour exploiter un entrepôt sous douane doit vendre les marchandises de la boutique hors taxes dans un délai d'un an à partir de la date de leur importation à cet effet.
6. L'entreprise textile qui importe des fils conformément au paragraphe 2 de l'article 11 doit vendre les produits textiles fabriqués à partir de ces fils à des entreprises du secteur du vêtement tournées vers l'exportation dans un délai de onze mois à compter de la date d'importation des fils.

**13 Prorogation du délai**

Si, en vertu des paragraphes 2, 5 et 6 de l'article 12, une demande motivée de prorogation du délai est présentée à la Direction générale en cas d'impossibilité d'exporter ou de vendre le produit dans le délai autorisé, la Direction générale peut proroger le délai de trois mois si elle estime que les motifs sont justifiés.

**14 Demande à présenter pour la mainlevée d'une garantie bancaire ou le remboursement d'un dépôt**

1. L'entreprise disposant d'une facilité d'entreposage sous douane présente une demande de mainlevée de la garantie bancaire au bureau des douanes concerné dans le délai prévu à l'article 12 ou dans le délai prorogé prévu à l'article 13 en fournissant les documents suivants:
  - a) le document attestant l'importation des marchandises conformément à l'article 10;
  - b) le document attestant l'exportation des produits finis;
  - c) le certificat de gain de change délivré par la banque concernée; et
  - d) le certificat du taux de consommation des matières premières et des matières premières auxiliaires délivré par l'organisme concerné.
2. La personne disposant de la facilité d'entreposage en douane aux fins de la vente des produits de la boutique hors taxes présente une demande de mainlevée de la garantie bancaire ou de remboursement du dépôt en espèces dans le délai prévu à l'article 12 ou dans le délai prorogé prévu à l'article 13 en fournissant les documents relatifs au chiffre d'affaires de la boutique hors taxes.
3. Les compagnies aériennes présentent une demande de mainlevée de la garantie bancaire ou de remboursement du dépôt en espèces effectué au bureau des douanes conformément au paragraphe 1 de l'article 11 en fournissant les documents attestant l'utilisation des marchandises pendant des vols internationaux.

4. L'entreprise textile présente une demande de mainlevée de la garantie bancaire au bureau des douanes dans lequel celle-ci est déposée conformément au paragraphe 2 de l'article 11 en fournissant les documents suivants:

- i. le certificat de vente à l'entreprise textile fabriquant des vêtements des tissus faits à partir des fils dans les onze mois à compter de la date d'importation des fils et avec une valeur ajoutée de 10% au minimum;
- ii. le contrat de vente entre l'entreprise textile qui achète les tissus et l'entreprise textile qui a importé les fils;
- iii. le ratio d'utilisation des fils certifié par l'organisme concerné; et
- iv. la lettre attestant la garantie bancaire donnée sur la recommandation de l'entreprise textile qui achète les vêtements et équivalant aux droits de douane exigibles sur l'importation des fils.

4. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 4, l'entreprise qui importe les fils peut, après la vente de tissus à l'entreprise qui fabrique les vêtements, choisir de ne pas procéder à la mainlevée de la garantie bancaire tant que l'entreprise qui fabrique les vêtements ne les a pas exportés. Dans ce cas, l'entreprise textile demande la mainlevée de la garantie bancaire dans les 22 mois à compter de la date d'importation des fils en joignant les documents suivants:

- i. les documents visés au paragraphe 4;
- ii. les documents attestant l'exportation des vêtements avec une valeur ajoutée de 10% minimum pour l'entreprise fabriquant les vêtements;
- iii. les documents relatifs au taux d'utilisation certifié par l'organisme concerné; et
- iv. le certificat de gains de change.

5. L'entreprise tournée vers l'exportation qui a acheté des tissus à l'entreprise qui a importé les fils en fournissant une garantie bancaire conformément au paragraphe 2 de l'article 11 présente une demande accompagnée des documents voulus pour obtenir la mainlevée de la garantie bancaire conformément au paragraphe 4 de l'article 11, à savoir les documents de l'exportation des vêtements fabriqués à partir de tissus achetés à l'entreprise qui a importé les fils avec une valeur ajoutée minimale de 10% et dans un délai de onze mois à compter de la date d'achat; le certificat de gains de change délivré par la banque concernée; et le certificat du taux d'utilisation.

6. La demande de mainlevée de la garantie bancaire fournie en vertu du paragraphe 6 de l'article 10 doit être accompagnée des documents suivants:

- les documents attestant l'exportation des vêtements fabriqués avec la valeur ajoutée minimale de 10% prescrite par le Ministère du commerce et dans le délai prévu au paragraphe 5 de l'article 12 ou dans la délai prorogé aux termes de l'article 13;
- le certificat de gains de change équivalant au montant de la valeur ajoutée délivrée par la banque concernée; et
- le certificat du taux d'utilisation des matières premières et des matières premières auxiliaires.

7. Nonobstant les dispositions du présent article, l'exportateur qui a exporté les produits dans le délai imparti et qui a satisfait à toutes les exigences, à l'exception du certificat de gains de change, peut présenter une demande motivée à cet effet et la Direction générale peut proroger de trois mois le délai maximum de présentation du certificat.

## **15 Mainlevée de la garantie bancaire et remboursement du dépôt**

1. Après avoir examiné la demande reçue en vertu de l'article 14 et constaté que le demandeur a rempli toutes les conditions énoncées dans cet article, le bureau des douanes doit procéder à la mainlevée de la garantie bancaire et au remboursement du dépôt dans un délai d'un mois.

2. La garantie bancaire ou le dépôt d'un montant équivalent aux droits de douane est partiellement restitué, pour autant que soit présentée une preuve de l'utilisation des matériaux, dans les cas suivants:

- l'utilisation partielle des matières importées en utilisant un entrepôt sous douane pour la fabrication du produit qui est exporté;
- la vente partielle des marchandises dans la boutique hors taxes dans le délai imparti;
- les fils importés en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 sont partiellement utilisés dans la fabrication de tissus par l'entreprise de fabrication de vêtement orientée vers l'exportation; et
- l'entreprise de fabrication de vêtement orientée vers l'exportation utilise partiellement des tissus achetés localement pour fabriquer ces vêtements.

## **16 Recouvrement des droits de douane sur la garantie bancaire et le dépôt**

1. Au cas où l'importateur ne respecte pas les conditions visées à l'article 12 et qu'il ne présente pas de demande conformément à l'article 14, les droits de douane exigibles sont recouvrés par prélèvement sur la garantie bancaire ou les droits de douane exigibles sont transférés au compte du Trésor à partir du montant déposé, selon le cas.

2. Les droits de douane qui seront recouvrés à partir de la garantie bancaire en vertu du paragraphe 1 sont égaux au montant des droits de douane exigibles le jour de l'importation plus un supplément de 25%.

3. En cas d'utilisation partielle des matériaux conformément au paragraphe 2 de l'article 15, les droits de douane exigibles devant être recouvrés par prélèvement sur la garantie bancaire pour les matières non utilisées sont égaux à la somme des droits de douane exigibles le jour de l'importation auquel est ajouté un supplément de 25%.

4. Nonobstant les dispositions du présent article, les droits de douane ne sont recouvrés que si le dépôt a été transféré au compte du Trésor et si la boutique hors taxes ne peut pas vendre les produits dans le délai prévu au titre de la garantie bancaire ou du dépôt.

## **17 Mise en œuvre de la garantie bancaire à la demande du bureau des douanes**

1. À la demande du bureau des douanes, la banque ou l'établissement financier qui a fourni la garantie doit verser le montant correspondant à la garantie bancaire au bureau des douanes en faveur duquel la garantie bancaire est délivrée dans les 15 jours suivant la date de la demande.

2. Tant que la banque ou l'établissement financier n'a pas effectué le versement visé au paragraphe 1 au bureau des douanes, il n'est accepté aucune garantie bancaire émise ultérieurement par la banque ou l'établissement financier.

3. La Banque ou l'établissement financier qui a émis la garantie bancaire en faveur du bureau des douanes n'est libérée de la responsabilité de verser un montant correspondant à la garantie bancaire qu'à réception d'une lettre du bureau des douanes notifiant la mainlevée de ladite garantie.

## **18 Accord de vente des marchandises à une entreprise située dans la zone économique spéciale et remboursement des droits de douane y afférents**

1. Avec l'accord préalable de la Direction générale, au cas où l'importateur vend des marchandises importées à une entreprise située dans la zone économique spéciale, cet importateur doit, au cas où des droits de douanes ont été payés au moment de l'importation, demander au bureau des douanes le remboursement de ces droits dans les 60 jours suivant la date d'importation en joignant les documents suivants:

- a) les facture, formulaire de déclaration en douane et reçu d'encaissement au moment de l'importation;
- b) l'accord de vente entre l'entreprise acheteuse et l'importateur vendeur;
- c) le reçu de la vente des marchandises;



- d) la copie certifiée du grand livre pour l'achat des marchandises par l'entreprise acheteuse;
- e) les documents attestant le paiement de l'achat par l'entreprise acheteuse; et
- f) la garantie bancaire émise en faveur du bureau des douanes pour un montant équivalant aux droits de douane pour le compte de l'entreprise acheteuse ou de l'importateur des marchandises.

2. Si le responsable du bureau des douanes considère, en examinant la demande reçue en vertu du paragraphe 1 de l'article 18, que le remboursement des droits de douane est justifié, un remboursement, total ou partiel, est effectué dans les 30 jours de la réception de la demande.

3. Si le responsable du bureau des douanes considère, en examinant la demande reçue en vertu du paragraphe 1 de l'article 18, que le remboursement, total ou partiel, des droits de douane n'est pas justifié, il le notifie au demandeur.

4. Si l'entreprise située dans la zone économique spéciale présente les documents attestant la vente de produits finis fabriqués à partir de marchandises achetées comme prévu au paragraphe 1 de l'article 18 ainsi que le certificat de gain de change généré par l'exportation de ces produits finis, la garantie bancaire visée à l'alinéa f) du paragraphe 1 fait l'objet d'une mainlevée.

5. Nonobstant les dispositions du présent article, au cas où le vendeur a vendu les marchandises en ajoutant les droits de douane au prix à l'importation, ces droits de douane ne sont pas remboursés.

#### **Chapitre 4** **Dispositions relatives à l'examen des formulaires de déclaration** **en douane, à l'inspection des marchandises et à la** **destruction des marchandises non utilisables**

##### **19 Informations pouvant être envoyées par voie électronique**

1. Un exportateur ou un importateur peut envoyer au bureau des douanes des informations sur les marchandises devant être exportées ou importées par voie électronique.

2. La procédure d'envoi de la description des marchandises par voie électronique en vertu du paragraphe 1 est déterminée par la Direction générale.

##### **20 Indications à fournir par le conducteur du véhicule**

Conformément à l'article 17 de la Loi, le conducteur du véhicule doit présenter les informations relatives aux marchandises selon le modèle figurant à l'annexe 2.

##### **21 Documents devant être joints au formulaire de déclaration**

1. Conformément à l'article 18 de la Loi, la personne qui importe ou exporte des marchandises doit présenter au fonctionnaire des douanes, en même temps que le formulaire de déclaration, les documents suivants:

###### **a) Importation en provenance d'un pays tiers**

- 1. Documents bancaires relatifs à la procédure de paiement
- 2. Facture
- 3. Liste des colis
- 4. Connaissance ou document de transport aérien
- 5. Certificat d'origine
- 6. Formulaire de contrôle des changes
- 7. Document de transit douanier lorsque l'importation transite par l'Inde
- 8. Ordre de livraison des marchandises par une compagnie aérienne en cas d'importation par voie aérienne
- 9. Ordre de remise des marchandises par la direction du terminal au cas où le bureau des douanes se situe dans le terminal

10. Documents exigés en vertu de la législation en vigueur sur les recommandations, les agréments ou les certificats de tout organisme.

**b) Importation en provenance de l'Inde**

1. Facture
2. Liste des colis
3. Documents exigés en vertu de la législation en vigueur sur les recommandations, les agréments ou les certificats de tout organisme
4. En cas d'importation avec dépôt, outre les documents visés aux alinéas 1, 2 et 3 du présent paragraphe, la facture du Népal (formulaire de dépôt), le formulaire de contrôle de change, les documents bancaires concernant la procédure de paiement et les documents prévus à cet égard.
5. En cas d'importation en vertu de la procédure de remboursement des droits, les documents visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent paragraphe et le formulaire de facturation du Népal (formulaire de remboursement des droits remboursables).

Précision: Aux fins du présent article, on entend par "importation avec dépôt" les importations en provenance de l'Inde payées en devises conformément à la procédure établie par la Banque centrale du Népal et par "procédure de remboursement des droits" la déduction des droits d'accise payés à l'Inde des droits de douane acquittés pour l'importation de marchandises en provenance de ce pays, conformément aux dispositions de l'Accord commercial entre le Népal et l'Inde.

**c) Exportation de marchandises**

1. Facture
2. Liste des colis
3. Certificat d'origine
4. Document bancaire relatif à la procédure de paiement, en cas d'exportation vers un pays tiers
5. Documents exigés en vertu de la législation en vigueur sur les recommandations, les agréments ou les certificats de tout organisme

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, l'entreprise ou l'industrie qui exporte ou importe pour la première fois doit présenter des documents certifiés relatifs à la licence d'immatriculation dans le cas d'une entreprise et au certificat d'enregistrement dans le cas d'une industrie, et au numéro de compte permanent dans les deux cas.

**22 Modèle de formulaire de déclaration**

Le formulaire de déclaration douanière figure à l'annexe 3.

**23 Marchandises pouvant être renvoyées**

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 30 de la Loi, en cas de renvoi de marchandises, l'importateur des marchandises doit faire une demande aux autorités douanières et joindre les documents correspondant à la facture, à la lettre de crédit le cas échéant, au connaissement ou à la facture aérienne ainsi qu'une copie de la liste des marchandises. En fonction de la nature du produit, le fonctionnaire des douanes peut également demander d'autres documents concernant l'importation.

2. Après réception de la demande conformément au paragraphe 1 ci-dessus, le fonctionnaire des douanes doit écrire au Directeur général en joignant la description des marchandises et son avis.

3. Après réception d'une lettre du fonctionnaire des douanes, si le Directeur général décide, après enquête, que le renvoi des marchandises doit être autorisé, il en informe le fonctionnaire des douanes. Après avoir reçu cette instruction, ce dernier permet à l'importateur de renvoyer les marchandises au fournisseur du pays étranger dans les 30 jours.

4. Lorsqu'il autorise le renvoi des marchandises, le fonctionnaire des douanes demande à l'importateur de signer l'engagement de restituer les devises payées au moment de l'importation dans un délai raisonnable.

5. Si l'importateur ne présente pas le certificat de change dans le délai visé au paragraphe 4 ci-dessus, le fonctionnaire des douanes doit écrire à l'organisme concerné pour qu'il sanctionne l'importateur en vertu de la législation en vigueur.

## **24 Dispositions relatives à l'inspection sur site des marchandises**

1. Conformément à l'article 31 de la Loi, tout exportateur ou importateur peut, en joignant le formulaire de déclaration et les autres documents prévus à l'article 21, demander au fonctionnaire des douanes d'inspecter les marchandises dans le centre de production ou l'entrepôt douanier en cas d'exportation ou en dehors de la zone douanière en cas d'importation.

2. Pour ce qui est de l'application du paragraphe 1 ci-dessus, en cas d'inspection des marchandises dans le centre de production en cas d'exportation ou d'inspection des marchandises en dehors de la zone douanière en cas d'importation, un droit de 1 000 roupies est perçu pour chaque envoi.

3. En cas d'exportation de marchandises conformément au paragraphe 2 ci-dessus, le fonctionnaire chargé de l'inspection appose des scellés sur le conteneur de marchandises en présence de l'exportateur une fois que les marchandises exportables ont été inspectées et, lors de l'exportation, le bureau des douanes vérifie les scellés avant d'autoriser l'exportation.

4. En cas d'inspection des marchandises en dehors de la zone douanière, conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'exportateur ou l'importateur doit prendre des dispositions pour que l'inspecteur dispose d'un véhicule, si cela est nécessaire.

## **25 Dispositions pour l'enlèvement ou la destruction des marchandises qui ne peuvent pas être utilisées**

1. Le chef du bureau des douanes doit formuler par écrit sa décision d'enlever ou de détruire des marchandises et préciser également la procédure à suivre pour exécuter la décision dans le cas des marchandises suivantes:

- a) Conformément à l'article 7 de la Loi, les marchandises importées et abandonnées et remises à l'État par l'importateur, qui ne peuvent pas être utilisées ou qui sont dans un tel état qu'elles ne peuvent être mises aux enchères.
- b) Conformément à l'article 30 de la Loi, les marchandises qui, suite à des tests en laboratoire sont considérées comme étant nuisibles pour la santé ou l'environnement ou comme ayant des effets négatifs sur la santé ou à l'environnement, et qui n'ont pas été renvoyées par l'importateur malgré les instructions données en ce sens par le fonctionnaire des douanes.
- c) Les marchandises qui ne peuvent pas être vendues aux enchères ni utilisées et qui doivent être détruites ou abandonnées jusqu'à décomposition conformément au paragraphe 9 de l'article 50 de la Loi.

2. Conformément à la décision adoptée en vertu du paragraphe 1 ci-dessus, le bureau des douanes doit détruire ou éliminer publiquement les marchandises après en avoir dressé la liste en présence de deux représentants, du bureau d'administration du district ou du bureau du Trésor du district ou d'un bureau voisin, d'un représentant de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaise, dans la mesure du possible, et du fonctionnaire des douanes.

3. Après la destruction ou l'enlèvement des marchandises conformément au paragraphe 2, le responsable du bureau des douanes certifie cette action, supprime les marchandises de la liste et en informe la Direction générale.

4. Nonobstant les dispositions du présent article, le bureau des douanes suit les instructions en vigueur lorsque la destruction de marchandises ou de produits toxiques ou d'équipements ou de matériels lourds peut avoir des répercussions négatives sur la santé ou l'environnement.

## **Chapitre 5**

### **Dispositions relatives aux audits de suivi**

#### **26 Les importateurs doivent conserver les documents en toute sécurité**

Conformément à l'article 34 de la Loi, les importateurs doivent conserver les documents et les papiers suivants aux fins de l'audit de suivi pendant quatre ans à compter de la date d'importation:

- a. formulaire de déclaration d'importation, reçu de douane, document d'achat;
- b. facture de vente et document de vente;
- c. liste des marchandises stockées, avec les quantités précises;
- d. document bancaire relatif à l'importation et à la vente de marchandises;
- e. bilan et compte de résultats et document s'y rapportant;
- f. si la transaction est effectuée au travers d'un système informatique, informations sur ce système; et
- g. tout autre document relatif à l'importation, l'exportation et la vente.

#### **27 Autres dispositions relatives aux audits de suivi**

1. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 34 de la Loi, pour déterminer si la valeur transactionnelle des marchandises déclarée par l'importateur est réaliste ou non, la valeur peut être déterminée en appliquant toutes les méthodes prévues à l'article 13 de la Loi ou certaines d'entre elles.

2. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 34 de la Loi, afin de déterminer si la quantité de marchandises déclarée par l'importateur est correcte, il peut être procédé à une vérification physique des stocks.

3. Afin de déterminer la réalité de la valeur déclarée au bureau des douanes au moment de l'importation, le livre des ventes où sont consignées les transactions peut être comparé avec les ventes des produits au détail.

4. Pour procéder à un audit de suivi, le fonctionnaire des douanes ou le Directeur général doit, dans la mesure du possible, informer à l'avance l'importateur concerné de la date et de l'heure de l'intervention.

#### **28 Faculté de récupérer des documents**

1. L'auditeur qui effectue l'audit de suivi, le Directeur général ou le fonctionnaire des douanes peuvent demander les documents nécessaires pour vérifier les banques, les établissements financiers, les personnes ou les institutions qui ont un lien avec les opérations des importateurs ou avec les paiements, les comptes de profits et pertes, les déclarations fiscales, les factures et les autres documents afférents aux marchandises, etc.

2. Il est du devoir des banques, des établissements financiers ou des autres organismes concernés de mettre à disposition les documents visés au paragraphe 1.

3. La Direction générale peut établir et mettre en œuvre une procédure pour gérer et simplifier l'audit de suivi. Cette procédure ne doit pas contrevenir aux dispositions de la Loi douanière et du Règlement douanier.

## **Chapitre 6**

### **Achat de marchandises sous évaluées**

#### **29 Dispositions relatives à l'achat de marchandises importées sous-évaluées**

1. Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi, si le prix déclaré des marchandises importées est inférieur au prix déterminé par le fonctionnaire des douanes, celui-ci peut les acheter avec l'approbation préalable du Directeur général, en versant un montant total

supérieur de 5% au prix déclaré par l'importateur. Les autorités népalaises peuvent maintenir un fonds à cet effet. Le montant alloué au fonds n'est pas gelé.

2. Le montant du fonds établi en vertu du paragraphe 2 est déterminé par le Ministère des finances.

3. Un comité est constitué pour gérer et exploiter le fonds visé au paragraphe 1, et il comprend les membres suivants:

- a) le Directeur général, président;
- b) le Directeur chargé de l'évaluation, membre; et
- c) le Chef comptable de la Direction générale, membre secrétaire.

4. Le Comité formé en vertu du paragraphe 3 fixe sa méthode de travail.

### **30 Les marchandises achetées peuvent être vendues aux enchères ou utilisées par l'État**

1. Les marchandises achetées à l'aide du fonds créé en application de l'article 29 peuvent être mises aux enchères conformément à la procédure prévue au chapitre 7 ou utilisées à des fins publiques.

2. Les autorités doivent reconstituer immédiatement le fonds utilisé pour l'achat de biens au cas où les biens sont utilisés à des fins publiques.

### **31 Informations à donner à l'importateur**

Lorsque les marchandises sont achetées à l'aide du fonds créé en application de l'article 29, le fonctionnaire des douanes informe par écrit, selon le modèle de l'annexe 4, l'importateur ou son commissionnaire en douane.

## **Chapitre 7 Saisie des marchandises et procédure de mise aux enchères**

### **32 Les marchandises en dépôt dans un entrepôt douanier doivent être dédouanées**

1. Le propriétaire doit procéder au dédouanement des marchandises dans les 90 jours suivant leur date d'arrivée dans l'entrepôt douanier. Toutefois, le responsable du bureau des douanes peut faire savoir au propriétaire des marchandises qu'il doit procéder au dédouanement des marchandises dans un délai raisonnable avant l'expiration de la période lorsque les marchandises sont nocives ou périssables, qu'elles ne sont pas adaptées à la conservation dans un entrepôt douanier, ou qu'il n'y a plus de place dans l'entrepôt. Si le propriétaire des marchandises ne les dédouane pas dans le délai prescrit, le responsable du bureau des douanes peut prendre des mesures conformément à l'article 47 de la Loi.

2. Si le responsable de l'entrepôt est une autre personne que le fonctionnaire des douanes, il doit sans délai indiquer au bureau des douanes la liste des marchandises non dédouanées par leurs propriétaires conformément du paragraphe 1.

3. Après avoir reçu la liste visée au paragraphe 2, le responsable du bureau des douanes doit agir immédiatement conformément à l'article 47 de la Loi.

### **33 Aucune vente aux enchères n'a lieu sans être annoncée par écrit**

À défaut d'une notification écrite du fonctionnaire des douanes, ni les marchandises saisies en vertu de la Loi ni celles qui doivent être vendues aux enchères conformément au paragraphe 2 de l'article 74 de la Loi ne peuvent être mises aux enchères.

### **34 Une valeur minimale doit être fixée**

1. En cas de vente aux enchères des marchandises, le fonctionnaire des douanes doit fixer leur valeur minimale de mise aux enchères.

2. Pour fixer la valeur minimale visée au paragraphe 1, dans le cas de véhicules, d'équipements lourds et de marchandises achetées en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi, c'est la valeur minimale déterminée par le Comité créé en vertu de l'article 54 qui est retenue. Pour les marchandises autres que celles mentionnées ci-dessus, la valeur déclarée au moment du dépôt au bureau des douanes est la valeur minimale prévue par le présent article.

### **35 Procédure de mise aux enchères**

1. Le bureau des douanes doit faire un appel d'offres pour la vente aux enchères de véhicules ou d'équipements lourds ayant une valeur minimale de 1 000,00 roupies (1 lakh), en publiant avec un préavis de 21 jours dans un journal national quotidien une notice publique contenant les indications suivantes:

- a) caractéristiques du véhicule ou du véhicule de transport, numéro de moteur, numéro de châssis ou année de production;
- b) dans le cas de véhicules de plus de 20 ans, si l'indication du numéro du moteur, du numéro du châssis ou de l'année de production ne peut être fournie, ce véhicule ne peut être enregistré à nouveau en tant que véhicule;
- c) valeur minimale;
- d) procédure d'envoi des offres; frais pour le document d'appel d'offres; heure, date et lieu de l'ouverture des offres; comptes bancaires pour le dépôt de 10% du prix offert par le soumissionnaire et copie certifiée du bon de dépôt;
- e) toute taxe ou redevance à percevoir sur le montant des enchères;
- f) délai pour l'enlèvement des marchandises mises aux enchères;
- g) lieu et heure auxquels les marchandises peuvent être vues et inspectées; et
- h) toute autre information.

2. À l'exception des marchandises visées au paragraphe 1, les autres marchandises sont mises aux enchères moyennant un préavis de 15 jours et les mentions suivantes doivent figurer sur l'avis apposé sur le tableau d'affichage du bureau des douanes où doit avoir lieu soit une enchère sous plis scellés, soit une enchère ouverte. Les avis sont diffusés dans le bureau d'administration du district, le bureau de l'administration de l'impôt du district, le Comité de développement du district, le bureau du Trésor du district et le bureau de district de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaises.

- a) indications visées aux alinéas a), b), c), e), f), g), h) et i) du paragraphe 1;
- b) description des marchandises;
- c) en cas d'enchère sous plis scellés, procédure d'envoi de l'offre, frais afférents aux plis scellés; jour, heure et lieu d'ouverture des offres;
- d) en cas d'enchère ouverte, jour, heure et lieu d'ouverture et de clôture des offres;
- e) valeur minimale des marchandises à laquelle les offres doivent commencer; et
- f) avant le début d'une enchère ouverte, dépôt en espèces de 10% de la valeur minimale des marchandises, montant qui augmente proportionnellement à l'augmentation du montant de l'offre.

3. Le bureau des douanes concerné prend des dispositions pour la réception des plis scellés en cas de vente aux enchères sous plis scellés ou accepte les dépôts en espèces en cas d'enchères ouvertes conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2.

4. Une fois qu'un avis d'appel d'offres a été publié conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, le soumissionnaire qui présente une offre soit dans le cadre d'un appel d'offres sous plis scellés soit dans le cadre d'un appel d'offres ouvert doit déposer dans la banque désignée par le bureau des douanes 10% de la valeur acceptée de mise aux enchères, qui doit être supérieure à la valeur minimale, et joindre une copie certifiée de ce dépôt.

5. Si un véhicule qui a servi pour la contrebande de marchandises est garé au bureau des douanes et si celui-ci considère qu'il y a un problème de stationnement ou que le véhicule ne peut pas être protégé, le fonctionnaire des douanes fait en sorte que le Comité visé à l'article 54 recommande une valeur minimale pour ce véhicule et il procède à sa vente aux enchères selon la procédure prévue au présent chapitre.

### **36 Acceptation de l'offre ou nouvelle mise aux enchères**

1. Les offres reçues conformément à l'article 35 sont ouvertes au moment et au lieu mentionnés dans l'avis public et le fonctionnaire des douanes établit un tableau comparatif des montants des offres, mettant en évidence l'offre la plus élevée en cas d'appel d'offres public.

2. Compte tenu du tableau comparatif ou de l'offre la plus élevée présentée conformément au paragraphe 1, le soumissionnaire proposant le prix minimum ou plus que le prix minimum est accepté. Si plusieurs soumissionnaires ont fait des offres supérieures au prix minimum, l'offre de prix la plus élevée est acceptée.

3. Conformément au paragraphe 2, après l'acceptation du montant de l'offre, le soumissionnaire dispose d'un délai de sept jours pour régler le solde et enlever les marchandises.

4. Si le soumissionnaire n'a pas déposé le solde et n'a pas enlevé les marchandises à l'issue du délai visé au paragraphe 3, le montant du dépôt est saisi et l'enchère peut être attribuée au deuxième, troisième ou quatrième soumissionnaire ayant fait des offres inférieures. En cas d'approbation d'un soumissionnaire moins disant, si la vente aux enchères n'est pas réalisée, le dépôt est saisi et la marchandise remise en vente.

5. En cas de nouvel appel d'offre conformément au paragraphe 4, un préavis de sept jours est donné pour la deuxième vente aux enchères par appel d'offres scellées ou par appel d'offres public.

6. Au cas où les marchandises ne peuvent pas non plus être vendues à la valeur minimale lors de la deuxième adjudication, conformément à l'article 54, le Comité réévalue le prix minimal et fixe un prix minimal révisé et un avis de nouvelle mise aux enchères est republié conformément à l'article 35. Au cas où les marchandises ne peuvent pas être vendues dans le cadre d'un appel d'offres au prix minimum révisé, le fonctionnaire des douanes vend les marchandises directement au prix minimum fixé en présence d'un représentant du bureau d'administration du district et du bureau du Trésor du district concernés.

7. Au cas où les marchandises ne peuvent pas être vendues conformément au paragraphe 6, le fonctionnaire des douanes, avec l'approbation du Directeur général, les élimine du registre des douanes et procède à leur destruction de la manière indiquée à l'article 25.

8. En cas de vente aux enchères de véhicules qui ont plus de 20 ans ou dont le numéro de moteur ou de châssis ou la date de production ne sont pas indiqués, les véhicules, les moteurs ou les châssis doivent être détruits aux frais des soumissionnaires retenus et les conditions de l'adjudication sont consignées dans le formulaire de déclaration douanière.

9. Nonobstant les autres dispositions du Règlement, le bureau des douanes vend à la Banque centrale du Népal au prix actuel du marché l'or, l'argent, les diamants et les autres pierres précieuses et les bijoux ou les autres articles dérivés qui ont été saisis ou qui sont la propriété de l'État en raison de leur non dédouanement, pour autant que la Banque centrale du Népal soit disposée à les acheter. Si la Banque centrale refuse l'achat ou si elle n'achète pas la totalité des articles, ceux-ci sont vendus, avec l'approbation de la Direction générale, aux enchères publiques si leur valeur minimale est inférieure à 1 lakh ou au moyen d'un autre système si leur valeur minimale est supérieure à 1 lakh.

10. Nonobstant les autres dispositions du Règlement, les marchandises vendues à l'essai ne peuvent être vendues qu'aux titulaires des licences nécessaires.

11. Nonobstant les dispositions du Règlement, au cas où la Société nationale de commercialisation, la Société de commercialisation du sel, Sajha Bhandar Limited, Tara Gaon

Bikash Samiti ou des coopératives sont prêtes à acheter des marchandises devant être vendues aux enchères, le fonctionnaire des douanes leur vend les marchandises en négociant directement le prix, qui doit être égal ou supérieur au prix minimum fixé.

12. Nonobstant les dispositions du présent chapitre, les articles altérés ou abîmés qui perdent de leur valeur, les articles de consommation dont la date de péremption est inférieure à trois mois, les articles ne pouvant pas être conservés au bureau des douanes par manque de place ou les animaux ou des oiseaux, qui se trouvent dans les marchandises confisquées ou saisies par le bureau de douanes conformément à la Loi ou achetées en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi, sont vendus aux enchères le jour où ils arrivent au bureau des douanes ou le lendemain, après la publication d'un avis dans le tableau d'affichage. L'offre la plus élevée reçue dans un appel d'offres ouvert peut être approuvée par le fonctionnaire des douanes conformément au présent Règlement.

13. Au cas où le poste de fonctionnaire des douanes n'est pas pourvu et où la vente aux enchères ne peut de ce fait avoir lieu, le Directeur général prend les dispositions appropriées.

Clarification: Aux fins du présent chapitre, on entend par "fonctionnaire des douanes" le responsable du bureau des douanes dont la nomination a été publiée au Journal officiel du Népal ou, en son absence, le responsable par intérim du bureau des douanes.

## **Chapitre 8**

### **Dispositions relatives aux commissionnaires en douane**

#### **37 Agrément de commissionnaire en douane**

1. Aux fins de la nomination de commissionnaires en douane, la Direction générale publie périodiquement des avis invitant les personnes intéressées souhaitant obtenir un agrément de commissionnaire en douanes à se manifester.

2. Après publication de l'avis visé au paragraphe 1, les personnes intéressées par la délivrance d'un agrément et répondant aux conditions indiquées ci-dessous peuvent, moyennant le paiement des droits prévus, présenter leur candidature auprès de la Direction générale ou des bureaux des douanes, comme indiqué à l'annexe 5.

- a) être âgé de plus de 20 ans;
- b) être titulaire au moins d'un diplôme de fins d'études du secondaire, ou d'un certificat de niveau équivalent; et
- c) ne rien devoir à l'État.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, toute personne ayant travaillé comme représentant d'un commissionnaire en douane pendant plus de deux ans au 14 Baishakh 2065 du calendrier Bikram Sambat et dont l'expérience est certifiée par le responsable du bureau des douanes peut déposer sa candidature même si elle ne remplit pas toutes les conditions prévues à l'alinéa b) du paragraphe 2.

4. La Direction générale sélectionne parmi les candidats ceux qui sont les plus aptes à se voir délivrer un agrément de commissionnaire en douanes, aux moyens d'entretiens ou d'examens écrits.

5. Tout candidat retenu conformément au paragraphe 4 doit verser 3 000 roupies au titre des droits de commissionnaire en douane et déposer 300 000 roupies en liquide ou sous la forme d'une garantie bancaire. C'est la Direction générale ou le bureau des douanes auprès duquel la candidature a été déposée qui délivre l'agrément suivant le modèle de l'annexe 6.

6. Un agrément délivré conformément au paragraphe 5 demeure valide pendant un exercice budgétaire. Pour le renouveler, son titulaire doit présenter une demande à l'autorité responsable et acquitter 3 000 roupies de droit de renouvellement avant le début du nouvel exercice, en fournissant les documents suivants:

- a) certificat de paiement de l'impôt sur le revenu; et



b) en cas de garantie bancaire, son échéance doit permettre de couvrir la période pour laquelle l'agrément de commissionnaire en douane est renouvelé. Si le commissionnaire en douane désire renouveler son agrément pour trois exercices, il peut néanmoins le faire en acquittant le total des droits pour les trois exercices.

7. Si le commissionnaire en douane n'a pas renouvelé son agrément conformément au paragraphe 6, il peut le faire dans un délai d'un an à compter de la date d'expiration de l'agrément précédent en acquittant 3 000 roupies de plus pour le retard. Si un agrément n'est pas renouvelé dans ce délai, il est automatiquement annulé.

8. Nonobstant les dispositions du paragraphe 7, le commissionnaire en douane n'est pas autorisé à exercer cette fonction tant que son agrément n'est pas renouvelé.

9. Le titulaire de l'agrément doit normalement se présenter en personne au bureau des douanes. En cas d'absence, il désigne pour le remplacer un représentant remplissant les conditions requises au paragraphe 2) et demande l'approbation du responsable du bureau des douanes.

10. Le responsable du bureau des douanes peut autoriser la désignation du représentant après avoir consulté le commissionnaire en douane et son représentant, une fois qu'une demande a été reçue conformément au paragraphe 9. Après avoir obtenu l'autorisation du bureau des douanes, le commissionnaire en douanes désigne le représentant qui interviendra en son nom au bureau des douanes concerné, le document désignant le représentant devant être certifié par le responsable du bureau des douanes.

11. Lorsqu'un commissionnaire en douane désigne un représentant, il n'a pas à effectuer un dépôt supplémentaire ni à constituer une autre garantie bancaire conformément au paragraphe 5. Il peut désigner plusieurs représentants pour des bureaux des douanes différents, mais il ne peut désigner qu'un représentant par bureau des douanes conformément aux dispositions du paragraphe 10 et aux règles d'admissibilité prévues au paragraphe 2. Si le commissionnaire en douane souhaite désigner d'autres représentants, il doit effectuer un dépôt supplémentaire ou constituer une autre garantie bancaire conformément au paragraphe 5, avant que le responsable du bureau des douanes n'approuve ces désignations. Toutefois, le commissionnaire en douane ne peut nommer un autre représentant à un bureau des douanes où un représentant a déjà été désigné conformément au paragraphe 10.

12. La personne désignée par le commissionnaire en douane comme représentant conformément au présent Règlement ne peut travailler qu'au bureau de douane visé.

13. Le commissionnaire en douane est entièrement responsable des activités douanières menées par le représentant qu'il a désigné conformément aux paragraphes 10 ou 11.

14. La Direction générale peut appliquer les dispositions du Manuel relatives aux grades, au code de conduite, aux procédures d'examen, au programme d'études et aux autres questions touchant le commissionnaire en douane qui ne sont pas contraires aux dispositions de la Loi douanière ou du Règlement douanier.

15. Un agrément de commissionnaire en douane délivrée avant le 14 Baishakh 2064 est considéré comme étant délivré en vertu du présent article.

16. Nonobstant les dispositions du présent article, toute personne ayant travaillé comme représentant d'un commissionnaire en douane pendant plus de deux ans au 14 Baishakh 2064 et étant certifiée par le responsable du bureau des douanes sur la base de son dossier, peut être nommé représentant même si elle ne répond pas à toutes les conditions visées à l'alinéa b) du paragraphe 2.

### **38 Nomination des commissionnaires en douane**

1. Tout exportateur ou importateur, présent dans le bureau de douane, peut dédouaner les marchandises ou d'autres biens et effectuer les formalités douanières.

2. Au cas où l'exportateur ou l'importateur est un organisme public ou une entreprise ou un établissement détenu en totalité ou en partie par l'État, le conseil d'administration ou le directeur général ou le responsable administratif de cette entité peut décider de désigner un de ses employés pour être présent au bureau des douanes et dédouaner les marchandises ou remplir d'autres formalités douanières.

3. Au cas où l'exportateur ou l'importateur est une entreprise légalement enregistrée, une société, ou une organisation, le directeur ou l'associé ou le directeur général ou le responsable administratif d'une telle entreprise, société ou organisation peut décider de désigner un cadre de direction de l'entreprise ou de l'organisation pour être présent au bureau des douanes et dédouaner les marchandises ou remplir d'autres formalités douanières.

4. Au cas où l'exportateur ou l'importateur souhaite dédouaner les marchandises ou remplir une autre formalité douanière par l'entremise d'un commissionnaire en douane, il peut désigner un tel commissionnaire en douane conformément au modèle figurant à l'annexe 7.

5. Au cas où un commissionnaire en douane est désigné conformément au paragraphe 4, l'exportateur ou l'importateur doit mettre à la disposition du responsable du bureau de douane au travers duquel l'importation ou l'exportation a lieu les documents suivants:

- a) lettre de nomination;
- b) agrément renouvelé du commissionnaire en douane;
- c) preuve que la signature de la personne nommant le commissionnaire en douane est celle de l'exportateur ou de l'importateur légalement enregistré; et
- d) dans le cas d'une entreprise, d'une société ou d'une organisation, copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation et du numéro de compte permanent. Afin de vérifier l'authenticité des documents, le chef du bureau des douanes peut demander la présentation de l'original des documents.

Cependant,

- a) si l'importateur ou l'exportateur désigne le même commissionnaire en douane dans le même bureau des douanes, les documents de caractère permanent figurant parmi les documents visés dans le présent article n'ont pas à être présentés; et
- b) si l'importateur ou l'exportateur est une personne physique, il doit présenter une copie certifiée conforme de l'exemplaire de l'agrément renouvelé, un certificat de nationalité, le numéro de compte permanent le cas échéant et la lettre de nomination du commissionnaire en douane.

6. Le commissionnaire en douane doit présenter la lettre de nomination visée au paragraphe 5 et les documents joints au responsable du bureau des douanes au travers duquel l'importation ou l'exportation des marchandises a lieu.

7. Si, après examen de la lettre de nomination du commissionnaire en douane visée au paragraphe 6 et des documents joints, le commissionnaire en douane est jugé apte à travailler en relation avec les douanes, le responsable du bureau des douanes lui permet d'effectuer les opérations douanières sous sa propre signature, en conservant la lettre de nomination certifiée dans ses dossiers.

8. Si, après examen de la lettre de nomination du commissionnaire en douane visée au paragraphe 6 et des documents joints, le commissionnaire en douane n'est pas jugé apte à travailler en relation avec les douanes, le responsable du bureau des douanes annule la nomination et informe par écrit l'importateur ou l'exportateur par l'intermédiaire du commissionnaire en douane.

9. Les commissionnaires en douane nommés avant l'application du Règlement se conforment aux dispositions des paragraphes 5, 6 et 7 dans les 30 jours à compter de la date d'application du Règlement. Si le commissionnaire en douane ne se conforme pas au Règlement, il n'est pas autorisé à remplir ses fonctions.

**39 Formation des commissionnaires en douane**

La Direction générale, directement ou par l'intermédiaire d'autres institutions, organise périodiquement un programme de formation pour les titulaires d'un agrément de commissionnaire, avant leur entrée en fonction ou après.

**40 L'agrément de commissionnaire en douane peut être révoqué dans les circonstances suivantes:**

- a) fourniture de fausses informations ou de faux documents pour obtenir l'agrément; et
- b) condamnation pénale.

**Chapitre 9**  
**Dispositions relatives à l'examen des évaluations**

**41 Demande d'examen d'une évaluation**

Toute personne peut présenter une demande au Comité d'examen des évaluations selon le modèle prescrit à l'annexe 7 à l'encontre d'une décision ou d'une instruction du fonctionnaire des douanes conformément à l'article 13 de la Loi. Une copie de la demande est également transmise au bureau des douanes concerné dans les sept jours suivant la date de la demande.

**42 Fonctions, responsabilités et autorité du président et des membres du Comité d'examen des évaluations**

1. Fonctions, responsabilités et autorité du Comité d'examen des évaluations:
  - a) examen des preuves présentées par le requérant;
  - b) approbation de la décision du fonctionnaire des douanes ou annulation de cette décision et adoption d'une nouvelle décision à sa place;
  - c) demande de documents ou de preuves supplémentaires au requérant; et
  - d) collecte des informations nécessaires à l'évaluation des marchandises.
2. La décision du Comité d'examen des évaluations est communiquée au requérant, à la Direction générale et aux bureaux des douanes concernés dans les sept jours à compter de la date de la décision.
3. Un rapport d'avancement des travaux du Comité d'examen des évaluations est présenté tous les mois au Ministère des Finances.

**43 Méthode de travail du Comité d'examen des évaluations**

1. L'ensemble des trois membres du Comité exercent leur autorité de façon collective et la décision de la majorité d'entre eux est considérée comme étant la décision du Comité.
2. La présence du Président et des deux membres du Comité est nécessaire lorsqu'est prise la décision finale sur la demande d'examen de l'évaluation.

**44 Délai pour la décision finale**

Le Comité d'examen des évaluations prend sa décision dans les 90 jours à partir de la date d'enregistrement de la demande.

**45 Rémunération du président et des membres du Comité d'examen des évaluations**

1. Le président reçoit une indemnité de 8 000 roupies par mois et chacun des membres une indemnité de 6 000 roupies par mois.

2. Si un membre n'est pas un agent de l'État, il reçoit une rémunération égale à la rémunération de base d'un fonctionnaire de deuxième classe, telle que publiée au Journal officiel, en plus de l'indemnité visée ci-dessus.

#### **46 Le Ministère des finances prend les dispositions nécessaires**

Le Ministère des finances prend les dispositions nécessaires pour mettre à la disposition du Comité d'examen des évaluations les bureaux et le personnel dont il a besoin.

### **Chapitre 10 Dispositions relatives aux informateurs et aux récompenses**

#### **47 Dispositions relatives aux récompenses**

1. Toute personne qui arrête une ou des personnes passant en contrebande des marchandises ou cherchant à le faire ou qui fournit des informations s'y rapportant reçoit à titre de récompense une commission au tarif indiqué ci-dessous s'il est prouvé que les marchandises ont été passées en contrebande ou que l'on a cherché à les faire passer en contrebande. La commission est versée sur le produit de la vente aux enchères des marchandises une fois l'affaire close:

- a) les personnes fournissant des informations sur des tentatives de passage en contrebande de marchandises reçoivent 10% du produit de la vente aux enchères;
- b) les personnes saisissant les marchandises de contrebande et les remettant avec les contrebandiers reçoivent 30% du produit de la vente aux enchères. Toutefois, s'il s'agit d'or, d'argent et de bijoux, ils ne reçoivent que 20% du produit de la vente aux enchères;
- c) les personnes ne faisant que saisir et remettre les marchandises de contrebande reçoivent 20% du produit de la vente aux enchères.

2. Si, aux fins de l'application du présent article, la commission doit être versée à un fonctionnaire public, il faut joindre au dossier un reçu du paiement et une copie de la carte d'identité de l'intéressé. Si l'informateur n'est pas un fonctionnaire public mais une personne privée, il faut joindre au dossier le reçu du paiement et une copie de sa carte d'identité.

3. Si plus d'une personne doivent être récompensées en vertu du paragraphe 1, le montant de la commission est réparti à parts égales.

4. Nonobstant toute disposition du Règlement, la commission n'est pas versée si l'informateur ne respecte pas le Règlement.

Précision: Aux fins du présent article, on entend par "produit de la vente aux enchères" la valeur de mise aux enchères ou la valeur de vente, laquelle ne comprend pas les taxes légalement dues.

#### **48 Rapport ou informations reçus d'informateurs**

1. Le rapport ou les informations provenant de l'informateur sur l'exportation en contrebande ou l'importation en contrebande doit (doivent) être reçu(es) avant que les marchandises ne soient saisies. Aucune information n'est acceptée après la saisie des marchandises.

2. Le rapport ou les informations provenant de l'informateur doivent être fournis au responsable du bureau des douanes ou au Directeur général.

3. S'agissant du paragraphe 2, lorsque le Directeur général reçoit le rapport ou les informations de l'informateur, il doit en faire un rapport manuscrit et en informer verbalement ou par écrit le responsable du bureau des douanes. Ce dernier, après avoir reçu le rapport ou les informations directement de l'informateur ou par l'entremise du Directeur général, l'(les) enregistre de façon confidentielle en notant de sa propre main la date et l'heure. Si le rapport ou les informations provenant de l'informateur est (sont) reçu(es) d'une personne autre que le Directeur général, le dossier est établi conformément au présent article et le Directeur général est immédiatement informé.

4. Le Directeur général après avoir reçu les informations visées au paragraphe 3 établit un rapport confidentiel en notant la date et l'heure.

5. Avant la saisie des marchandises, au cas où plusieurs rapports ou informations sont reçus(es), le premier rapport ou les premières informations sont pris(es) en compte et les autres sont enregistré(es) et archivé(es).

6. L'informateur peut présenter un rapport ou des informations sous un nom fictif au lieu de son nom réel. En cas d'informations sous un nom fictif, l'informateur doit immédiatement indiquer au responsable du bureau des douanes son vrai nom et lui fournir une copie de sa carte d'identité ou de son passeport. Le responsable du bureau des douanes met ce document dans une enveloppe scellée à l'extérieur de laquelle figure uniquement le numéro attribué à l'informateur dans le registre et la date.

#### **49 Détail des informations**

1. Les informations suivantes figurent dans le rapport en cas d'exportation ou d'importation en contrebande par voie aérienne:

- a) numéro et horaire du vol;
- b) dans la mesure du possible, nom du contrebandier lors de l'exportation ou de l'importation, ou au moins ses caractéristiques physiques et le mode de contrebande;
- c) lieu où les marchandises sont cachées, si elles sont cachées dans l'avion; et
- d) en cas de marchandises cachées dans la cargaison, numéro de la lettre de transport aérien de cette cargaison, description des marchandises, nom du destinataire, mode de dissimulation et emplacement de la cachette.

2. Les informations suivantes figurent dans le rapport en cas d'exportation ou d'importation en contrebande par voie terrestre:

- a) s'il s'agit d'un transport par véhicule, type et numéro d'immatriculation du véhicule, le cas échéant;
- b) nom des marchandises faisant l'objet de la contrebande;
- c) lieu, date et heure de la contrebande; et
- d) si les marchandises en contrebande sont cachées dans d'autres marchandises, nom de ces marchandises et mode de dissimulation.

3. Si, par manque de temps ou pour toute autre raison, l'informateur ne peut être présent en personne pour soumettre son rapport ou ses informations au Directeur général ou au responsable du bureau des douanes, il peut les communiquer par téléphone, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication. Immédiatement après la réception de ces informations, le responsable du bureau des douanes les inscrit dans le dossier de l'informateur et prend des mesures pour saisir les marchandises. Ultérieurement, la preuve de l'identité réelle de l'informateur doit lui être demandée et, comme prévu au paragraphe 6, le document correspondant doit être mis dans une enveloppe scellée portant seulement le numéro du dossier d'inscription et la date. Lorsque le Directeur général reçoit les informations communiquées par l'informateur, il doit en conserver une trace et les envoyer au responsable du bureau des douanes pour qu'il prenne immédiatement des mesures.

Clarification: Aux fins du présent chapitre, on entend par "responsable du bureau des douanes", outre le responsable lui-même, les agents qui, en son absence, remplissent ses fonctions au sein du bureau des douanes.

### **Chapitre 11 Dispositions relatives aux charges de surestaries**

#### **50 Dispositions relatives aux charges de surestaries**

1. Aucune charge de surestarie n'est facturée pendant les sept jours qui suivent la date à laquelle les marchandises sont entreposées dans l'entrepôt exploité par le bureau des douanes.

2. Au cas où les marchandises ne sont pas dédouanées dans le délai prescrit au paragraphe 1, les charges de surestaries sont facturées à partir du huitième jour au taux mentionné à l'annexe 9. Elles ne sont pas supérieures à la valeur en douane des marchandises.

## **51 Annulation des charges de surestaries**

1. Si le propriétaire des marchandises a un motif raisonnable de demander l'annulation des charges de surestaries, il peut transmettre sa demande au responsable du bureau des douanes en joignant les preuves et les documents appuyant sa réclamation

2. Le responsable du bureau des douanes décide par écrit, dans les limites prévues aux paragraphes 3 et 6, d'accorder une annulation partielle ou intégrale des charges de surestaries concernant des marchandises à exporter ou à importer, s'il est convaincu qu'il existe des raisons précises justifiant cette annulation.

3. Les agents ci-après peuvent accorder des réductions des charges de surestaries dans les limites indiquées:

- a) jusqu'à 25 000 roupies si le responsable du bureau des douanes est un fonctionnaire dont la nomination n'a pas été publiée au Journal officiel;
- b) jusqu'à 100 000 roupies si le responsable du bureau des douanes est un fonctionnaire de troisième classe dont la nomination a été publiée au Journal officiel; et
- c) jusqu'à 300 000 roupies si le responsable du bureau des douanes est un fonctionnaire de première ou de deuxième classe.

4. Si le responsable du bureau des douanes estime qu'une annulation d'un montant supérieur doit être accordée, il écrit au Directeur général en y joignant sa recommandation et les documents pertinents visés au paragraphe 1.

5. Si, après examen de la recommandation visée au paragraphe 4, le Directeur général estime qu'une annulation partielle ou totale doit être accordée, il l'approuve et donne des instructions en ce sens au responsable du bureau des douanes.

6. Suite à l'approbation du Directeur général visée au paragraphe 4), le responsable du bureau des douanes doit ordonner l'annulation pour le montant prévu.

## **Chapitre 12 Dispositions relatives aux avis et aux délais**

### **52 Procédure relative aux délais**

1. Procédure relative aux délais: Conformément au paragraphe 1 de l'article 81 de la Loi, le fonctionnaire des douanes autorisé donne à une personne mise en cause un délai initial de 15 jours en plus du temps nécessaire pour le voyage selon le modèle prévu à l'annexe 10.

2. L'avis à signifier à la personne mise en cause conformément au paragraphe 1 ci-dessus est remis directement à l'intéressé ou à un membre de sa famille majeur. Si la personne mise en cause ou les membres de sa famille ne sont pas disponibles ou s'ils refusent d'accepter l'avis, celui-ci est affiché sur la porte du domicile de l'intéressé ou de la maison qu'il loue et est signé par deux témoins.

3. Si l'agent chargé de remettre l'avis ne trouve pas la personne mise en cause ou les membres de sa famille à leur domicile, il prend note des circonstances et affiche l'avis soit dans le bureau du Comité de développement du village, soit dans le bâtiment de la municipalité où se trouve le domicile ou la maison en location, soit faute d'un tel bureau ou d'un tel bâtiment sur la place publique en présence d'un membre ou d'un représentant de l'entité locale ou de deux témoins. Il est alors considéré que l'avis a été légalement signifié.

4. Au cas où un avis doit être signifié à une entreprise, une société ou une organisation, il est remis à un membre du conseil d'administration, à un gérant ou au chef de cet établissement ou à la personne de cet établissement habilitée à cet effet. Dans le cas où cette personne n'est pas

disponible ou qu'elle refuse d'accepter l'avis, l'agent prend note des circonstances et place l'avis sur la porte des bureaux après l'avoir fait signer par deux témoins. Il est alors considéré que l'avis a été légalement signifié.

5. Nonobstant les dispositions du Règlement, un avis remis à toute personne par courrier recommandé à l'adresse indiquée, ou par télécopie au numéro indiqué pour cette personne ou par message électronique à l'adresse électronique indiquée pour cette personne, est considéré comme légalement signifié.

6. L'agent chargé de remettre un avis conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 le signifie dans les trois jours en plus du temps de déplacement.

7. S'il est établi que l'avis n'a pu être signifié conformément aux paragraphes 2, 3, 4 ou 5, il peut être diffusé à la radio et à la télévision, par publication sur le site internet de la Direction générale ou du bureau des douanes et par publication ou diffusion dans les médias électroniques ou dans le journal national. Lorsqu'un avis est signifié par le biais des médias ou de la radio/télévision, il est considéré comme légalement signifié cinq jours après cette diffusion ou publication.

8. Les dépenses engagées pour signifier un avis conformément au paragraphe 7 sont facturées à l'accusé par le bureau des douanes.

### **53 Procédure pour délivrer un avis**

En cas de délivrance d'un avis à une personne liée au service des douanes ou à une personne concernée par les douanes conformément à l'article 82 de la Loi, il faut prévoir un délai de sept jours en plus du temps de déplacement et l'avis doit être délivré conformément à la procédure prévue aux paragraphes 2, 3 ou 4, 5, 6 ou 7). Toutefois, la publication de l'avis comme prévu au paragraphe 8 de l'article 52 n'est pas applicable en l'espèce.

#### **53 a) Avis de réclamation légitime**

1. Avant de saisir des marchandises déposées au bureau des douanes conformément à l'article 46 de la Loi et qui n'ont pas été réclamées par leur propriétaire, il convient de publier un avis sur le tableau d'affichage du bureau des douanes pour inciter leur propriétaire légitime à se faire connaître. Le requérant doit se présenter en fournissant la preuve de sa réclamation dans les sept jours à compter de la date de l'avis, plus le temps de déplacement.

2. L'avis visé au paragraphe 1 doit être envoyé au bureau de l'administration du district, au bureau de l'impôt, au bureau de développement du district, au bureau du Trésor du district et à la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaises.

## **Chapitre 13 Divers**

### **54 Comité d'évaluation**

1. Un comité d'évaluation est constitué comme suit pour déterminer la valeur des véhicules et des moyens de transport déposés au bureau des douanes, des marchandises à mettre aux enchères conformément au présent Règlement et des marchandises couvertes par le paragraphe 3 de l'article 71 de la Loi:

- a) le responsable du bureau des douanes ou en son absence celui qui agit comme coordonnateur en chef;
- b) le représentant du membre du bureau d'administration du district concerné;
- c) le représentant du membre de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie concerné;
- d) le représentant du membre du bureau du Trésor concerné; et
- e) un technicien automobile pour l'évaluation des véhicules ou moyens de transport, qui siège également en tant que membre.

2. Le Comité constitué en vertu du paragraphe 1 tient compte de l'état matériel, de la demande locale, de l'utilité, de la période d'utilisation, de la dépréciation et du prix du marché pour déterminer la valeur des marchandises. Pour la fixation de la valeur des marchandises achetées en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi, il est tenu compte du prix d'achat des marchandises, des droits de douane perçus à l'importation de ces marchandises et de leur prix sur le marché.

3. Le Comité d'évaluation constitué en vertu du paragraphe 1 peut inviter d'autres personnes à le rejoindre quand il le juge approprié.

4. Le quorum du Comité constitué en vertu du paragraphe 1 est atteint si le coordonnateur et deux autres membres sont présents. La décision de la majorité est considérée comme la décision du Comité.

5. La rémunération des membres du Comité est déterminée par le Ministre des finances.

## **55 Remboursement du dépôt**

1. Toute personne ayant déposé des fonds dans un bureau des douanes conformément à la présente Loi ou au présent Règlement en demande le remboursement au fonctionnaire des douanes dans l'année suivant le moment où son objectif a été atteint. La demande précise les motifs et le montant du remboursement et le reçu du dépôt y est joint en même temps que les documents nécessaires au remboursement.

2. Après réception de la demande conformément au paragraphe 1, le fonctionnaire des douanes décide si le dépôt doit être remboursé et effectue s'il y a lieu le remboursement dans les trois jours suivant la date de la décision. Si le dépôt ne doit pas être remboursé, les raisons du refus sont notifiées au demandeur.

3. Au cas où la demande n'est pas reçue dans le délai prévu au paragraphe 1, le fonctionnaire des douanes établit une liste des marchandises et décide du remboursement ou non du dépôt si la demande arrive hors délai. S'il n'est pas remboursé, le dépôt est transféré sur le compte du Trésor.

## **56 Indemnisation des marchandises**

1. Le propriétaire de marchandises qui demande une indemnisation en vertu de l'article 69 de la Loi fait parvenir sa demande au bureau des douanes ou à l'exploitant de l'entrepôt douanier en en indiquant clairement les motifs et en joignant les documents justificatifs.

2. La demande reçue en application du paragraphe 1 est examinée et s'il est estimé qu'une indemnisation doit être accordée, la décision est prise de compenser le montant total du prix mentionné dans la facture, majoré de 5%.

3. Lorsque des marchandises importées sont déposées dans un entrepôt douanier géré par une autre personne et que cette autre personne fournit une indemnisation suite à une demande présentée en application du paragraphe 2, un montant équivalent aux droits de douane est déposé auprès des autorités douanières concernées dans les sept jours suivant la réception de l'indemnisation.

## **57 Procédure de recouvrement des pénalités et des droits de douanes non perçus**

1. L'exportateur ou l'importateur ou son commissionnaire en douane est immédiatement informé par le fonctionnaire des douanes de la nécessité d'effectuer un versement complémentaire au titre des droits de douane ou d'acquitter des pénalités en cas d'insuffisance du montant déjà déposé suite à un erreur de calcul ou à un changement de position ou de sous-position de classification ou pour d'autres raisons.

2. La personne notifiée en vertu du paragraphe 1 dépose le montant dû au bureau des douanes dans les 15 jours suivant la date de notification. Si le montant ne doit pas être payé ou a déjà été



payé, les informations correspondantes sont communiquées au fonctionnaire des douanes, avec les justificatifs, dans les 15 jours suivant la date de réception de la notification.

3. Après réception des informations concernant le montant ne devant pas être payé ou ayant déjà été payé, conformément au paragraphe 2, le fonctionnaire des douanes les examine et s'il considère que la demande est justifiée informe l'intéressé qu'effectivement le montant n'est pas dû. Si les justificatifs ne sont pas considérés comme des preuves suffisantes, le fonctionnaire des douanes notifie le montant devant être déposé dans les sept jours. La personne concernée doit déposer le montant dans le délai spécifié. Si le montant n'est pas déposé dans le délai, le bureau des douanes peut arrêter la transaction douanière ou recouvrer le montant en question sur un actif que cette personne détient dans un entrepôt public.

4. En cas de notification au commissionnaire en douane concernant les pénalités ou l'insuffisance du montant des droits de douane déjà payés, le fonctionnaire des douanes a aussi le devoir d'informer l'exportateur ou l'importateur de la nécessité de verser les pénalités ou le manque à recevoir dans le délai imparti et il doit s'employer à le faire venir au bureau des douanes pour s'acquitter de ses obligations.

5. En cas de non-recouvrement du montant dû conformément au paragraphe 3, les sommes concernées sont considérées comme des dettes publiques à recouvrer.

6. S'il est établi qu'un montant est dû ou n'a pas été recouvré et que le fonctionnaire des douanes dédouane les marchandises sans avoir reçu d'instruction du responsable des douanes, ce fonctionnaire est passible de mesures disciplinaires.

## **58 Remboursement des droits de douane ou des pénalités versés en excédent**

1. Si l'exportateur ou l'importateur a payé plus que le montant des droits de douane dus pour l'exportation ou l'importation de marchandises ou les pénalités, il demande le remboursement du montant versé en excédent au bureau des douanes.

2. La demande présentée en vertu du paragraphe 1) est examinée et s'il est constaté que le montant en excédent doit être remboursé, la décision de remboursement est prise par écrit et la somme est remboursée dans les 15 jours suivant la date de réception de la demande.

3. En cas de remboursement du montant visé au paragraphe 1, le Directeur général doit en être informé et des indications doivent lui être fournies sur les raisons du remboursement.

4. S'il ressort de l'examen de la demande présentée en vertu du paragraphe 1 que le montant en excédent n'a pas à être remboursé, les motifs de la décision sont notifiés au demandeur dans les 15 jours suivant la date de réception de la demande.

## **59 Procédure relative à la remise de copies de documents aux personnes concernées**

1. Une personne concernée peut demander au fonctionnaire des douanes de lui fournir une copie de tout document.

2. Conformément au paragraphe 1, le demandeur indique la nature du document et le motif de sa demande et donne la preuve qu'il est bien la personne concernée.

3. La demande reçue en application du paragraphe 2 est examinée et, si elle est jugée fondée, le fonctionnaire des douanes fournit au demandeur dans les trois jours qui suivent des copies des documents en lui faisant payer les frais.

4. Lors de la remise des copies en vertu du paragraphe 3, des frais de 5 roupies par page sont facturés. Le fonctionnaire des douanes prend les dispositions nécessaires pour déposer les droits facturés au demandeur dans le compte du Trésor ou s'arrange pour que les frais soient acquittés au moyen de timbres postaux du montant correspondant.

5. Le bureau des douanes doit mentionner dans le document à fournir au demandeur que les frais appliqués conformément au paragraphe 4 ont été perçus ou que les timbres ont été oblitérés.

**60 Procédure relative à l'émission de certificats d'importation**

1. Une personne qui importe des marchandises supportant une taxe sur la vente ou d'autres taxes dans le pays étranger peut faire une demande d'obtention d'un certificat d'importation au bureau des douanes concerné en joignant les documents prouvant l'importation de ces marchandises.
2. La demande reçue conformément au paragraphe 1 est examinée et, si elle est jugée fondée, le certificat est délivré conformément au modèle prévu à l'annexe 11.
3. Lors de la remise d'un certificat en vertu du paragraphe 2, un droit de 5 roupies par certificat est facturé. Le fonctionnaire des douanes doit mettre le cachet du bureau sur le certificat en mentionnant que la somme due a été perçue.
4. Le certificat ne peut être délivré si la demande n'est pas reçue dans un délai de 15 jours suivant la date d'importation des marchandises pour lesquelles le certificat est demandé conformément au Règlement. Si les marchandises sont importées périodiquement sur la base d'une facture unique, la date de la dernière livraison des marchandises est considérée comme la date d'importation.

**60 a) Dispositions spéciales relatives à l'importation de marchandises dans le cadre du Règlement sur les bagages**

Nonobstant les dispositions mentionnées dans le Règlement, l'importateur doit, lors de l'importation de marchandises à usage personnel ou de l'importation de marchandises en vertu du Règlement sur les bagages, remplir le formulaire de déclaration sommaire prévu à l'annexe 10 a).

**61 Détermination de la position et de la sous-position sous laquelle classer une marchandise**

1. Afin de déterminer la position ou la sous-position sous laquelle classer une marchandise conformément au paragraphe 2 de l'article 89 de la Loi et de donner des avis sur la classification de la marchandise au Directeur général, il est constitué au sein de la Direction générale un comité composé comme suit:
  - a) le directeur général adjoint ou le directeur désigné par le Directeur général en tant que coordonnateur;
  - b) l'expert désigné par le Directeur général pour siéger en tant que membre; et
  - c) le membre de la section de la Direction générale chargée de la classification des marchandises désigné par le coordonnateur en tant que secrétaire.
2. Conformément au paragraphe 1, la réunion du Comité a lieu à l'heure et au lieu spécifiés par le coordonnateur.
3. La réunion du Comité se tient en présence du coordonnateur et de tous les membres.
4. La décision du Comité est prise par consensus.
5. Le membre du Comité exerçant les fonctions de secrétaire informe le demandeur de la décision dans les trois jours suivant son adoption par le Comité.

**62 Exportation ou importation au travers d'un bureau de douane annexe**

1. Les marchandises suivantes peuvent être exportées ou importées par l'intermédiaire d'un bureau de douane annexe:
  - a) à l'importation, outre les bureaux de douane énumérés à l'annexe 12, d'autres bureaux de douane peuvent être autorisés à dédouaner des marchandises d'une valeur maximale de 5 000 roupies. À l'exception de l'importation des marchandises approuvées par le Directeur général, l'importation temporaire ou définitive d'autres véhicules à moteur est interdite; et
  - b) à l'exportation, les produits agricoles non transformés et la production naturelle locale.

2. En application du présent Règlement, l'exportation ou l'importation de marchandises à destination ou en provenance de pays ne se trouvant pas dans le voisinage immédiat sont interdites.

3. Le Directeur général peut établir les procédures pour l'exportation ou l'importation par l'intermédiaire de bureaux de douane annexes.

### **63 Administration des entrepôts douaniers par le secteur privé**

1. Avec l'approbation des autorités publiques, toute personne peut administrer un entrepôt douanier établi à l'intérieur de la zone du bureau des douanes dans lequel des marchandises peuvent être déposées.

2. Le gestionnaire de l'entrepôt douanier en vertu du paragraphe 1 peut, avec l'approbation des autorités publiques, faire payer le loyer spécifié.

### **64 Responsabilités du gestionnaire privé d'un entrepôt douanier**

1. Les responsabilités du propriétaire d'un entrepôt douanier non public sont les suivantes:

- a) prendre des dispositions pour la sécurité des marchandises stockées dans l'entrepôt;
- b) prendre les dispositions nécessaires pour tenir à jour des dossiers donnant des informations sur les marchandises déposées dans l'entrepôt;
- c) interdire de conserver des marchandises que le bureau des douanes ne permet pas de déposer dans un entrepôt douanier;
- d) s'abstenir de prendre des marchandises sans l'autorisation préalable du bureau des douanes;
- e) s'assurer que les marchandises retirées pour dédouanement ne sont plus déposées à nouveau sans l'approbation du fonctionnaire des douanes;
- f) ne pas ouvrir ou prendre des dispositions pour éviter que soient ouvertes les marchandises déposées dans l'entrepôt douanier sans l'approbation du bureau des douanes;
- g) informer le bureau des douanes en cas de perte ou de destruction de marchandises déposées dans l'entrepôt douanier;
- h) présenter au bureau des douanes la liste des marchandises qui se trouvent dans l'entrepôt depuis plus de 90 jours;
- i) autoriser le fonctionnaire des douanes à inspecter l'entrepôt quand il le souhaite et lui présenter immédiatement toutes les informations détaillées nécessaires;
- j) soumettre quotidiennement au bureau des douanes la liste des marchandises déposées dans l'entrepôt douanier; et
- k) enregistrer au moment du dépôt des marchandises dans l'entrepôt, le nom du propriétaire de la marchandise, son adresse, son numéro de téléphone et son adresse électronique.

### **65 Les marchandises importées par la poste doivent être déposées au bureau des douanes**

1. Le bureau de poste concerné doit déposer tout colis importé au nom du destinataire dans le bureau des douanes le plus proche, tout en informant le destinataire de l'arrivée du colis.

2. Au cas où une personne souhaite exporter des marchandises au moyen d'un colis vers un pays étranger, le bureau de poste peut l'exporter à condition que l'exportateur dédouane les marchandises au bureau des douanes le plus proche et présente le formulaire de déclaration avec les marchandises.

### **66 Ouverture et fermeture du bureau des douanes**

1. Le responsable du bureau des douanes établit les heures d'ouverture et de fermeture de son bureau et appose un avis sur le tableau d'affichage du bureau pour information du public.

2. Si le responsable du bureau des douanes estime que des circonstances particulières, l'intérêt des clients ou l'importance de la charge de travail justifient l'ouverture du bureau un jour férié

pour pouvoir dédouaner des marchandises, il peut décider de laisser ouvert le bureau et de procéder au dédouanement.

3. Afin de faciliter les formalités pour les clients ou de simplifier la procédure d'exportation ou d'importation, le responsable du bureau de douane peut, si la situation locale le justifie et avec l'approbation préalable du Directeur général, fermer le bureau un jour qui n'est pas un jour férié ou ouvrir le bureau un jour férié.

4. En cas de décision prise au sujet des heures d'ouverture ou de fermeture du bureau conformément au paragraphe 3, le responsable appose un avis sur le tableau d'affichage du bureau des douanes et le publie dans le journal national pour l'information du public.

5. Le bureau des douanes du port sec ferroviaire prend, à la demande de l'exploitant du terminal, des dispositions concernant ses heures d'ouverture ou de fermeture de façon que les propriétaires des marchandises ne supportent pas de frais supplémentaires en raison de surestaries à l'arrivée et au départ des trains.

## **66 Envoi partiel**

Si un importateur ou un exportateur qui dépose des marchandises dans un entrepôt douanier géré par les pouvoirs publics demande de procéder à un envoi partiel des marchandises à un moment différent de celui prévu pour l'expédition totale, le bureau des douanes permet l'envoi de ces marchandises en faisant payer uniquement les droits de douane correspondants.

## **67 Mise à jour et modification des annexes**

Le Ministère des finances peut à tout moment procéder aux mises à jours et modifications des annexes qu'il estime nécessaires par publication au Journal officiel du Népal.

## **68 Abrogation et confirmation**

1. Le Règlement douanier de 2026 est abrogé.

2. Tous les actes effectués et toutes les mesures prises conformément au Règlement douanier de 2026 sont réputés avoir été effectués et prises conformément au présent Règlement.

**Annexe 1**  
**(relative au paragraphe 2 de l'article 3 du Règlement)**

**Formulaire de recommandation du Ministère des affaires étrangères en vue  
de l'octroi d'un privilège diplomatique ou d'un privilège douanier**

**Gouvernement de la République démocratique fédérale du Népal**  
**Ministère des affaires étrangères**  
**Direction générale des douanes**

**En application de la décision en date du ....., le Ministère des affaires étrangères recommande d'octroyer un privilège diplomatique/un privilège douanier aux marchandises achetées/exportées/importées par l'acheteur/exportateur/importateur suivant:**

<b>Nom de l'acheteur</b>	<b>Type de marchandises</b>	<b>Quantité</b>	<b>Pays d'exportation ou pays d'importation</b>	<b>Valeur estimée</b>	<b>Bureau des douanes d'exportation/ d'importation</b>

**N° du cachet d'enregistrement par le responsable du Ministère des affaires étrangères chargé des recommandations**

**Date**

**Signature**

**Nom**

**Fonction**

**Date**

-----  
**Pour l'usage exclusif de la Direction générale des douanes**  
-----

**M./Mme**

**Bureau des douanes**

**La Direction générale des douanes demande l'octroi d'un privilège diplomatique/un privilège douanier aux marchandises comme recommandé par le Ministère des affaires étrangères.**

**Numéro du cachet d'enregistrement par la Direction générale des douanes**

**Responsable des recommandations**

**Date**

**Signature**

**Nom**

**Date**

**Annexe 2**  
**(relative à l'article 20 du Règlement)**

**Formulaire pour la description des marchandises par le conducteur du véhicule**

**Bureau des douanes .....**

**Népal**

**Nom du conducteur**

**N° d'immatriculation du véhicule**

**Type du véhicule**

**N° du conteneur**

**Date d'entrée**

<b>N° de Série</b>	<b>Description des marchandises</b>	<b>Quantité ou nombre de colis</b>	<b>Lieu de chargement</b>

**Signature du conducteur**

**Annexe 3**  
**(relative à l'article 2 du Règlement)**  
**Formulaire de déclaration douanière**

**Annexe 4**  
**(relative à l'article 3 du Règlement)**

**Formulaire de notification à l'importateur de l'achat de marchandises**

**Gouvernement de la République démocratique fédérale du Népal**

**Ministère des finances, Direction générale des douanes**

**..... Bureau des douanes**

**M./Mme .....**

**N° de compte permanent**

**Conformément à l'article 31 du Règlement douanier de 2064, nous vous informons que le bureau des douanes a décidé, en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi douanière de 2064, d'acheter les marchandises suivantes que vous avez importées.**

**Veillez vous rendre à ce bureau des douanes pour recevoir le montant ci-après.**

**Description des marchandises.**

**N° de la lettre de crédit/date**

**N° de la facture/date**

**N° du formulaire de déclaration douanière/date**

**Description des marchandises**

**Valeur déclarée des marchandises**

**Paiement pour l'achat des marchandises ..... roupie**

**Signature du fonctionnaire des douanes**

**Nom**



**Annexe 5**  
**(relative au paragraphe 2 de l'article 37 du Règlement)**

**Demande d'agrément de commissionnaire en douane**

**Photographie taille passeport**

**N° d'enregistrement et date**

**Bureau d'enregistrement**

**Nom du candidat: (nom du propriétaire dans le cas d'une entreprise/d'une société)**

**Nom du père/de la mère**

**Nom du grand-père/de la grand-mère**

**Adresse permanente**

**Zone**

**District**

**Comité de développement local/Municipalité**

**Adresse temporaire**

**Date de naissance**

**Nationalité**

**N° de téléphone**

**N° de télécopie**

**Adresse électronique**

**Nom de la société**

**Date d'immatriculation**

**Période de renouvellement**

**N° de compte permanent**

**Date du compte permanent**

**Niveau d'études du candidat (du propriétaire dans le cas d'une entreprise/d'une société)**

N° de série	Établissement d'enseignement	Diplômes obtenus	Année d'obtention	Division

Cette demande est présentée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 37 du Règlement relatives aux qualifications des candidats. Tous les renseignements sont exacts. Je reconnais pouvoir être poursuivi en vertu de la législation en vigueur en cas de renseignements inexacts.

**Date**

**Empreinte du pouce**

**droit**

**gauche**

**Signature du candidat**

**Note:** Joindre des copies certifiées conformes des diplômes, de la carte d'identité nationale ou du passeport et, dans le cas d'une entreprise ou d'une société, joindre également une copie certifiée conforme du numéro de compte permanent et du numéro d'enregistrement de la société.

-----  
**Lettre de l'administration sur l'admission à l'examen de commissionnaire en douane**

**Nom et prénom du candidat:**

**Nom de l'entreprise/de la société:**

**N° du dossier**

**Centre d'examen**

Photographie  
taille  
passeport

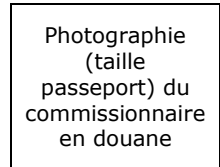
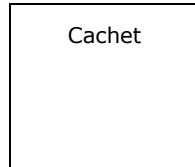
**Signature**

**Annexe 6**  
**(relative au paragraphe 5 de l'article 37 du Règlement)**

**Gouvernement de la République démocratique fédérale du Népal**

**Ministère des finances**

**Direction générale des douanes/Bureau des douanes -----**



**N° de série de l'agrément**

**Date**

**Conformément au paragraphe 5 de l'article 37 du Règlement douanier de 2064, le commissionnaire en douane titulaire du présent agrément est habilité à dédouaner du bureau des douanes des marchandises en vue de leur exportation ou de leur importation et à effectuer toutes les activités douanières relevant du commissionnaire en douane.**

**Nom du commissionnaire en douane:**

**Nom de la personne si le commissionnaire en douane est une entreprise/société:**

**Signature**

**N° de compte permanent:**

**Adresse permanente:**

**Adresse actuelle:**

**Émetteur de l'agrément:**

**N° de téléphone**

**N° de télécopie**

**Nom**

**Adresse électronique**

**Fonction**

**Signature**

**Verso**

**Description du renouvellement**

Date du renouvellement	Frais de renouvellement	Période de validité	Signature de la personne

**Annexe 7**  
**(relative au paragraphe 4 de l'article 38 du Règlement)**  
**Modèle de lettre de nomination d'un**  
**commissionnaire en douane**

La signature de la personne procédant à la nomination doit couvrir partiellement la photo

Photo du commissionnaire en douane  
 Signature couvrant partiellement la photo également

**Partie A****À compléter par l'importateur/l'exportateur****Nom de l'importateur/l'exportateur****Adresse****N° de compte permanent****Enregistré ou non pour la TVA. En cas d'enregistrement, n° d'enregistrement****M. .... Bureau de douanes****Objet: Nomination du commissionnaire en douane**

Conformément au paragraphe 4 de l'article 88 du Règlement douanier de 2064, je vous informe/nous vous informons que j'ai/nous avons nommé le commissionnaire en douane agréé ci-après pour la période indiquée aux fins du dédouanement de vos bureaux par voie routière des marchandises destinées à l'exportation ou l'importation. Je m'engage/nous nous engageons à respecter les dispositions de la Loi douanière de 2064 et du Règlement douanier de 2064. Les documents relatifs à mon/notre activité et le numéro d'agrément du commissionnaire en douane sont joints. Je présenterai/nous présenterons des copies certifiées au besoin.

**Nom du commissionnaire en douane:****N° de l'agrément****Date de l'agrément****Adresse****Période de service comme commissionnaire en douane de à****Dédouaner tout envoi: (Numéro de la lettre de crédit, date, nom de la banque, Numéro de facture et date)****Signature de l'exportateur/importateur****Date N° de téléphone****Nom****Adresse****Relation avec l'envoi****(inclure les preuves documentaires)****Adresse électronique****Cachet****N° de télécopie**

(Si le même propriétaire des marchandises nomme un commissionnaire en douane plusieurs fois dans le même bureau des douanes, il n'est pas nécessaire de joindre une photographie dans les lettres de nomination suivantes)

**Partie B****(À remplir par le commissionnaire en douane)**

**J'accepte de travailler comme commissionnaire en douane comme indiqué dans la partie A ci-dessus conformément aux dispositions de la Loi douanière de 2064 et du Règlement douanier de 2064. Je joins une copie de mon agrément de commissionnaire en douane. Je présenterai une copie certifiée au besoin.**

**Nom du commissionnaire en douane**

**Adresse**

**Signature**

**N° de téléphone**

**N° de l'agrément**

**Date de l'agrément**

**Adresse électronique**

**N° de télécopie**

**Cachet**

**Date**

**Annexe 8**  
**(relative au paragraphe 1 de l'article 41 du Règlement)**

**Modèle de demande de réexamen de l'évaluation**

**Comité d'examen des évaluations**

**Date**

**Objet: Demande de réévaluation**

**Je soussigné présente une demande de réexamen de l'évaluation faite par le fonctionnaire des douanes de.....des marchandises indiquées ci-dessous que j'ai importées, ainsi que les faits et les preuves sur lesquels cette demande est fondée. Je joins pour votre information le formulaire de déclaration douanière et une copie de la notification par le fonctionnaire des douanes.**

- 1. Nom et adresse de l'importateur:**
- 2. Numéro et date de la lettre de crédit/du virement bancaire/du transfert télégraphique/de l'envoi à domicile**
- 3. Numéro et date de la facture**
- 4. Formulaire de déclaration bancaire et date**
- 5. Date de dédouanement des marchandises**
- 6. Informations sur les marchandises (spécifications)**  
.....  
.....  
.....
- 7. Valeur déclarée totale**
- 8. Valeur établie par le fonctionnaire des douanes**
- 9. Documents prouvant la valeur déclarée:**
- 10. Base et motifs de contestation de la décision du fonctionnaire des douanes:**

**(En cas d'espace insuffisant, utiliser des pages supplémentaires)**

**Signature du demandeur**

**Nom**

**Cachet**

**Numéro de compte permanent**

**Annexe 9**  
**(relative au paragraphe 2 de l'article 50 du Règlement)**

**Surestaries**

**a) Bureau international des douanes:**

**Jusqu'à 30 jours, 40 paisa par jour et par kilogramme; de 31 à 60 jours, 80 paisa par jour et par kilogramme; plus de 60 jours, 1,20 roupie par jour et par kilogramme.**

**b) Autres bureaux des douanes**

**Jusqu'à 30 jours, 20 paisa par jour et par kilogramme; de 31 à 60 jours, 40 paisa par jour et par kilogramme; plus de 60 jours, 60 paisa par jour et par kilogramme.**

**Clarification: Aux fins du calcul du poids pour la détermination des surestaries, l'ensemble des marchandises figurant sur une déclaration douanière ou d'un envoi sont prises en compte. En cas de reste inférieur à 1 kilogramme, ce reste est comptabilisé 1 kilogramme.**

**Annexe 10****(relative au paragraphe 1 de l'article 52 du Règlement)****Modèle pour la notification par le bureau des douanes du délai d'assignation**

Notification relative au délai d'assignation adressée à  
M./Mme ..... par le bureau des  
douanes: .....

Vous êtes invité à vous présenter pendant les heures d'ouverture au bureau des douanes ci-dessus dans un délai de 15 jours, plus le temps nécessaire au déplacement, dans le cadre d'une enquête sur une infraction aux dispositions de la Loi douanière de 2064. Si vous vous présentez, vos déclarations seront prises en compte. Si vous ne vous représentez pas, la décision sera prise conformément aux dispositions légales. Des interventions ultérieures ne seront pas acceptées et le délai ne sera pas modifié.

**Date                      Année                      Mois                      Jour.**



**Annexe 10 a)**  
**(relative à l'article 60a du Règlement)}**

**Formulaire de déclaration douanière sommaire**

**Gouvernement de la République démocratique fédérale du Népal**

**Ministères des finances**

**Direction générale des douanes**

**Formulaire de déclaration sommaire**

**Bureau des douanes .....**

**Salle d'arrivée/Section des passagers**

Nom de l'importateur adresse, n° et date de la facture et montant de la facture			Taux de change			N° d'enregistrement du formulaire de déclaration sommaire date		
N° de la marchandise	Description de la marchandise	Nombre de marchandises	Quantité	Montant de la facture (Rs.)	Valeur déterminée	N° de nomenclature	Taux forfaitaire ou droits intégrés	Montant des droits
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
<b>Total des droits en Rs. (en chiffres)</b>								
<b>En lettres</b>								
<p>Les présentes informations sont exactes. En cas d'informations inexactes ou fausses, je reconnais pouvoir être poursuivi et j'accepte la décision.</p> <p>Le présent formulaire de déclaration douanière sommaire</p> <p>ne peut être utilisé à des fins commerciales.</p> <p>Nom du propriétaire des marchandises</p> <p>Signature Date</p>					<p>Numéro du reçu de caisse et date</p> <p>Signature de l'inspecteur et date</p> <p>Signature du fonctionnaire des douanes et date</p>			

**À lire avant de remplir le formulaire de déclaration sommaire**

1. Le formulaire de déclaration sommaire doit être rempli par le propriétaire des marchandises en indiquant le nom et l'adresse de l'importateur, le numéro et la date de la facture, le montant total de la facture et la description des marchandises dans les colonnes 2 à 4 et en signant et datant le formulaire. Les autres colonnes sont réservées à l'usage officiel du bureau des douanes.
2. Le formulaire de déclaration douanière sommaire doit être rempli pour l'importation de marchandises d'une valeur maximum de 5 000 roupies ou des marchandises visées dans le Règlement sur les bagages et pouvant être importées à un taux forfaitaire. Les marchandises destinées à un usage commercial ne peuvent pas être importées et le présent formulaire ne peut être accepté comme preuve d'une transaction commerciale.

- 3. Le formulaire de déclaration douanière sommaire doit être rempli pour l'importation des marchandises visées au paragraphe 2 ci-dessus par le service des arrivées du bureau des douanes de l'aéroport ou par le service des passagers du bureau des douanes terrestres.**
- 4. Deux exemplaires du formulaire de déclaration douanière sommaire doivent être présentés.**

**Annexe 11**  
**(relative au paragraphe 2 de l'article 20 du Règlement)**

**Formulaire de certificat d'importation de marchandises**

**État népalais**

**Bureau des douanes .....**

**À QUI DE DROIT**

**Le présent document certifie que les marchandises mentionnées ci-dessous ont été importées au Népal en passant par ce bureau des douanes.**

**Nom et adresse de l'importateur:**

**Numéro de compte permanent de l'importateur:**

**Nom et adresse du fournisseur:**

**Description des marchandises:**

**Numéro de facture et date:**

**Valeur nette:**

**Montant total de la facture:**

**Numéro d'enregistrement du formulaire de déclaration (Pragyapan Patra):**

**Date d'importation:**

**Cachet officiel**

**Signature du fonctionnaire des douanes**

**Nom:**

**Date**

**Annexe 12**  
**(relative à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 62 du Règlement)**

**Liste des bureaux des douanes annexes**

- 1. Bureau des douanes annexe de Bhadrapur**
  - 2. Bureau des douanes annexe de Suthauli**
  - 3. Bureau des douanes annexe de Prithipur**
  - 4. Bureau des douanes annexe de Satti**
  - 5. Bureau des douanes annexe de Darchula**
-